UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ROSAIRE MORIN : PORTRAIT D'UN MILITANT NATIONALISTE (1939-1999)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
JONATHAN LAVEAULT

MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Le dépouillement d'archives ainsi que la rédaction de ce mémoire n'auraient pas pu être réalisés sans l'appui et l'aide d'un certain nombre de personnes dont je tiens à souligner l'apport.

Tout d'abord, j'aimerais souligner l'encadrement de ma directrice, Madame Dominique Marquis. Sans son expérience, ses connaissances et ses critiques, je n'aurais pas été en mesure d'écrire ce mémoire. Je tiens à remercier le personnel du Centre de recherche Lionel-Groulx, là où j'ai réalisé l'essentiel de mes recherches, et en particulier l'archiviste de référence Monsieur François Dumas. Je souhaite aussi remercier le personnel des différents centres d'archives que j'ai fréquentés: les Archives Nationales du Canada à Ottawa, le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa et les Archives de l'Université de Montréal.

Je veux souligner l'appui de mes parents, et particulièrement de ma mère, qui m'ont toujours aidé dans mes démarches. Finalement, je veux remercier tous ceux qui d'une manière ou d'une autre m'ont aidé au cours de mes recherches et de ma rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	v	
RÉSUMÉ.....	vi	
INTRODUCTION.....	1	
CHAPITRE I		
LE NATIONALISME EN QUESTION : HISTORIOGRAPHIE		
ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....		3
1.1	Bilan historiographique.....	4
1.1.1	Le nationalisme au Québec.....	4
1.1.2	Les organisations nationalistes.....	15
1.1.3	Les États généraux du Canada français.....	20
1.1.4	Conclusion.....	26
1.2	Problématique.....	27
1.3	Sources et méthodologie.....	29
CHAPITRE II		
LES ANNÉES DE FORMATION, 1939-1950.....		31
2.1	La genèse de l'engagement.....	31
2.2	Les Jeunesses laurentiennes.....	34
2.2.1	Les idées défendues.....	34
2.2.2	Les Jeunesses laurentiennes et l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.....	39
2.2.3	Les actions et les réalisations.....	42
2.3	Le Comité de propagande du drapeau.....	47
2.4	Conclusion.....	51
CHAPITRE III		
LA TOURMENTE NATIONALISTE DES ANNÉES 1960.....		52
3.1	L'Ordre de Jacques-Cartier.....	52

3.1.1	Le Comité métropolitain de Montréal.....	54
3.1.2	Le <i>Manifeste</i>	57
3.2	L'Ordre de Jean-Talon.....	62
3.3	La question de l'immigration.....	65
3.3.1	<i>I. Immigration au Canada</i>	66
3.3.2	La campagne en faveur d'un ministère québécois de l'immigration.....	69
3.4	Les États généraux du Canada français.....	71
3.4.1	Les assises préliminaires et les assises de 1967.....	72
3.4.2	Les assises de 1969.....	76
3.5	<i>Le Statut particulier, une illusion, faut-il confier aux autres l'avenir des Canadiens français ?</i>	79
3.6	<i>Demain que sera le Québec ? que puis-je faire pour le Québec ?</i>	81
3.7	Conclusion.....	84

CHAPITRE IV

DU CONSEIL D'EXPANSION ÉCONOMIQUE

	À L'ACTION NATIONALE (1966-1999).....	87
4.1	<i>Réalités et perspectives économiques, faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français ?</i>	87
4.2	Le Conseil d'expansion économique.....	91
4.2.1	L'idéologie et le projet de société.....	92
4.2.2	Les réalisations.....	95
4.3	<i>I. Action nationale</i>	99
4.4	Conclusion.....	105

	CONCLUSION.....	107
--	-----------------	-----

	ANNEXE.....	112
--	-------------	-----

	BIBLIOGRAPHIE.....	115
--	--------------------	-----

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AUdeM	Archives de l'Université de Montréal
ANC	Archives nationales du Canada (Ottawa)
CRCCF	Centre de recherche en civilisation canadienne-française (U. d'Ottawa)
CRLG	Centre de recherche Lionel-Groulx (Montréal)

RÉSUMÉ

Le nationalisme au Québec a connu de nombreuses mutations au XX^e siècle. Cependant, très peu d'études portent sur le cheminement de militants nationalistes qui ont vécu ces changements. Ce mémoire étudie le parcours de l'un de ces militants, Rosaire Morin. Celui-ci a commencé à s'impliquer dans le mouvement nationaliste en adhérant aux Jeunesses laurentiennes au début des années 1940. Par la suite, et jusqu'à son décès en 1999, Morin a été présent dans de nombreuses organisations nationalistes : l'Ordre de Jacques-Cartier, l'Ordre de Jean-Talon, les États généraux du Canada français et le Conseil d'expansion économique en plus d'écrire de nombreux livres et articles, dont plusieurs en tant que rédacteur en chef de *L'Action nationale*.

Nous croyons que le cheminement de Rosaire Morin correspond aux tendances décrites par les différents auteurs qui ont analysé le nationalisme. De plus, nous avançons l'hypothèse que la pensée de Morin suit les grands courants politiques, sociaux et économiques qui ont transformé le Québec.

Militant nationaliste canadien-français à l'origine, Morin, à partir des années 1960, adopte le discours néo-nationaliste. Cela démontre que le changement de nationalisme ne doit pas être uniquement lié à une question générationnelle. Morin a su conjuguer sa réflexion avec les mutations qu'a connues la société québécoise. Ainsi, au cours des années 1960, il écrit au sujet des questions d'immigration et de réforme constitutionnelle, deux préoccupations de la société québécoise. L'élection du Parti québécois est l'occasion pour Morin de s'affirmer clairement comme indépendantiste alors que la crise de l'État-providence lui fait prendre conscience de la nécessité de lutter contre la pauvreté. Il est aussi permis de croire que l'étude du parcours individuel de Rosaire Morin reflète le cheminement de nombreux militants nationalistes.

Mots-clé · Rosaire Morin, nationalisme au Québec

INTRODUCTION

Le nationalisme occupe une place importante dans l'histoire du Québec. N'étant pas immuable, il évolue avec le temps. Cette évolution a abondamment été analysée d'un point de vue théorique. De nombreux auteurs ont étudié les mutations que le nationalisme a connues au cours du XX^e siècle. Ces changements ont été particulièrement marquants entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la Révolution tranquille. Ainsi le nationalisme québécois qui s'articule de mieux en mieux à partir des années 1960 est issu de la modernisation d'une branche du nationalisme traditionaliste canadien-français.

De nombreux militants ont vécu et possiblement encouragé le changement de nationalisme. L'analyse de parcours individuels permettrait d'en connaître plus sur l'évolution du nationalisme. L'étude d'un individu, qui pourrait être considéré comme un cas type, permettrait de comprendre comment certains militants ont encouragé et se sont adaptés au changement de nationalisme. Tel est le but de ce mémoire. Dans cette optique, nous étudierons l'engagement de Rosaire Morin. La durée de son implication est exemplaire. Morin commence à militer dès le début de la décennie 1940. Par la suite, son engagement ne s'est jamais démenti, et cela jusqu'à son décès en 1999. Il a milité dans de nombreux organismes: les Jeunesses laurentiennes, l'Ordre de Jacques-Cartier, l'Ordre de Jean-Talon, les États généraux du Canada français et le Conseil d'expansion économique en plus d'écrire plusieurs livres et articles, dont plusieurs à titre de rédacteur en chef de *L'Action nationale*.

Le premier chapitre dresse un tableau de l'historiographie relative à l'étude du nationalisme au Québec, des différentes organisations dans lesquelles Rosaire Morin s'est impliqué (Jeunesses laurentiennes, Ordre de Jacques-Cartier, Ligue d'action nationale) et des États généraux du Canada français, événement qui marque une rupture dans les relations entre les Canadiens français du Québec et du reste du Canada. Cela nous permettra de poser les bases théoriques en plus de donner des repères temporels à l'engagement de Morin.

Dans le second chapitre, nous étudions la genèse du militantisme de Morin. Celle-ci commence très tôt avec son implication dans les Jeunesses laurentiennes. Son passage dans cette organisation, implication qui dure jusqu'à la dissolution du groupe en 1950, lui permet de s'initier au militantisme. Le troisième chapitre analyse l'engagement de Rosaire Morin au cours des années 1960. C'est pendant cette décennie charnière que la pensée de Morin évolue pour se rapprocher du néo-nationalisme. Membre de l'Ordre de Jacques-Cartier, il tente de moderniser et de québécoiser l'organisation pour l'adapter aux changements de la Révolution tranquille. Essuyant un échec à la suite de la résistance des francophones hors-Québec, il décide de fonder une éphémère association, l'Ordre de Jean-Talon, pour mener à bien ce qu'il voulait faire dans l'Ordre de Jacques-Cartier. Par la suite, il s'implique dans les États généraux du Canada français, événement au cours duquel le nationalisme se recentre sur le Québec.

Le dernier chapitre traite de l'implication de Morin au sein du Conseil d'expansion économique et de *L'Action nationale*. Si sa pensée arrive à maturité, son approche de la société n'en évolue pas moins. Ainsi, au Conseil, il prône un nationalisme économique, en insistant par exemple sur l'état d'infériorité des francophones. En tant que rédacteur en chef de *L'Action nationale*, il commence à se préoccuper de la question sociale. Il s'affirme aussi clairement comme étant un souverainiste.

En somme, par l'étude de l'engagement de Rosaire Morin, nous souhaitons permettre une meilleure connaissance du cheminement des militants qui ont connu les mutations du nationalisme au Québec, particulièrement mais non exclusivement au cours de la décennie 1960. De plus, nous voulons faire mieux connaître Rosaire Morin, un homme qui joua un rôle très important au sein des milieux nationalistes.

CHAPITRE I

Le nationalisme en question :

Historiographie et problématique de recherche

Tout au long du XX^e siècle, et en particulier après la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme véhiculé au Québec a connu des changements importants. Ces changements se sont effectués graduellement. Ainsi, pendant la décennie 1950 et le début de la décennie 1960, le nationalisme canadien-français voit sa prédominance remise en cause par la montée d'un néonationalisme, le nationalisme québécois. De nombreux militants ont donc vécu cette période de changement et de transition du nationalisme. Nous concentrerons notre étude sur l'un d'eux, Rosaire Morin. Ce dernier a commencé à s'impliquer dans des organisations nationalistes dès le début des années 1940, période pendant laquelle le nationalisme canadien-français était dominant. Par la suite, son engagement ne s'est jamais démenti. Ainsi, il milita jusqu'à sa mort en 1999. Entre autre, il s'impliqua dans les Jeunesses laurentiennes, dans l'Ordre Jacques-Cartier et dans l'organisation des États généraux du Canada français. Morin, en tant que collaborateur et directeur de *L'Action nationale*, y a publié de nombreux textes en plus d'écrire des articles et des ouvrages pour d'autres publications. Rosaire Morin a été témoin, et peut-être même acteur, de la montée, perceptible au cours des années 1950 et 1960, du nationalisme québécois. Nous tenterons donc de voir l'évolution de son engagement et de sa pensée, cela du début des années 1940 jusqu'en 1999. Nous insisterons particulièrement sur la période charnière que constitue la décennie 1960. Avant tout, un bilan historiographique du nationalisme au Québec, des organisations dans lesquelles Morin a été impliqué et des États généraux s'impose. Cela dans le but de poser les bases théoriques du nationalisme au Québec et les repères temporels de l'engagement de Rosaire Morin.

1.1 Bilan historiographique

1.1.1 Le nationalisme au Québec

En 1975, le politologue Léon Dion devient l'un des précurseurs de l'étude du nationalisme en publiant *Nationalismes et politique au Québec*¹. Dans cet ouvrage, il tente de comprendre la dimension politique du nationalisme et de rendre compte de la condition des Canadiens français comme nation. L'auteur identifie trois différentes expressions politiques du nationalisme, le nationalisme qualifié de «conservatisme», le nationalisme libéral et le nationalisme social-démocrate/socialisme. Dans un premier temps, Dion pose les bases théoriques de son analyse. Selon lui, le nationalisme est une idéologie totalisante qui tient compte des données de la géographie, de la démographie, de la technologie, de l'économie et de la stratification sociale et politique².

Selon Dion, les rapports entre le politique et le nationalisme sont complexes. Ainsi, au départ, étant conçu par l'intelligentsia, le nationalisme a un caractère élitiste. Cependant, s'il veut remplir sa fonction politique, il doit être en mesure d'atteindre la population. C'est pour cela qu'il doit pouvoir compter sur un bon réseau de communication, de manière à rejoindre les masses. Ces dernières n'ont pas besoin de comprendre toutes les nuances doctrinales, elles doivent simplement répondre aux appels de mobilisations³.

Les trois différentes expressions politiques du nationalisme identifiées par l'auteur constituent autant de chapitres dans son étude. Léon Dion traite d'abord du nationalisme qualifié de «conservatisme» qu'il situe entre le milieu du XIX^e siècle et les années 1950-1960. Conséquence de l'isolement à la suite de la Conquête, il est ethnocentrique, proposant une vision du monde tournée vers soi. Ce nationalisme a pour finalité de préserver la culture, de rester fidèle au passé, à la langue et à la foi. Il s'oppose donc à l'urbanisation et à l'industrialisation. Léon Dion estime que tout nationalisme est politique, le nationalisme

¹ Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, 177 p.

² *Ibid.*, p. 10.

³ *Ibid.*, p. 24.

«conservatisme» n'est donc pas perçu comme apolitique⁴. En effet, il soutient le *statu quo* et la communauté politique constituée de l'ensemble de la population canadienne. Le Québec y est considéré comme un simple sous-système du système politique canadien. Pour le nationalisme «conservatisme», la véritable patrie est le Canada français et non pas le Québec. L'auteur tente aussi de voir la pénétration de cette idéologie au sein des différentes couches sociales. Ainsi, selon Dion, l'élite, acculturée dans une certaine mesure, est influencée par les schèmes culturels anglo-saxons dans divers domaines d'activités (religion, politique, affaires, science) et tente de les concilier avec le credo nationaliste ; les élites inférieures, les notables locaux et régionaux, adhèrent de bonne foi au credo et la masse est vaguement imprégnée de ce nationalisme⁵.

À partir de la Révolution tranquille, le nationalisme libéral succède, après lui avoir fait concurrence durant les années 1950, au nationalisme «conservatisme». Il a été mis en place par différents précurseurs, tels le département d'histoire de l'Université de Montréal et *Le Devoir*. Ce nationalisme accepte la communauté politique canadienne, mais accentue l'autonomisme qui devient plus positif et revendicateur : par exemple, il demande un statut particulier pour le Québec et flirte avec le séparatisme. L'État devient un important levier de changement mettant ainsi fin au laisser-faire économique traditionnel. Le nationalisme libéral a permis l'épanouissement du pluralisme social et culturel de même que la mise en place de l'État-providence⁶.

Traités dans un même chapitre, Léon Dion identifie deux nationalismes de gauche. Il s'agit du nationalisme social-démocrate (celui-ci a comme principal porte-étendard le Parti québécois) et du nationalisme socialiste. Ils visent tous deux à abolir le régime politique canadien. Ces nationalismes naissent à la suite de la conjoncture internationale (décolonisation, droit des peuples à l'auto-détermination), du blocage constitutionnel et de la déception vis-à-vis de Jean Lesage. Ils font le constat que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne sert pas les intérêts du Québec et qu'il est impossible de réformer le fédéralisme. Le nationalisme socialiste est anti-clérical, laïque et il insiste sur la notion de

⁴ *Ibid.* p. 35-36.

⁵ *Ibid.*, p. 45.

⁶ *Ibid.*, p. 76-77.

dignité humaine. Le nationalisme social-démocrate du Parti québécois est nettement plus économique et pragmatique⁷.

Pour conclure, l'auteur répète qu'aucun nationalisme n'est apolitique. En effet, tous ont été utilisés, de manière variable, par les différents gouvernements. Tous les nationalismes sont marqués par une continuité, l'autonomisme, mais s'opposent sur l'idéologie sociale. L'importance d'un bon réseau de communication pour permettre au nationalisme de passer de l'élite à la masse est aussi soulignée par l'auteur⁸. Les différents nationalismes que Léon Dion identifie sont bien définis. Surtout, il a été le premier à proposer une division temporelle claire des différents nationalismes qu'a connus le Québec.

Dans le livre *La Question du Québec*⁹, le sociologue Marcel Rioux tente de comprendre les raisons pour lesquelles, depuis la Conquête, la question nationale se pose toujours avec acuité. N'adoptant pas une division temporelle des différents types de nationalismes comme l'avait fait Dion, l'auteur s'attarde particulièrement aux effets et à la signification de la Révolution tranquille. Ainsi, Rioux considère que l'élection des libéraux en 1960 marque un «phénomène social total», créant une véritable rupture avec la période précédente. Les francophones changent de mentalité, les critiques auparavant dirigées contre eux-mêmes se tournent vers ceux de l'extérieur, jugés responsables de l'infériorité des Québécois. Le Québec entre dans la modernité en cessant de se considérer comme une culture, c'est-à-dire comme un groupe ethnique dont la langue, la religion, les valeurs diffèrent de celles des autres groupes du Canada pour se considérer comme une société industrielle du XX^e siècle. Ceci apporte une remise en cause de l'entité politique fédérative. Cette différenciation idéologique est largement un phénomène de génération. Rioux voit dans la Révolution tranquille l'élément déclencheur des changements de perspective du nationalisme. En insistant sur ce point, l'auteur apporte une autre perspective, la Révolution tranquille allant de pair avec l'essor du néonationalisme.

⁷ *Ibid.*, p. 88.

⁸ *Ibid.*, p. 144-145.

⁹ Marcel Rioux, *La Question du Québec*, nouv. éd. rév et corr., Montréal, L'Hexagone, 1987, 273 p.

Publié en 1986, le livre *Bilan du nationalisme au Québec*¹⁰ de Louis Balthazar, professeur de sciences politiques à l'Université Laval, est une synthèse sur les différents nationalismes qui ont existé au Québec depuis la Conquête. Contrairement à Dion, Balthazar ne se contente pas d'étudier le nationalisme sous l'angle purement politique, il analyse aussi la dimension historique du phénomène¹¹. L'objectif de l'auteur est de dégager les grandes orientations du nationalisme québécois à la lumière des propositions théoriques qu'il énonce dans le premier chapitre.

Tout d'abord, il existerait plusieurs types de nationalismes qui se sont manifestés dans le monde. Ainsi, l'auteur identifie le nationalisme moderne, apparu avec la Révolution française : il insiste sur l'égalité des citoyens et il a une vision bourgeoise de la société¹². Un autre nationalisme décrit par Balthazar est le nationalisme traditionnel. L'auteur le considère comme l'antithèse du nationalisme moderne. Il s'enracine historiquement dans la résistance de l'Ancien régime aux idées de la Révolution française. C'est un nationalisme apolitique qui tire sa légitimité de la tradition et traduit un certain complexe d'infériorité¹³. L'auteur identifie aussi le nationalisme étatiste, qui, de son côté, est l'extension du nationalisme moderne, il insiste sur l'interdépendance entre la nation et l'État¹⁴. Finalement, se rattachant à l'histoire contemporaine, le modèle autonomiste est le fait de groupes ethniques minoritaires qui devant les menaces d'un État centralisateur, font appel au sentiment nationaliste pour s'ériger contre l'État tentaculaire et réclamer plus de pouvoirs. Selon Balthazar, tous ces types de nationalisme ont été présents dans l'histoire du Québec, parfois de manière concomitante¹⁵.

À l'aide de ces notions, l'auteur cristallise sa démonstration autour de trois nationalismes qui ont eu cours au Québec. Le nationalisme canadien, considéré comme moderne, qui va de la Conquête aux Rébellions, le nationalisme canadien-français, perçu comme étant

¹⁰ Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, 212 p.

¹¹ *Ibid.*, p. 11.

¹² *Ibid.*, p. 25.

¹³ *Ibid.*, p. 27.

¹⁴ *Ibid.*, p. 30-31.

¹⁵ *Ibid.*, p. 32-33.

traditionnel, qui se situe entre l'échec des Rébellions et la Révolution tranquille et finalement, le nationalisme québécois, étatiste, qui commence avec la Révolution tranquille¹⁶.

Le livre offre un cadre théorique et une bonne division temporelle des différents nationalismes qui permet une très bonne analyse. De plus, il évite les divisions trop tranchées, insistant par exemple sur le fait que pendant qu'un type de nationalisme constitue le discours dominant, d'autres nationalismes existent, ils sont simplement minoritaires. L'auteur démontre que les années 1950 ont constitué une période de transition qui a vu le discrédit du nationalisme canadien-français et l'émergence du nationalisme québécois. Cette période de transition est paradoxale, en effet, les structures institutionnelles, en particulier l'Église et les organisations traditionalistes, du nationalisme canadien-français semblent intactes. Par contre, la population est de plus en plus exposée aux valeurs de la modernisation et de l'américanisation. Entre 1945 et 1960, l'influence de l'Église sur la société reste très forte, la présence cléricale s'étendant jusqu'au mouvement syndical et coopératif. De plus, à la suite de l'effondrement du Bloc populaire, l'apolitisme du nationalisme devient encore plus prononcé, il se retranche alors dans les institutions traditionnelles, telle la paroisse¹⁷. L'appartenance ethnique est au centre de l'affirmation nationale. Bien que dominant, le nationalisme canadien-français est, avec le temps, de plus en plus remis en question. Ainsi des groupes critiquent le nationalisme, mais sans complètement le rejeter. Par exemple, à partir des années 1950, *Le Devoir*, le département d'histoire de l'Université de Montréal et *L'Action nationale* font la promotion d'un néonationalisme, d'un nationalisme québécois. Cependant, l'école néo-nationaliste, pendant les années 1950, est demeurée l'affaire d'une élite restreinte, ce n'est que lors de la décennie suivante que le néonationalisme a atteint la masse¹⁸.

Publiée en 1993, la brève synthèse *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*¹⁹ de l'historienne Fernande Roy traite des différentes idéologies qui ont existé au

¹⁶ *Ibid.*, p. 34-35.

¹⁷ *Ibid.*, p. 105.

¹⁸ *Ibid.*, p.104-122.

¹⁹ Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 127 p.

Québec. Le chapitre six aborde la question du nationalisme et des transformations qu'il a connues au cours de la décennie 1950. Tout comme Balthazar, Roy démontre que les intellectuels nationalistes des années 1950 commencent à remettre en cause le nationalisme de leurs aînés, qu'ils considèrent comme passéiste, rétrograde et éloigné de la réalité sociale, pour prôner un néonationalisme²⁰. Les néo-nationalistes souhaitent le retrait de l'Église des champs social et politique. Surtout, l'antiétatisme du nationalisme traditionnel est abandonné. Ainsi, dans le discours néo-nationaliste, l'État doit devenir un État-providence préoccupé de justice sociale, appuyé pour cela par une fonction publique élargie et par de nombreux experts. Finalement, le Québec doit devenir l'État des Canadiens français. L'auteure démontre donc qu'il y eut une importante mutation dans le discours nationaliste à partir de la décennie 1950.

Françoise Épinette, une docteure en droit française, a écrit pour la collection «Que sais-je ?» le livre *La question nationale au Québec*²¹. Elle tente de voir comment une nation peut former un État souverain au terme d'une procédure démocratique et pacifique dans un contexte politiquement, économiquement et socialement avancé en plus de se questionner sur la place du concept de souveraineté dans le contexte de la mondialisation.

L'auteure, tout comme Marcel Rioux, accorde une grande importance à la Révolution tranquille. Celle-ci signe le rejet du nationalisme traditionnel. Le progrès n'est plus désormais une menace pour la nation, mais un moyen d'accomplissement. Elle insiste sur l'importance des communications de masse qui, après la Seconde Guerre mondiale, ont permis aux Canadiens français une prise de conscience de leur existence au sein d'un océan anglo-saxon²². À la suite de l'élection du gouvernement de Jean Lesage, le gouvernement du Québec et son premier ministre deviennent plus importants, devenant un «quasi-État» et un «quasi-chef d'État». Dans les domaines culturel, social, économique et même des relations internationales, le gouvernement québécois est appelé à s'impliquer de plus en plus, défiant ainsi le gouvernement canadien qui, selon les occasions, se montre intransigeant ou fait preuve d'ouverture. Le nationalisme moderne, comparativement au nationalisme traditionnel,

²⁰ *Ibid.*, p. 99.

²¹ Françoise Épinette, *La question nationale au Québec*, Paris, PUF, 1998, 126 p.

²² *Ibid.*, p. 23.

se fait très revendicateur quant aux droits linguistiques en plus de devoir se positionner par rapport aux minorités ethniques et aux autochtones. Se voulant bref et concis, le livre réussit à faire l'histoire de la question nationale de manière succincte, sans toutefois apporter une nouvelle vision du nationalisme au Québec.

Faisant l'objet d'une réédition en 2002, le livre *The dream of Nation*²³ de Susan Mann est une synthèse de l'histoire sociale et intellectuelle du Québec. L'auteure y explique à un auditoire d'abord anglophone l'histoire des aspirations nationales des Franco-Québécois. Mann accorde une importance particulière au nationalisme, qui a de tout temps occupé une place non négligeable dans la définition de la société. Les chapitres XVII à XX sont particulièrement pertinents puisqu'ils traitent de la période allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1980. Mann démontre que le Québec, bien qu'économiquement en retard par rapport à l'Ontario, connaît une prospérité économique après 1945. Le premier ministre québécois, Maurice Duplessis, même s'il est conscient de l'intégration économique du Québec dans le bloc nord-américain, souhaite préserver certains traits spécifiques de l'identité québécoise, la langue et la religion principalement. Dans cette optique, il se fait le défenseur de l'autonomie du Québec, en essayant d'empêcher le fédéral de s'ingérer dans les champs de compétences provinciales. Proche du clergé, Duplessis laisse une grande place à l'Église. Cette collaboration confirme de nombreux Québécois dans l'idée que le Canada français constitue une collectivité à part dans l'Amérique anglo-saxonne : la famille, l'Église et l'État participent aux mêmes idéaux et défendent la même identité²⁴. Mann nuance cependant l'idée que le Québec forme une société traditionaliste repliée sur elle-même. Effectivement, au cours de la décennie 1950, la télévision prend de plus en plus de place, ouvrant le Québec aux influences nord-américaines. De plus, des intellectuels et des artistes, Paul-Émile Borduas, Michel Brunet, Guy Frégault et André Laurendeau, par exemple, souhaitent que la société se modernise en mettant de l'avant des réformes politiques, économiques et sociales²⁵. Les syndicats en viennent aussi à exiger des changements, les grèves qui bouleversent le monde du travail sont le signe du malaise éprouvé vis-à-vis d'une société qui semble sclérosée. L'Église est divisée sur la position à adopter, certains membres

²³ Susan Mann, *The dream of Nation*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, 344 p.

²⁴ *Ibid.*, p. 277-278.

²⁵ *Ibid.*, p. 286-287.

souhaitant la modernisation du Québec et critiquant les mœurs politiques, par exemple le père Lévesque et les abbés O'Neil et Dion²⁶. Bien que formée par l'Église, l'élite laïque montante en vient à contester la présence de la religion dans de nombreuses sphères de la société. En conséquence, cette élite dissocie de plus en plus le catholicisme et le nationalisme²⁷. Celui-ci commence à se centrer principalement sur la langue au dépend de la religion.

La Révolution tranquille marque une évolution. La société change, l'État prend en charge des secteurs autrefois dévolus à l'Église (santé et éducation) en mettant en place l'État-providence. De nombreuses sociétés gouvernementales sont créées, dont la Société générale de financement et la Caisse de dépôts et placements. Face au déclin de la religion, la langue devient le centre de l'affirmation identitaire²⁸. À partir des années 1970, l'option indépendantiste gagne en popularité. Désormais, le nationalisme est fortement associé à l'État québécois et devient plus inclusif, cherchant à intégrer les nouveaux arrivants. Le Québec se fait plus revendicateur vis-à-vis du fédéral, demandant plus de pouvoirs.

L'ouvrage de Mann permet de bien saisir les changements sociaux et politiques qu'a connus le Québec à la suite de la Seconde Guerre mondiale. De plus, tout comme Louis Balthazar, l'auteure démontre que les changements intervenus lors de la Révolution tranquille ne sont pas le fruit d'une génération spontanée, ils ont longuement mûri au cours de la décennie 1950.

Raphaël Canet, choisissant une approche sociologique dans son livre *Nationalismes et société au Québec*²⁹, adopte une perspective culturelle et veut faire une analyse sociohistorique de l'évolution de l'identité nationale au Québec en mettant en parallèle la césure historique et l'évolution de la représentation nationale. Canet pose d'abord des bases théoriques en expliquant quelles peuvent être les différentes conceptions de la nation. Celles-ci peuvent être culturelles : c'est la conception verticale, elle plonge ses racines dans l'ethnie et la culture, la naissance prédisposant l'appartenance à une communauté nationale. Les bases

²⁶ *Ibid.*, p. 291-293.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*, p. 303-304.

²⁹ Raphaël Canet, *Nationalismes et société au Québec*, Outremont, Athéna, 2003, 232 p.

de la nation peuvent aussi adopter une conception horizontale ou politique : l'État étant conçu comme l'autorité centrale d'où émerge la volonté des individus de vivre dans un cadre politique commun, nonobstant tout déterminisme ethnique ou historique. Pour l'auteur, la nation est très intimement liée à l'État. Elle est la source de souveraineté qui est incarnée juridiquement par l'État. De plus, la nation sert de médiation entre la société et l'État.

S'inspirant de Louis Balthazar, Canet fait ressortir trois phases du nationalisme au Québec, nationalisme canadien (1760-1837), nationalisme canadien-français (1840-1960) et nationalisme québécois (1960 à aujourd'hui). Selon les phases, il y a une fluctuation de la relation entre nationalisme et État. L'auteur reconnaît qu'une telle périodisation ne comporte pas que des avantages, puisqu'elle tend à estomper les nuances des formes non dominantes. Pour Canet, le nationalisme canadien vise l'émergence d'une nation canadienne qui maîtrise ses institutions politiques³⁰. Son successeur, le canadien-français vise à préserver la particularité culturelle des francophones par l'allégeance à la communauté politique canadienne. Étant minoritaires au Parlement, les Canadiens français sont dans l'impossibilité d'y défendre leur nationalité. Il y a donc dissociation entre le nationalisme et le libéralisme politique. Le nationalisme canadien-français est un nationalisme culturel qui insiste sur la sauvegarde de la nationalité, de la langue française, du catholicisme et de la tradition d'un peuple rural. Cependant, l'industrialisation, l'urbanisation et l'émergence des moyens de communication modernes créent des brèches dans cette vision idyllique de la nation. Le nationalisme québécois naît des premières critiques du conservatisme. Il vise à démocratiser et à valoriser le rôle de l'État. Il adopte plusieurs attitudes différentes face au gouvernement central : autonomisme, indépendantisme, souverainisme. Il se caractérise par l'importance donnée au Québec considéré comme le territoire national. L'État-nation québécois est considéré comme l'instrument d'émancipation des Canadiens français. Le nationalisme québécois, aussi appelé néonationalisme, adopte une position inclusive, défendant une vision plus politique du nationalisme. Pendant le passage du nationalisme canadien-français au nationalisme québécois, il y a donc eu un changement de conception, de culturel et exclusif le nationalisme est devenu plus politique et inclusif (sans toutefois abandonner complètement son caractère culturel). Les militants nationalistes ont donc eux aussi changé de perspective,

³⁰ *Ibid.*, p. 144.

faisant preuve d'ouverture envers «l'autre» dans le but de l'intégrer dans la nouvelle communauté nationale.

Dans son essai *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, l'historien Gérard Bouchard fait l'histoire comparée de la formation et de l'évolution des nations et cultures du Nouveau Monde (essentiellement les Amériques et l'Océanie). L'auteur utilise la démarche comparative pour décloisonner l'historiographie québécoise et démontrer que l'expérience québécoise n'est pas complètement différente de celle vécue par d'autres «pays neufs». Le chapitre trois porte sur la formation et la transformation et de la culture et de la nation au Québec. L'auteur commence par traiter de la Nouvelle-France, période pendant laquelle la différenciation sociale avec la métropole prend forme sans pour autant que les élites accèdent à une conscience nationale. À la suite de la Conquête, la passation de la colonie à l'Angleterre accentue l'émergence d'un sentiment national, un projet républicain se met en place, mais échoue à la suite de la victoire anglaise lors des Rébellions.

Selon Bouchard, la période suivante, qui s'étend de 1840 à 1940, est marquée par le paradigme de la survivance. Pendant ces 100 ans, un sentiment de péril plane sur l'avenir de la nationalité, la fragilité de la nation inspire une crainte de l'étranger, incidemment, l'homogénéité de la nation est perçue comme un atout essentiel dans la lutte pour la survie et un sentiment d'impuissance inspire le loyalisme politique. Les élites culturelles refusent d'ancrer la nation dans le continent nord-américain, insistant sur l'idée de différence canadienne-française, qui est considérée comme la prolongation de la culture française, face à l'Amérique du Nord anglophone. À partir de 1940, le paradigme de la survivance est graduellement rejeté. L'urbanisation s'accélère, s'imposant ainsi dans le champ symbolique, le ruralisme perdant ses derniers défenseurs. Selon l'auteur, la culture savante «se rapprocha de la culture populaire et entreprit même d'en accréditer les traits en les intégrant dans son discours». Le thème de l'américanité du Québec fait son entrée dans le discours littéraire et artistique. Un certain décrochage s'effectue par rapport à l'influence culturelle de la France. La nation devient centrée sur le Québec, l'élément catholique est aboli du discours tandis que l'intégration des Québécois d'origine autre que canadienne-française dans la nation est promue. Selon Bouchard, cette période conserve cependant certains traits de la période

précédente, comme le sentiment que la culture savante demeure pauvre et qu'elle n'arrive pas à produire de chef d'œuvre.

Dans son ouvrage Gérard Bouchard introduit un concept novateur, celui de l'américanité. Il démontre qu'il a fallu beaucoup de temps avant que les élites culturelles ne reconnaissent partiellement le caractère nord-américain de la nation canadienne-française/québécoise. Selon l'historien, cette reconnaissance partielle commence à se manifester à partir de 1940. Le concept d'américanité permet de montrer que l'évolution du Québec doit être mise en parallèle avec celle du continent, qu'elle n'en diffère pas de manière marquante. De plus, l'aspect comparatif du livre démontre que le Québec a connu un cheminement qui, à certains égards, est semblable à celui d'autres «pays neufs».

Plus récemment, Jocelyn Létourneau a publié un essai, *Que veulent vraiment les Québécois ?*³¹. L'auteur cherche à tracer une constante dans l'histoire politique du Québec en utilisant le concept de canadienité, défini comme un attachement identitaire à l'ensemble canadien. Après avoir traité de l'époque de la Nouvelle-France, des Rébellions et de l'Union, Létourneau aborde la période de la Confédération à la Révolution tranquille. Selon lui, les francophones « penchent pour la Confédération puisqu'elle offre un lieu d'épanouissement qui les mène à collaborer sans être assimilés tout en leur permettant de s'autonomiser sans être exclus.³² » Abordant rapidement la compétition entre traditionalistes et modernistes pendant les années 1950, Létourneau s'attarde à la Révolution tranquille. Celle-ci est traitée par le biais de Jean Lesage (le projet historique de la canadienité des Canadiens français doit être défini), René Lévesque (le projet de canadienité est largué) et Pierre Trudeau (le projet doit être dépassé)³³. Létourneau termine son essai en analysant le référendum de 1995 et les années postérieures. Bien qu'utilisant un nouveau concept, celui de canadienité, l'ouvrage n'apporte pas de nouvelle perspective en ce qui a trait au nationalisme au Québec, qui est abordé très rapidement.

³¹ Jocelyn Létourneau, *Que veulent vraiment les Québécois?*, Montréal, Boréal, 2006, 180 p.

³² *Ibid.*, p. 67.

³³ *Ibid.*, p. 75-93.

En conclusion, les auteurs divisent généralement l'histoire du nationalisme en trois périodes, le nationalisme canadien, le nationalisme canadien-français et le nationalisme québécois. Chacun de ces nationalismes a des caractéristiques qui lui sont propres. Cette périodisation offre l'avantage de présenter de manière pratique les différentes formes de nationalisme depuis la Conquête. Par contre, l'apparition d'un nouveau type de nationalisme n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Avant de se produire, le changement a longuement mûri. L'abandon du nationalisme canadien-français au profit du nationalisme québécois ne devrait donc pas être considéré comme une césure soudaine et profonde mais plutôt comme le résultat d'une lente évolution des mentalités. Tout en étant concis, l'ouvrage de Louis Balthazar offre le meilleur cadre théorique et la meilleure périodisation du nationalisme. En effet, l'auteur considère le nationalisme non pas comme un phénomène purement politique mais comme un phénomène de société. Les différences et la périodisation des différents nationalismes sont clairement établies. De plus, il démontre, à l'instar d'autres auteurs (Dion, Roy, Canet) l'existence d'une période de transition entre la fin du nationalisme canadien-français et son remplacement par le nationalisme québécois. Pour toutes ces raisons, dans notre mémoire nous avons choisi de travailler à partir du cadre proposé par Louis Balthazar.

1.1.2 Les organisations nationalistes

Le nationalisme analysé abondamment par les auteurs mentionnés ci-haut a aussi été étudié de manière plus empirique par le biais d'organisations dont l'objectif en était la promotion. Puisque notre objectif de recherche est centré sur l'engagement de Rosaire Morin, il importe alors d'examiner avec soin les études des organisations dans lesquelles il a été actif : les Jeunesses laurentiennes, l'Ordre de Jacques-Cartier et la Ligue d'action nationale.

Dans le cadre de sa maîtrise en histoire, David Rajotte a rédigé un mémoire intitulé *Les Jeunes Laurentiens. Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*³⁴. L'auteur étudie la pensée des Jeunes laurentiens, « qui avait pour fondement

³⁴ David Rajotte, *Les Jeunes Laurentiens Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 2006, 215 p.

le nationalisme traditionaliste et une foi vécue et pratiquée³⁵. » Ainsi, pour le groupe, les références au passé expliquent l'essence du Canada français³⁶. Catholiques pratiquants, la religion occupe une place prépondérante pour les Jeunesses laurentiennes³⁷. Finalement, sans être séparatistes, les Jeunesses laurentiennes insistent sur le fait qu'il existe deux nations vivant au sein d'un même État au Canada³⁸. Comme tous les mouvements jeunesses, les laurentiens s'impliquent dans la société et tentent de régler ce qu'ils considèrent comme étant les problèmes des jeunes tel le manque de formation professionnelle, d'esprit national et de foi. Rajotte étudie aussi le fonctionnement des Jeunesses laurentiennes. Ces derniers adoptent un fonctionnement dont l'unité de base est la paroisse³⁹, ils utilisent des revues comme moyen de propagation de leur pensée et ils s'appuient, selon les circonstances, sur d'autres organisations nationalistes comme les sociétés Saint-Jean Baptiste et l'Ordre de Jacques-Cartier. Favorisant l'action, les Jeunesses laurentiennes interviennent à différentes occasions et pour différentes causes : commémoration de Dollard, organisation d'une fête de la Saint-Jean Baptiste pour les jeunes, opposition à la conscription en 1942, pressions pour l'adoption du fleurdelisé, et promotion de l'« achat chez-nous ». En somme, selon l'auteur, « les Jeunesses laurentiennes étaient d'abord et avant tout des nationalistes traditionalistes. La nation était pour elles tradition puisque fille de l'histoire.⁴⁰ » Cela se voit aussi bien dans l'idéologie du groupe que dans ses actions.

Dans l'engagement nationaliste de Rosaire Morin, les Jeunesses laurentiennes occupent une place très importante. En effet, c'est là qu'il y fait véritablement ses premières armes. Devenant président de l'organisation, il y exerce une influence certaine. David Rajotte, dans son mémoire, traite souvent du rôle joué par Rosaire Morin dans le mouvement. Dans sa conclusion, l'auteur, brossant très rapidement l'évolution de l'engagement de Rosaire Morin après les Jeunesses laurentiennes, souhaite que des études soient réalisées sur le cheminement de la pensée de personnes ayant milité dans les Jeunesses laurentiennes au début de leur

³⁵ *Ibid.*, p. 56.

³⁶ *Ibid.*, p. 16.

³⁷ *Ibid.*, p. 20.

³⁸ *Ibid.*, p. 25.

³⁹ *Ibid.*, p. 139.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 184.

engagement⁴¹. Très bien documenté, ce mémoire est particulièrement utile puisqu'il permet de connaître l'idéologie des Jeunesses laurentiennes, et donc, par extension, celle à laquelle Morin adhérerait au début de son engagement. De plus, il permet d'en apprendre plus sur les actions posées par Morin au sein du groupe.

Après avoir été actif au sein des Jeunesses laurentiennes, Rosaire Morin est devenu un membre important d'une autre organisation nationaliste, l'Ordre de Jacques-Cartier. L'historien G. Raymond Laliberté a étudié cette organisation dans le livre *Une société secrète : l'Ordre de Jacques Cartier*⁴². Le but de l'auteur est d'étudier le degré et la nature de l'influence politique que l'Ordre a exercée au cours de son existence. Certaines sections du livre sont particulièrement intéressantes, principalement celles concernant les dernières années d'existence de l'Ordre. Ainsi, peu avant la fin de la société secrète, de plus en plus de tensions apparaissent entre la chancellerie de Montréal, dirigée par Rosaire Morin, et celles de l'extérieur du Québec. L'auteur identifie plusieurs raisons expliquant cela, l'absence d'une doctrine qui satisfait les Québécois, le paternalisme de l'Ordre, son inefficacité à défendre les droits linguistiques des francophones, le manque d'attrait de l'Ordre auprès de la jeunesse et la montée du mouvement indépendantiste. Laliberté considère que la dernière grande manifestation nationaliste de l'Ordre est les États généraux, beaucoup d'anciens membres de l'Ordre ayant travaillé à la préparation de l'événement⁴³.

Incapable de s'adapter au renouveau nationaliste, et pressé par la chancellerie de Montréal de se québécoiser, l'Ordre est finalement dissout en 1965. Rosaire Morin ayant été membre et chancelier de la section montréalaise de l'Ordre, il est indéniable qu'il a joué un rôle important au sein de cette organisation. Porte-étendard d'un nationalisme plutôt traditionnel, l'Ordre, confronté au néonationalisme promu par Morin et les principaux membres québécois, préfère se saborder plutôt que d'accepter la nouvelle donne. En ce sens, il est juste de considérer sa disparition comme un tournant important pour le nationalisme canadien-français. À défaut d'un ouvrage plus récent, *Une société secrète : l'Ordre de Jacques Cartier*,

⁴¹ *Ibid.*, p. 194-195.

⁴² G.-Raymond Laliberté, *Une société secrète : l'Ordre de Jacques Cartier*, Montréal, éditions Hurtubise HMH, 1983, 395 p.

⁴³ *Ibid.*, p. 243.

malgré ses lacunes (division des chapitres par thème alors qu'une division chronologique aurait été plus logique et efficace, style littéraire chargé, voire indigeste), n'en demeure pas moins utile. Effectivement, l'Ordre de Jacques-Cartier a occupé une place importante dans l'engagement de Rosaire Morin.

L'historien Robert Choquette dans son livre *La foi gardienne de la langue en Ontario 1900-1950* étudie le rôle de l'Église, de l'école et de l'Ordre de Jacques-Cartier dans le développement de l'identité franco-ontarienne. L'auteur consacre un court chapitre à l'organisation secrète. Reprenant l'essentiel des données de Raymond Laliberté, Choquette explique tout d'abord l'origine, la structure, les effectifs, le rayonnement et les campagnes de l'organisation secrète. Il démontre que l'Ordre était dirigé principalement par des Franco-Ontariens. Il analyse ensuite les relations entre l'organisation secrète et l'Église. L'Ordre a toujours eu de bonnes relations avec l'Église, comptant plusieurs amis et disciples dans ses rangs. L'auteur termine son chapitre en traitant de la disparition de l'Ordre. Tout comme Laliberté, Choquette démontre que la montée du nationalisme québécois a fait éclater l'organisation, celle-ci se voulant pan canadienne et ne pouvant pas, en conséquence, entériner un discours qui centrait la nation canadienne-française sur le Québec.

À l'instar de l'Ordre de Jacques-Cartier, la Ligue d'action nationale a elle aussi connu des tensions, conséquence de la montée du nationalisme québécois. Pascale Ryan, dans le livre *Penser la nation*⁴⁴, étudie l'évolution de la Ligue d'action nationale, de sa fondation jusqu'en 1960. Jusqu'en 1945, la Ligue prône un nationalisme relativement traditionnel, faisant, par exemple, la promotion du corporatisme⁴⁵. Cependant, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, *L'Action nationale*, l'organe de la Ligue d'action nationale, abandonne tranquillement ses positions traditionalistes. La revue participe à l'émergence d'un néonationalisme. Ainsi, elle commence à se questionner sur les problèmes de la classe ouvrière et le rôle de l'Église au Canada en s'inspirant de la doctrine du personnalisme français⁴⁶. La venue de jeunes militants, comme Jean-Marc Léger et Luc Mercier, qui

⁴⁴ Pascale Ryan, *Penser la nation La Ligue d'action nationale 1917- 1960*, Montréal, Leméac, 2006, 322 p.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 151.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 241.

adhèrent au néonationalisme, accentue la dichotomie entre les traditionalistes et néonationalistes. Cela n'est pas sans créer des tensions. L'auteure démontre qu'entre 1948 et 1960, la Ligue subit l'affrontement entre nationalistes traditionalistes et néo-nationalistes. Par exemple, Anatole Vanier combat avec acharnement la nouvelle orientation prise par la Ligue et par la revue. Lorsqu'en septembre 1959, Pierre Laporte est remplacé par François-Albert Anger à *L'Action nationale*, celle-ci renoue avec des conceptions plus traditionalistes⁴⁷. À partir de la Révolution tranquille, selon Ryan, la revue «devient alors le porte-parole des traditionalistes qui craignent les effets de la laïcisation provoqués par les réformes libérales sur les cadres institutionnels canadiens-français.⁴⁸ »

Bien que Rosaire Morin n'ait pas milité dans la Ligue d'action nationale à l'époque (il n'en devient membre qu'en 1958, sans y militer activement, et il sera directeur de la revue *L'Action nationale* en 1981 et 1982), le livre n'en est pas moins pertinent. Effectivement, il illustre très bien la transformation qu'a connue le nationalisme au cours de l'après-guerre et il démontre que cette transformation ne s'est pas faite sans tension. Il est possible de penser que d'autres groupes nationalistes ont vécu des situations semblables. De plus, les nationalistes gravitaient généralement autour des mêmes groupes et associations, Morin a donc sûrement côtoyé des membres de la Ligue d'action nationale, et peut-être même été influencé par le discours de *L'Action nationale*.

La période s'étendant de 1940 à 1965 a donc été marquée par de nombreuses mutations au sein des organisations nationalistes. Comme l'ont démontré Raymond Laliberté et Pascale Ryan, les différents organismes nationalistes du Canada français ont connu, au cours de ces années, des luttes internes entre les traditionalistes et ceux qui souhaitent moderniser et québécoiser le nationalisme. Les États généraux du Canada français marqueraient le triomphe des idées de la nouvelle génération.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 290-291.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 295.

1.1.3 Les États généraux du Canada français

Organisés entre 1966 et 1969, les États généraux constituent un tournant important dans l'évolution du nationalisme. Réunissant des représentants d'associations et des délégués élus par comtés, l'événement a pour but de faire le point sur l'état de la nation canadienne-française. À titre de vice-président de l'événement, Rosaire Morin occupe une place centrale dans l'organisation des États généraux. Ces derniers ont fait l'objet de plusieurs analyses, en particulier de la part d'historiens Franco-Ontariens pour qui l'événement marque la rupture entre les Franco-Québécois et les francophones hors-Québec.

Marcel Martel étudie les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne de 1867 à 1975 dans *Le deuil d'un pays imaginé*⁴⁹. L'auteur considère qu'il y a eu éclatement, pour ne pas dire disparition, du Canada français à la fin de la période étudiée. Le chapitre cinq, «Les années 1960 : contestations et transformations du projet du Canada français», est particulièrement pertinent puisqu'il traite des causes de la rupture (en particulier des États généraux du Canada français) entre francophones québécois et francophones hors-Québec. Martel affirme que le projet néo-nationaliste de « modernisation sociale, jugé indispensable pour permettre à la nation canadienne-française de rattraper les autres sociétés occidentales, provoquera en fait l'éclatement du Canada français.⁵⁰ » En effet, le discours néo-nationaliste, né dans les années 1950, insiste sur le fait que les Canadiens français se doivent, pour survivre, d'utiliser le seul instrument qu'ils maîtrisaient pleinement, l'État québécois⁵¹. De plus, l'importance des francophones hors-Québec est marginalisée, l'assimilation étant vue comme inévitable. Selon l'auteur, la dissolution de l'Ordre de Jacques-Cartier constitue un prélude à la rupture. Cet événement ne marque cependant pas la fin de la lutte entre francophones hors-Québec et néo-nationalistes, l'affrontement se poursuivant durant les États généraux.

L'ouvrage est intéressant parce qu'il démontre les conséquences qu'a eues l'adoption de la pensée néo-nationaliste sur les relations entre Franco-Québécois et francophones hors-

⁴⁹ Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 p.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 139.

⁵¹ *Ibid.*, p.139-141.

Québec. De plus, selon Martel, Rosaire Morin aurait fait un véritable travail de sape, d'abord au sein de l'Ordre de Jacques Cartier puis en tant que dirigeant des États généraux, pour marginaliser les francophones hors-Québec et faire accepter le discours néo-nationaliste⁵².

Dans le même esprit que Martel, l'historien Gaétan Gervais a écrit une synthèse sur l'histoire de l'Ontario français, *Des gens de résolution*⁵³. Le chapitre deux, «L'Ontario français et les États généraux du Canada français (1966-1969)» porte sur les États généraux. L'auteur, adoptant la thèse de la rupture, considère que cet événement marque le dernier acte du nationalisme canadien-français⁵⁴. Il affirme que les néo-nationalistes, depuis le début des années 1960, tentaient de marginaliser, en les considérant comme assimilés ou en voie de l'être, les Canadiens français hors-Québec. La dissolution de l'Ordre Jacques Cartier serait donc un des symptômes de la lutte entre le nationalisme traditionnel et le néonationalisme, la conséquence étant la rupture survenue deux ans plus tard, aux États généraux.

Selon Gervais, tout au long des États généraux, Rosaire Morin a cherché à intégrer les minorités, pour éviter une rupture ouverte. Cependant, en même temps qu'il souhaitait que les minorités participent aux États généraux, ils les auraient plus au moins marginalisées par les règles de procédures. Gaétan Gervais se montre encore plus critique que Marcel Martel en ce qui concerne la façon dont Rosaire Morin a traité les minorités françaises lors des États généraux.

En 1997, l'Université d'Ottawa organisa, avec l'aide de Marcel Martel, un colloque sur les États généraux du Canada français dont les actes ont été publiés un an plus tard⁵⁵. L'ouvrage porte exclusivement sur les assises des États généraux de 1967. À la suite d'une brève présentation, le livre se divise en quatre parties. La première partie est constituée de témoignages de participants et de contemporains des États généraux, dont Rosaire Morin. La seconde section analyse les États généraux. La majorité des analyses reconnaissent que les

⁵² *Ibid.*, p.152.

⁵³ Gaétan Gervais, *Des gens de résolution*, Sudbury, Institut franco-ontarien, 2003, 230 p.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 109.

⁵⁵ Marcel Martel et al., *Les États généraux du Canada français, trente ans après. Actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1998, 422 p.

États généraux marquent la rupture du Canada français. La troisième partie traite du devenir des rapports entre le Québec et la francophonie canadienne et la dernière section est constituée d'un témoignage sur la découverte de l'Ontario français. La première section, «Les États généraux du Canada français : témoignages» offre le point de vue de délégués aux États généraux ; dans cette optique, elle peut être considérée comme une source. Cependant, comme plusieurs participants au colloque le mentionnent, les événements qu'ils racontent se sont déroulés il y a 30 ans, leur mémoire peut donc faire défaut, et bien sûr, leurs témoignages ne sont pas complètement objectifs. La deuxième section est la plus intéressante. Elle permet de dégager différents regards sur les États généraux. Cependant, la plupart des intervenants traitent de l'événement dans l'optique des relations entre Franco-Québécois et francophones hors-Québec. La position québécoise n'est qu'étudiée très brièvement, la majorité des intervenants traitant des États généraux du point de vue des Franco-Ontariens, des francophones de l'Ouest et des Maritimes. Malgré cela, l'ouvrage éclaire la relation conflictuelle qui s'est installée entre francophones du Québec et francophones de l'extérieur.

Issu de la présentation de l'historien français Jean Tournon lors du colloque sur les États généraux, l'article «Organiser la représentation d'un groupe ethno-national⁵⁶», étudie la façon dont les États généraux ont été organisés pour être le plus représentatifs possible de la nation canadienne-française. L'auteur traite de la difficulté de définir clairement qui sont les membres de la nation canadienne-française. Il est décidé que sont considérées canadiennes-françaises les personnes classées au recensement comme étant d'origine ethnique française ou qui ont déclaré avoir le français pour langue maternelle. Le critère linguistique est donc très important. Selon l'auteur, la perspective des États généraux n'est pas ethnique. En effet, les Canadiens français des États-Unis ne sont pas invités tandis que les Acadiens, qui forment une nation distincte le sont. De plus, les Néo-Québécois francophones ont été invités à participer à l'événement. Finalement, les États généraux ont été marqués par le «québécocentrisme» des délégués québécois, portant atteinte à l'unité et à la solidarité

⁵⁶ Jean Tournon, «Organiser la représentation d'un groupe ethno-national», dans Marcel Martel et al., *Les États généraux du Canada français, trente ans après. Actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1998, p. 169-209.

canadienne-française. Tournon termine son article en affirmant que les États généraux, pour les délégués québécois, ont plus été marqués par une ferveur étatiste que nationaliste. L'article de Tournon est intéressant puisqu'il démontre bien la volonté des organisateurs de faire en sorte que les États généraux soient le plus représentatifs possible de la nation. Surtout, il montre que le concept de nation canadienne-française faisait plus référence à la langue qu'à la «race», marquant ainsi le passage du nationalisme traditionnel au néonationalisme.

Yves Frenette, dans le livre *Brève histoire des Canadiens français*⁵⁷, retrace la genèse et l'évolution du groupe canadien-français. L'auteur démontre que le nationalisme traditionnel, celui qui est véhiculé depuis le début du XX^e siècle, est de plus en plus remis en question à partir des années 1950. Selon l'historien, la Révolution tranquille provoque l'émergence d'une identité québécoise, les Canadiens français du Québec deviennent des Québécois⁵⁸. Les Canadiens français de la diaspora sont donc marginalisés dans la nouvelle conception de la nation qui se met en place. Parallèlement à cela, des identités multiples, selon la province où ils habitent, émergent chez les Canadiens français hors-Québec. Pour Frenette, à l'instar de Gervais et Martel, les États généraux du Canada français (1967-1969) marquent la fin d'un processus qui avait débuté après la Seconde Guerre mondiale : l'éclatement du Canada français. Effectivement, les propositions des délégués québécois s'articulent autour d'une nouvelle vocation pour l'État québécois, appelé à devenir l'État des Canadiens français. Les Canadiens français hors-Québec n'acceptent pas cette nouvelle vocation donnée au Québec⁵⁹. La rupture, qui se dessinait déjà, est donc véritablement consommée. L'ouvrage apporte un éclairage très intéressant sur les relations entre Franco-Québécois et Canadiens français hors-Québec. Ainsi, il démontre que l'émergence de l'identité québécoise, conséquence de la montée du néonationalisme, signifie l'éloignement graduel des Québécois et des Canadiens français de la diaspora. Ce processus d'éloignement trouverait dans les États généraux son aboutissement final.

⁵⁷ Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, 210 p.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 167.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 181.

Dans l'article «Le triangle Canadien-Français au tournant des années 1960. Le Conseil de la vie française en Amérique, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques-Cartier⁶⁰ », Gratien Allaire avance l'hypothèse que les années 1960, et plus particulièrement les États généraux, ne constituent pas la fin du Canada français. Durant cette décennie, la francophonie canadienne aurait plutôt connu une métamorphose, la génération montante investissant les associations nationalistes avec la volonté de les réformer. Les trois principaux organismes du Canada français : la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, l'Ordre de Jacques-Cartier et le Conseil de la vie française en Amérique ont été le champ de bataille d'une lutte entre Montréal, regroupant des militants plus jeunes et Ottawa, regroupant des militants plus anciens.

L'article est pertinent dans la mesure où il démontre l'opposition qui a eu lieu entre les générations ainsi qu'entre les groupes de Montréal et d'Ottawa au sein des diverses instances nationalistes. Rosaire Morin et le groupe de Montréal ont voulu réformer l'Ordre de Jacques Cartier de l'intérieur en lui donnant une couleur plus québécoise pour que cela soit plus représentatif de la majorité de ses membres, sans pour autant souhaiter sa disparition. Face à cela, la direction d'Ottawa préféra saborder l'Ordre. De son côté, le Conseil de la vie française en Amérique a été incapable de se renouveler et d'attirer des membres plus jeunes. Ainsi, l'Ordre de Jacques-Cartier disparu, le Conseil de la vie française en Amérique déconnecté du terrain, la place était libre pour la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Allaire apporte donc des nuances aux propos de Martel, Gervais et Frenette, démontrant que tout était déjà joué avant les États généraux, l'opposition au groupe de Montréal ayant disparu, ce dernier pouvait facilement occuper tout le terrain.

Contrairement aux auteurs précédents, Charles Bellerose et Jacques Beauchemin abordent les États généraux dans une perspective purement québécoise dans l'article « Communauté nationale et définition du sujet politique : analyse de deux grandes consultations populaires

⁶⁰ Gratien Allaire, «Le triangle Canadien-Français au tournant des années 1960. Le conseil de la vie française en Amérique, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques-Cartier», *Francophonie d'Amérique*, vol. 17, 2004, p. 108-117.

au Québec 1967-1995⁶¹ ». Les auteurs comparent la définition donnée à la communauté nationale lors de deux événements, les États généraux et la Commission sur l'avenir politique du Québec, commission mise en place en 1995 dans le but de préparer le référendum. Après avoir analysé le discours des États généraux, Bellerose et Beauchemin en arrivent à la conclusion que la nation, associée au peuple, est définie comme étant territoriale (le Québec) et politique⁶². Dans le discours des États généraux, la légitimité repose directement sur le peuple, considéré comme unificateur et intégrateur, il est le sujet politique du cadre national⁶³, c'est donc lui qui est en mesure de statuer sur l'avenir de la nation. Le discours change lors de la Commission sur l'avenir politique du Québec, plutôt que de faire référence au peuple, il fait référence aux communautés, aux peuples et aux collectifs⁶⁴. La notion de peuple a donc perdu sa capacité mobilisatrice et unificatrice, marquant un relatif effacement du projet politique unitaire. L'article, confirmant ce qu'avait avancé Tourmon, démontre que les États généraux ont donné à la notion de peuple une définition politique et territoriale. En ce sens, l'événement a entériné les positions néonationalistes. De plus, Bellerose et Beauchemin, insistant sur la notion de territorialité, confirment l'analyse des auteurs qui considèrent que les États généraux marquent une rupture entre Franco-Québécois et francophones hors-Québec, ces derniers se trouvant exclus de la définition territoriale de peuple puisqu'ils n'habitent pas au Québec.

Martin Pâquet, dans l'article « Les États généraux du Canada français et l'immigration, novembre 1967 » étudie la façon dont l'événement a traité de la question des immigrants⁶⁵. Après avoir fait l'historique de la préparation des États généraux, l'auteur explique que lors des assises de 1967 les délégués québécois ont adopté une définition territoriale de la nation⁶⁶. Si les francophones hors-Québec sont *de facto* exclus de cette nouvelle définition, les Néo-Québécois y sont inclus. Dans cette optique, les délégués votent une série de

⁶¹ Charles Bellerose et Jacques Beauchemin, « Communauté nationale et définition du sujet politique : analyse de deux grandes consultations populaires au Québec 1967-1995 », *Québec Studies*, automne 1999-hiver 2000, no. 28, p. 27-55.

⁶² *Ibid.*, p. 35.

⁶³ *Ibid.*, p. 39.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 43.

⁶⁵ Martin Pâquet, « Les États généraux du Canada français et l'immigration, novembre 1967 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 10, no 2, hiver 2002, p. 123-134.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 127.

résolutions demandant une meilleure intégration des immigrants à la société québécoise, entre autre par la création d'un ministère de l'immigration et par la création d'une citoyenneté québécoise. En étudiant un autre aspect des États généraux, Pâquet en vient à la même conclusion que Martel, Gervais, Frenette, Bellerose et Beauchemin ; la nation est désormais centrée sur le Québec.

Les États généraux du Canada français ont été l'occasion de voir la montée du néonationalisme chez les Québécois. Au niveau de l'historiographie, la majorité des auteurs affirment, de façon explicite ou implicite, que l'événement marque une rupture entre les Franco-Québécois et les francophones hors-Québec. De plus, certains auteurs (Martel, Gervais) critiquent le rôle joué par Morin considéré comme étant l'un des responsables de cette rupture.

1.1.4 Conclusion

À en croire l'historiographie, le nationalisme est une idéologie qui a été de tout temps présente au Québec. Louis Balthazar le définit comme «un mouvement qui consiste à accorder une priorité à l'appartenance nationale et à lutter pour une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle on appartient.⁶⁷ » Selon lui, le nationalisme canadien-français, plus conservateur, a été graduellement remplacé par le nationalisme québécois, plus progressiste et centré sur l'État du Québec à partir des années 1960. Ce changement s'est fait ressentir au sein des diverses organisations nationalistes qui existaient alors. Certaines, comme la Ligue d'action nationale ont été en mesure de s'adapter, alors que d'autres, tel l'Ordre de Jacques-Cartier, n'ont pas su suivre les bouleversements, entraînant ainsi leur disparition. Les militants ont à la fois participé et subi le changement de nationalisme. Les États généraux marqueraient selon la majorité des auteurs un tournant. C'est là que la rupture entre les partisans du nationalisme canadien-français et les partisans du nationalisme québécois fut consommée. Les années 1960 ont donc vu le nationalisme québécois devenir prédominant.

⁶⁷ Louis Balthazar, *op. cit.*, p.19.

1.2. Problématique

Malgré l'existence de plusieurs ouvrages portant sur le nationalisme au Québec et sur les organisations nationalistes, plusieurs interrogations persistent. La plupart des auteurs mentionnent que les années d'après-guerre ont été marquées par la montée du néonationalisme. Nous savons cependant très peu de choses sur le parcours de militants nationalistes de cette époque. Dans cette optique, une étude permettant de mieux comprendre de quelle façon et dans quelle mesure les militants nationalistes, à l'origine traditionalistes, ont contribué à la transition menant d'un nationalisme à un autre serait pertinente. L'exemple de Rosaire Morin est tout à fait indiqué. Morin a commencé à militer dans différentes organisations nationalistes dès le début des années 1940. Au commencement de son engagement, le nationalisme dominant était le nationalisme canadien-français. Par la suite, en même temps que s'effectuait le remplacement graduel du nationalisme canadien-français par le nationalisme québécois, Rosaire Morin a continué à s'impliquer et à militer jusqu'à son décès en 1999. L'engagement de Morin est exemplaire pour sa durée, plus de 60 ans. Il a donc vécu, et peut-être encouragé, le changement de paradigme nationaliste. Son action et sa pensée ont donc certainement subi des transformations au cours des années.

Dans notre mémoire, nous ferons une biographie intellectuelle de Rosaire Morin. Sans nous attarder à sa vie privée et professionnelle, nous étudierons son engagement nationaliste et l'expression de sa pensée. Deux grandes questions orienteront notre réflexion. Le cheminement nationaliste de Morin a-t-il suivi les tendances observées et décrites par Louis Balthazar et ses collègues? La pensée de Morin se situe-t-elle dans la mouvance des grands courants politiques, sociaux et économiques qui transforment la société québécoise durant cette période? Même si toutes les années d'activités militantes de Morin nous interpellent, nous concentrerons notre étude sur la période charnière de la décennie 1960, période pendant laquelle le nationalisme canadien-français est remplacé par le nationalisme québécois.

La montée du néonationalisme a eu des conséquences sur les relations des Québécois avec les francophones hors-Québec. Effectivement, une nouvelle dynamique semble s'installer, la définition de la nation se rétrécissant aux frontières du Québec, les francophones de la

diaspora sont marginalisés par les nationalistes québécois. Les États généraux, d'après la majorité des auteurs, constituent un tournant dans la mise en place de cette nouvelle relation. Les historiens ne s'entendent pas sur le rôle joué par Morin lors des États généraux, certains (Martel, Gervais) voyant en lui le responsable de la rupture avec les francophones hors-Québec alors que d'autres (Allaire) sont plus nuancés. D'une manière générale, nous tenterons de voir comment un militant nationaliste a réagi face aux changements qui se sont produits durant ces années. Nous tenterons donc d'analyser l'influence qu'il aurait exercée dans la mise en place d'un nouveau type de relations au sein de la francophonie canadienne. Nous chercherons aussi à comprendre si la perception qu'avait Morin des Canadiens français hors-Québec a évolué avec le temps.

Nous formulons l'hypothèse que l'engagement de Morin représente un exemple de trajectoire des changements qu'ont vécus les militants nationalistes. De plus, l'engagement de Morin a été influencé par les événements sociaux, politiques et intellectuels qu'a connus le Québec tout au long de la période étudiée. Nous croyons aussi qu'il serait profitable que Rosaire Morin soit mieux connu. Effectivement, aucun ouvrage ou article, exception faite d'un court texte de *L'Encyclopédie canadienne*⁶⁸, ne traite de lui en particulier. Par son action et ses écrits, il a probablement eu une influence non négligeable sur le mouvement nationaliste. De plus, son militantisme s'est étiré sur une période de près de 60 ans, du début des années 1940 jusqu'à son décès en 1999, Morin aura donc été un témoin incontournable de l'évolution de la pensée nationaliste au Québec.

1.3 Sources et méthodologie

Notre source principale est le fonds Rosaire Morin conservé au Centre de recherche Lionel-Groulx et accessible sans restriction. Ce fonds, cédé par Rosaire Morin, est particulièrement volumineux, ayant près de 3 mètres de documents. Il est aussi d'une très grande richesse documentaire, contenant des documents couvrant la période de 1934 à 1985. La plupart des séries qui composent le fonds reflètent les différentes implications de Morin :

⁶⁸ Paul-Émile Roy, *L'Encyclopédie canadienne*, s.d., *Morin, Rosaire*, Disponible [en ligne] : <<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0009459>> (1^{er} octobre 2007).

Jeunesses laurentiennes, Ordre de Jacques-Cartier, Ordre de Jean-Talon, États généraux du Canada français, Conseil d'expansion économique. Le fonds comporte une volumineuse correspondance que Rosaire Morin a accumulée au cours de ses activités de militant, des discours qu'il a prononcés, des procès-verbaux d'organisation dans lesquelles il s'est impliqué et de nombreux articles de journaux. Ce fonds brosse un portrait assez complet des activités nationalistes de Morin et nous permet de bien comprendre la nature des relations qu'il a entretenues avec ses collègues.

Il contient cependant très peu de documents sur la vie personnelle et professionnelle de Rosaire Morin. La notice biographique de Morin indique plusieurs activités : Comité de moralité publique (1952-1955), Ligue d'Action civique (1955-1958), Commission permanente d'éducation économique (1967-1969), Ligue d'action nationale (1958-1982), cependant, aucun document du fonds ne se rapporte à ces activités. Étant donné la richesse documentaire du fonds tel que constitué par Morin, nous avons choisi de nous concentrer sur les organismes déjà mentionnés. Finalement, le fonds ayant été déposé en 1985, il ne contient pas de documents relatifs aux dernières années de Rosaire Morin, mais nous avons pu compléter une partie de ces informations à l'aide des articles rédigés dans *L'Action nationale*.

De manière complémentaire, nous avons utilisé d'autres fonds ayant un lien avec les différentes activités de Rosaire Morin : les fonds de l'Ordre de Jacques-Cartier de l'Université de Montréal, des Archives nationales du Canada et du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, de même que le Fonds de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Pour mener à bien ce mémoire, nous avons dépouillé de manière systématique le fonds Rosaire Morin tout en ciblant les documents contenus dans les autres fonds susceptibles d'enrichir notre compréhension de l'action de Morin. Finalement, nous avons analysé un échantillon de ses différents écrits, livres et articles.

Nous présenterons la biographie intellectuelle de Rosaire Morin de manière chronologique. Ainsi, le prochain chapitre porte sur les Jeunesses laurentiennes, la première

organisation dans laquelle il s'est impliqué. Le chapitre trois traite des années 1960 et est particulièrement volumineux. Effectivement, c'est pendant cette décennie que l'engagement et la pensée de Morin évoluent le plus. Finalement, le quatrième chapitre est consacré au Conseil d'expansion économique et à *L'Action nationale*, les deux derniers lieux où Morin a exprimé ses convictions nationalistes.

CHAPITRE II

Les années de formations, 1939-1950

L'engagement nationaliste de Rosaire Morin commence véritablement au tournant de l'année 1942 avec son adhésion aux Jeunesses laurentiennes, une organisation nationaliste très peu étudiée dans l'historiographie¹. L'organisation regroupe des jeunes ayant entre 16 et 30 ans au maximum². Au sein de cette organisation, Morin s'initie au militantisme, noue des contacts avec différents milieux nationalistes et développe sa pensée. Celle-ci évoluera avec les années, mais, sur certains points, elle sera marquée par son passage aux Jeunesses laurentiennes. Gravissant rapidement les échelons, il est élu par acclamation président des Jeunesses laurentiennes de la paroisse de Saint-Louis-de-France dès 1942, il est nommé responsable national au Conseil central en 1943 pour devenir, la même année, secrétaire général, poste qu'il occupe jusqu'en 1945. À partir de cette année, il préside les Jeunesses laurentiennes au niveau national, fonction qu'il occupe jusqu'à la dissolution de l'organisme en 1950. Cette période en est une charnière pour Rosaire Morin. À l'époque, il adhère au nationalisme canadien-français, un nationalisme traditionaliste qui reflète la pensée des membres des Jeunesses laurentiennes, mais avant, voyons un peu comment débute son engagement nationaliste.

2.1 La genèse de l'engagement

Rosaire Morin est né le 2 septembre 1923 à Saint-Honoré, dans le comté de Temiscouata³. Il étudie à l'école élémentaire de Saint-Louis du Ha ! Ha !. Son cours primaire terminé, Rosaire Morin quitte sa région natale pour Rimouski, où il entre au Séminaire pour y faire ses études classiques. Devant interrompre ses études à cause de problèmes de santé⁴,

¹ Exception faite du mémoire de David Rajotte, la plupart des synthèses et monographies spécialisées ne font que rapporter diverses actions ou prises de position des Jeunesses laurentiennes.

² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,2, Règlements des Jeunesses laurentiennes, 1946, p. 3.

³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/M,3, Notice biographique de Rosaire Morin, 1984.

⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/L,1, Attestation d'étude et de bonne conduite signé Raoul Thibault, directeur du Séminaire de Rimouski, 16 décembre 1971.

Rosaire Morin s'établit à Montréal à l'automne 1941. L'année suivante, il devient commis au tirage pour *Le Devoir*.

Dès l'adolescence, Rosaire Morin s'intéresse à la situation du monde rural. En 1939, âgé d'à peine 16 ans, il prononce un discours ayant pour thème « La misère des cultivateurs » au cercle de l'Union des cultivateurs catholiques (UCC) à Saint-Louis du Ha ! Ha !. Dans ce discours, Rosaire Morin recommande aux agriculteurs de prendre soin de leur ferme et de veiller à leur entretien. Selon lui, si cette recommandation est suivie, « le métier d'habitant sera plus intéressant pour toute la famille et ses enfants ne seront pas tentés de désertir la terre pour la ville.⁵ » L'année suivante, il prononce de nouveau un discours dans lequel il critique le faible prix que les cultivateurs obtiennent pour leurs produits. Puis, il louange l'Église et le soutien qu'elle apporte à l'UCC. Morin, dans ses premières actions, défend donc des idées traditionalistes, insistant, par exemple, sur l'importance de l'agriculture, de la terre, de la religion et sur la menace de l'exode rural. Qu'un jeune homme âgé de seulement 16 ans prononce de tels discours ne peut que surprendre. Malheureusement, les sources sont muettes quant à la réception des premiers discours de Morin, le simple fait qu'il ait prononcé ces discours est révélateur d'un réel intérêt pour la cause rurale, mais aussi d'un certain goût pour l'art oratoire.

En 1941, peu après son arrivée à Montréal, Morin adhère aux Jeunesses laurentiennes. Cette organisation est créée en 1938 et s'appelle alors les Jeunesses Saint-Eusèbe, du nom de sa paroisse montréalaise d'origine⁶. L'organisation prend rapidement de l'expansion en s'implantant dans d'autres paroisses au Québec et même en Ontario⁷. En 1940, le groupe décide d'adopter le nom de Jeunesses laurentiennes, « pour rappeler que la vie canadienne s'est édifiée sur les rives de notre grand fleuve géant.⁸ » Dès le début, l'organisation prône une vision traditionaliste de la société : le nationalisme des Jeunesses laurentiennes est fondé sur des bases ethnique et religieuse, la nation se composant selon eux essentiellement de

⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/J,2, « La misère du cultivateur », discours de Rosaire Morin à Saint-Louis du Ha-Ha, Cercle U.C.C., 1939.

⁶ David Rajotte, *op. cit.*, p. 8-9.

⁷ *Ibid.*, p. 105.

⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,34, « Pour la vérité », discours de Rosaire Morin prononcé au Congrès général des Jeunesses laurentiennes, au Jardin Botanique, 23 septembre 1945, p. 1.

Canadiens français catholiques. La religion occupe donc une place centrale au sein du groupe, les membres étant très pratiquants. Traditionalistes, les laurentiens perçoivent la modernité comme une menace. Cette dernière est associée à l'américanisation et au matérialisme, agents destructeurs de la famille et des mœurs. À terme, cela pourrait mener à la disparition de l'âme canadienne-française, la fierté nationale risquant de devenir une expression inexistante et vide de sens pour beaucoup de compatriotes⁹. Gens d'action, les laurentiens élaborent un programme, donnent des conférences, fondent des syndicats d'épargnes, organisent des célébrations et deviennent même, à l'occasion, un véritable groupe de pression¹⁰, prenant position, par exemple, contre la conscription, l'immigration massive ou encore le travail le dimanche. C'est donc au sein cette organisation traditionaliste que Morin s'initie véritablement au militantisme et y fait ses premières armes.

En arrivant à Montréal en 1941, Morin est alors, selon ses dires, «un pauvre étudiant sans le sou, qui, en octobre encore, ne connaissait ni la métropole, ni le nom des Jeunes laurentiens.¹¹ » C'est cette même année, à Outremont, que Rosaire Morin entend parler pour la première fois de l'organisation. Il semble qu'il ait été mis en contact avec les Jeunesses laurentiennes par l'intermédiaire de Maurice Renaud alors responsable des loisirs à la section Saint-Louis-de-France. Le 19 décembre 1941, Rosaire Morin assiste à sa première réunion des Jeunesses laurentiennes. Selon le principal intéressé, c'est la voix tremblante qu'il prononce pour l'occasion un discours. Pourquoi demande-t-on à Morin de faire un discours dès sa première réunion ? Peut-être à cause de ses prises de position antérieures en faveur de l'UCC et donc de la certaine expérience de militant qu'il possédait. Quoi qu'il en soit, quelques mois plus tard, la section paroissiale étant sans président, Morin se voit proposer la direction du groupe, poste qu'il accepte, devenant ainsi directeur des Jeunesses laurentiennes de Saint-Louis-de-France au moment où l'organisation prenait de l'expansion¹².

⁹ David Rajotte, *op cit*, p. 185.

¹⁰ *Ibid.*, p. 186-187.

¹¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,31, Discours de Rosaire Morin prononcé à la paroisse Ste-Marguerite-Marie, Montréal, 4 mars 1942, p. 1.

¹² *Ibid.*

2.2 Les Jeunesses laurentiennes

2.2.1 Les idées défendues

Nationalistes, les Jeunesses laurentiennes croient au Canada, mais insistent sur la théorie des deux peuples fondateurs et sur la nécessité d'un pouvoir fédéral décentralisé. Le mémoire présenté par les laurentiens à la Commission canadienne de la jeunesse en 1945 affirme ainsi : « nous revendiquons aussi pour chacune des provinces canadiennes la pleine autonomie prévue par le pacte confédératif et nous nous opposons alors à toute centralisation fédérale.¹³ » La nation est d'abord et avant tout canadienne-française, et non pas canadienne tout simplement. Morin défend cette position dans un discours prononcé pour les Jeunesses laurentiennes. Pour lui, la patrie naturelle des Canadiens français est le Québec. Ce dernier, est incorporé au Canada, que Morin considère comme «son pays», cette expression étant synonyme d'entité géopolitique. Sans renier le Canada, le laurentien Morin pense donc que le Québec a préséance. Il en est de même à propos de la nationalité. Ainsi, Morin écrit « nous aimons d'abord nos frères par le sang, la langue et la foi et notre petite patrie du Québec, terre de nos aïeux. Nous aimons ensuite notre Canada devenu notre pays.¹⁴ » Pour les Jeunesses laurentiennes, et pour Morin, le Canada est composé de deux peuples vivant dans un même État. Sans prétendre que la coexistence est impossible, Rosaire Morin ne croit pas qu'une véritable nation pan-canadienne, au sens sociologique et culturel du terme, soit viable. En effet, selon lui, les deux groupes ethniques ont une origine différente, les francophones étant issus «d'une civilisation élevée et dont la caractéristique est de penser» et les anglophones venant d'une civilisation prônant « un matérialisme doublé d'un impérialisme plus rebutant encore.¹⁵ » Morin constate aussi que pour les Québécois, pour les Franco-Québécois catholiques plus précisément, la véritable patrie est le Québec, alors que pour les Canadiens anglais, « la patrie, c'est le Canada, c'est la Grande-Bretagne, en somme tout ce qui forme

¹³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,12, « Mémoire à la Commission canadienne de la Jeunesse par les Jeunes laurentiens », Rosaire Morin, 25 janvier 1945.

¹⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,13, « Pourquoi deux drapeaux? », déclaration de Rosaire Morin remise au Journal *Le Devoir*, mars 1947, p. 1.

¹⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, « L'Unité nationale est-elle réalisable? », discours de Rosaire Morin prononcé, à la paroisse Ste-Marguerite-Marie, 10 avril 1943, p. 1.

l'empire, et en temps de guerre, c'est l'univers entier.¹⁶ » En somme, pour Rosaire Morin, le « Canada n'est pas une nation: l'origine et la langue de ses citoyens ne sont pas communes: de plus, il a été prouvé que nous ne jouissons ni de l'unité géographique, ni de l'unité économique, ni de l'unité religieuse, ni de l'unité linguistique, ni de l'unité sociale.¹⁷ » Tout en insistant sur l'importance du Québec, Morin n'oublie pas les Canadiens français hors Québec. Par exemple, à la fin d'un discours, il lance un appel en faveur des 150 000 Canadiens français de l'Ouest « menacés dans leur foyer même par une radio anglo-protestante.¹⁸ » Rosaire Morin invite le Québec à souscrire généreusement à une campagne de financement devant permettre l'ouverture d'une radio francophone dans l'Ouest, radio nécessaire à la survie culturelle des « compatriotes ». La définition que donne Morin à la nation est donc très nuancée. Bien que le Québec occupe une place importante au sein de la nation canadienne-française, cette dernière repose d'abord sur des bases culturelles. L'appartenance au Canada n'est pas niée, elle passe simplement en second. Les Canadiens français hors-Québec sont aussi considérés comme des membres à part entière de la nation.

La foi occupe une place prépondérante dans le nationalisme des Jeunesses laurentiennes. Ainsi, les règlements du mouvement affirment que le but des laurentiens « est de grouper les jeunes d'origine canadienne-française, les former catholiques et patriotes.¹⁹ » Pour être membre du mouvement, il faut même obligatoirement être catholique²⁰. Morin adhère entièrement à cette façon de penser. Par exemple, devant les dirigeants du groupe, il insiste sur leur appartenance à l'Église catholique, affirmant « Vous êtes Canadiens français catholiques. Mêlez-vous de votre affaire. CATHOLIQUE vous l'êtes depuis votre baptême qui vous a fait enfant de Dieu, fils de l'Église et héritier du Ciel.²¹ »

¹⁶ *Ibid.*, p. 5

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,34, « Pour une éducation nationale », discours de Rosaire Morin prononcé à Limoilou, salle paroissiale, 26 septembre 1945, p. 6.

¹⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,2, Règlements des Jeunesses laurentiennes, 1946, p. 3.

²⁰ *Ibid.*, p. 4.

²¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, discours de Rosaire Morin prononcé aux dirigeants, à la paroisse Sacré-Cœur, Montréal, le 4 février 1943, p. 1. - « Catholique » est en majuscules dans le texte.

Morin insiste sur le lien qui existe entre la religion et la langue. Selon lui, les deux termes doivent être unis, permettant ainsi le salut éternel et l'affirmation du fait français en Amérique du Nord²². Empruntant la rhétorique traditionaliste, Morin explique que la jeunesse canadienne-française parlera toujours français « parce qu'elle est chrétienne. Elle sait que la langue est gardienne de la religion. En conséquence, la protection de notre foi par la langue lui apparaît un devoir religieux dont l'accomplissement préservera de l'apostasie un grand nombre de catholiques.²³ » La religion et la foi sont donc intimement liées. Il va même plus loin, en écrivant qu'un bon Canadien français ne peut être qu'un catholique croyant et pratiquant²⁴.

Les Jeunesses laurentiennes ont pour rôle de donner l'exemple, d'être le fer de lance de la nation. Ils ne doivent donc pas professer un catholicisme de surface. Pour Rosaire Morin, les laurentiens constituent une « élite sur laquelle l'on compte pour l'édification de notre Québec catholique et français.²⁵ » La pratique rigoureuse de la religion est donc très importante. Ainsi, Morin affirme « catholiques, nous ne devons pas être comme des mache-malos [*sic*]. Nous devons croire. Nous devons pratiquer. Et notre mouvement aussi doit reconnaître l'Église, notre mère et notre inspiratrice, nous ne devons pas désobéir à la voix du Pape. Au contraire, une collaboration toute filiale est d'obligation.²⁶ » Morin se désole devant l'apathie généralisée de la population, causée par l'indifférence religieuse, la licence des mœurs et l'individualisme²⁷. Il s'insurge aussi à l'occasion contre les catholiques libéraux. Par exemple, citant Léon XIII, il s'en prend aux catholiques qui défendent un certain contrôle des

²² *Ibid.*

²³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,34, « La jeunesse parlera français », discours de Rosaire Morin prononcé à CKAC, radio, sous les auspices du Bon Parler français. Discussion entre Rosaire Morin et Ernest Delongchamp, secrétaire général du Bon parler français, 1945, p. 1.

²⁴ Rosaire Morin, « Pour une résurrection nationale! », *La Vérité*, vol. 3, no 3, mars 1945, p. 14. Cité par David Rajotte, *op. cit.*, p. 20.

²⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, discours de Rosaire Morin prononcé aux dirigeants, à la paroisse Sacré-Cœur, Montréal, le 4 février 1943, p. 2.

²⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,33, « Des assises politiques », Discours de Rosaire Morin prononcé au poste de radio de Trois-Rivières, 1944, p. 1-2.

²⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, discours de Rosaire Morin prononcé lors de l'assemblée générale à la paroisse St-Eusèbe, Montréal, 23 mai 1943, p. 6.

naissances²⁸. En somme, au temps des Jeunesses laurentiennes, Rosaire Morin, comme la plupart des militants nationalistes professe un nationalisme fortement lié au catholicisme.

La question de l'infériorité économique des Canadiens-français préoccupe aussi Morin. Ainsi, il affirme que seulement 3 des 22 milliards de dollars qui représentent la richesse nationale du Canada sont entre les mains des francophones²⁹. Cela ne constitue donc que 14% de la richesse, pour une population représentant 30% des Canadiens. Dans le domaine industriel, selon Morin, la situation serait semblable, les francophones ne possèdent que 19% du capital investi alors que les anglophones en contrôlent 44%. La conséquence de cette situation est que les collets blancs sont souvent des non francophones³⁰. Rosaire Morin déplore aussi le fait que les francophones occupent généralement des emplois subalternes. Par exemple, il explique qu'au Canada seulement 19% des gérants, hauts fonctionnaires et contremaîtres sont Canadiens français³¹. Quant aux ouvriers sans métier, Morin prétend qu'à l'exception des Canadiens originaires de l'Europe centrale, le plus gros contingent est constitué de Canadiens français. La situation n'est guère mieux dans le domaine manufacturier, où les francophones sont très peu représentés aux échelons moyens et supérieurs³².

Au-delà du constat, Rosaire Morin propose des solutions. Ainsi, dans la revue *Les Jeunesses laurentiennes*, il explique que pour permettre le redressement économique, les richesses naturelles doivent être mises au service de la collectivité. La pratique de « l'achat chez nous », l'application du système coopératif, l'encouragement aux Caisses populaires et aux compagnies canadiennes-françaises doivent aussi être mis de l'avant. Finalement, selon lui, il faut faire la promotion des écoles techniques, celles-ci inculquant aux jeunes la volonté de tenir un rôle de patron et de maître dans la vie économique du pays³³. Ces propositions ont

²⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, discours de Rosaire Morin prononcé au Monument National, Montréal, 16 novembre 1943, p. 1.

²⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, discours de Rosaire Morin prononcé à la paroisse Saint-Henri, Montréal, 9 février 1943, p. 5.

³⁰ *Ibid.*

³¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,34, « Quelques faits et causes », discours de Rosaire Morin prononcé à la maison Querbes, Joliette, 14 août 1945, p. 2.

³² *Ibid.*

³³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,36, *Les Jeunesses laurentiennes*, 1947, p. 7.

été en grande partie inspirées de penseurs nationalistes. Par exemple, Esdras Minville pendant l'entre-deux-guerres, tente de faire la promotion du développement rural et de la carrière d'homme d'affaire auprès des Canadiens français³⁴ tandis que François-Albert Angers met de l'avant, entre autre, les principes coopératistes³⁵. Tout au long de sa vie, Morin conservera en grande partie ses idées sur l'infériorité économique des Canadiens français développées alors qu'il était un laurentien.

Les Jeunesses laurentiennes n'appuient pas de parti politique : ainsi, les règlements stipulent qu'« il est interdit aux membres du Conseil Central, des comités régionaux et des conseils de section de s'occuper de politique fédérale, provinciale ou municipale.³⁶ » Dans une publication du mouvement, Rosaire Morin mentionne que le groupe se veut au-dessus de tous les partis politiques, prônant vis-à-vis d'eux une stricte neutralité³⁷. Il ne s'en tient pas seulement à cette neutralité, il va plus loin, tenant les partis politiques en véritable suspicion. Par exemple en 1943, après avoir entendu parler de la rumeur voulant qu'un nouveau parti soit créé, Morin, alors âgé de seulement 20 ans, écrit à Jean-François Pouliot, le député provincial du Témiscouata, pour lui expliquer sa pensée quant aux partis. Il en profite pour s'en prendre à l'esprit de parti, qu'il juge néfaste pour la nation, en affirmant qu'« un problème se pose à mon esprit: pourquoi tant de divisions au sein des Canadiens-français? Pourquoi des rouges, des bleus, des blocs, des indépendants, voire même des communistes? Pourquoi sommes-nous divisés en quatre ou cinq clans, alors que nous devrions présenter un front uni pour la préparation de l'après-guerre?³⁸ » Comme la majorité des militants nationalistes de l'époque, Morin se montre très critique par rapport à l'esprit de parti, considérant qu'il a été très néfaste pour la nation.

Dans un discours prononcé en 1943, il approfondit sa pensée. Ainsi, selon lui, à partir de 1854, les Canadiens français se sont divisés en deux camps, les rouges et les bleus. Depuis, la

³⁴Voir Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Québec, Septentrion, 2004, 176 p.

³⁵ Voir Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, 111 p.

³⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,2, Règlements des Jeunesses laurentiennes, 1946, p. 4.

³⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,36, *Les Jeunesses laurentiennes*, 1947, p. 9.

³⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/L,1, Lettre de Rosaire Morin à Jean-François Pouliot, 6 août 1943.

situation s'est détériorée, les Canadiens français devenant d'abord et avant tout soit des conservateurs ou des libéraux, cela au mépris de la nationalité qui les unit. Pour Morin, l'esprit de parti sert «l'anglais», qui «s'est servi de la politique pour atteindre ses fins qui étaient de nous angliciser et de nous protestantiser. [...] Notre vie se passe entre une élection fédérale, provinciale, municipale ; et même dans les élections des marguilliers, l'on a osé semer l'esprit de parti.³⁹ » Cette façon de voir dans les partis politiques des éléments de division de la nation, Rosaire Morin la conservera toute sa vie. Conséquemment, à notre connaissance, Morin n'a jamais adhéré à un parti politique.

Au sein des Jeunesses laurentiennes, Morin développe donc une idéologie qui épouse celle de l'organisation et des courants nationalistes dominants. Si Rosaire Morin n'apporte pas de nouveaux éléments à l'idéologie nationaliste, il réussit tout de même à bien articuler sa pensée. Cependant, le laurentien ne fait pas qu'élaborer une pensée, il pose des gestes concrets.

2.2.2 Les Jeunesses laurentiennes et l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française

À partir de 1930 jusqu'à la Révolution tranquille, les mouvements d'action catholique spécialisée ont connu leurs plus belles années. Avec l'aide du clergé, de nombreuses associations regroupant les jeunes selon différents critères sont mises sur pied : Jeunesse ouvrière catholique (JOC), Jeunesse étudiante catholique (JEC), Jeunesse indépendante catholique (JIC) et Jeunesse agricole catholique (JAC)⁴⁰. Ces associations ont un but apostolique et, suivant les directives de Rome, n'abordent pas la question nationale. Pour cette raison, les Jeunesses laurentiennes agissent en parallèle avec l'Action catholique. Une certaine collaboration entre les mouvements catholiques et l'organisation jeunesse est cependant possible. Comme l'a démontré David Rajotte, des contacts entre les deux groupes existent. Par exemple, des laurentiens assistent à des journées d'études des mouvements

³⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,1, Discours de Rosaire Morin au Cercle des laurentiens, prononcé 21 décembre 1942, p. 2.

⁴⁰ Voir à ce sujet Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.

d'Action catholique tandis que les membres de ces mouvements participent aux activités des Jeunesses laurentiennes⁴¹. Les deux associations ne sont nullement en compétition et offrent à leurs membres de s'exprimer sur des aspects différents de la vie sociale. La situation est cependant très différente, avec une autre association jeunesse, l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC). Leurs relations sont beaucoup plus conflictuelles puisque cette dernière a aussi un caractère nationaliste.

L'ACJC est née en 1904⁴². Dès sa fondation, l'organisation cherche à politiser les jeunes, à les préparer pour une vie au service de la religion et de la patrie. Traditionaliste, elle lie nationalisme et catholicisme tout en dénonçant ce qu'elle considère comme une menace pour la société canadienne-française : la presse, les livres et le théâtre immoral, les sociétés maçonniques, la faiblesse des hommes publics devant leurs obligations religieuses et l'esprit de parti⁴³. Lors de la fondation des Jeunesses laurentiennes, l'ACJC a presque 40 ans. Idéologiquement, les deux mouvements sont très proches. Cependant, l'ACJC est plutôt élitiste, recrutant principalement dans les collèges classiques tandis que les Jeunesses laurentiennes ne limitent pas leur recrutement aux collèges. Malgré cela, ces deux associations prônant une idéologie semblable et voulant toutes deux enrôler la jeunesse peuvent difficilement ne pas entrer en compétition, voire en collision. Au début de la décennie 1940, l'ACJC commençant à éprouver des difficultés, l'expansion des laurentiens ne peut la laisser indifférente. Elle voit dans les Jeunesses laurentiennes un mouvement susceptible d'être absorbé⁴⁴.

Une rivalité entre les deux organisations s'installe vers 1943, dès que les Jeunesses laurentiennes prennent de l'importance, rivalité dans laquelle Morin joue un rôle de premier plan. Le 2 octobre 1944, à la suite de discussions concernant une éventuelle fusion, Paul-Émile Robert, président des Jeunesses laurentiennes propose à Roland Vinette, président de l'ACJC, de nommer un comité, dirigé par le chanoine Lionel Groulx, pour faire un rapport sur

⁴¹ David Rajotte, *op. cit.*, p. 119-120.

⁴² Laurier Renaud. *L'histoire d'une jeunesse nationaliste*, Jonquière, Presse collégiale de Jonquière, 1972, p. 45.

⁴³ *Ibid.*, p. 58.

⁴⁴ *Ibid.*

l'opportunité d'une fusion des deux groupes⁴⁵. L'ACJC souhaitant une fusion immédiate, elle ne manifeste pas d'enthousiasme face à l'idée de création d'un comité. Rosaire Morin intervient donc : écrivant à Vinette il défend l'existence des Jeunesses laurentiennes se demandant s'il « serait [...] dans les intérêts supérieurs de notre race qu'un mouvement d'éducation et d'action nationales organisé dans plus de 125 paroisses, cesse officiellement d'exister à l'avantage d'une association-sœur?⁴⁶ » Puis, reconnaissant que les deux conseils ont trop d'intérêts particuliers pour décider seuls d'une fusion, il relance l'idée du comité⁴⁷. Cela ne convainc pas l'ACJC qui affirme que le comité devrait se contenter d'étudier l'idée d'une fusion immédiate⁴⁸. Morin répond à l'ACJC qu'il ne doute pas que la fusion soit bonne pour cette dernière, par contre, il n'est pas certain qu'elle soit dans l'intérêt supérieur des Canadiens français⁴⁹. L'idée de créer un comité semble s'estomper puisque l'ACJC n'y donne pas suite. Cependant, la volonté de celle-ci d'absorber les laurentiens ne disparaît pas. Ainsi, en 1947, alors qu'il est président du mouvement, Morin reçoit une nouvelle proposition de fusion⁵⁰. Il choisit d'éluder et de temporiser, répondant qu'avant « d'aborder à nouveau l'étude de toute solution ou de tout projet de fusion, il se pose certains points à préciser, certaines lacunes à combler. L'espoir caressé d'unir nos deux mouvements d'action nationale n'est pas disparu de mon cerveau, mais en toute idée, il y a préparation, et opportunité dans l'application.⁵¹ » L'union des deux mouvements ne se réalisera donc jamais. La polémique avec l'ACJC permet toutefois de montrer la volonté de Rosaire Morin de préserver l'indépendance et l'autonomie de son mouvement. Cette volonté d'autonomie, tant au sein de l'organisation elle-même qu'envers des organisations extérieures, Morin l'exprimera à d'autres occasions au cours de sa vie. Malgré les divergences, les Jeunesses laurentiennes et l'ACJC acceptent néanmoins de collaborer en certaines occasions.

⁴⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,16, Lettre de Paul-Émile Robert à Roland Vinette, 2 octobre 1944.

⁴⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,15, Lettre de Rosaire Morin à Roland Vinette, 8 novembre 1944.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,14, Lettre de Jean de Laplante à Rosaire Morin, 16 novembre 1944.

⁴⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,14, Lettre de Rosaire Morin à Jean de Laplante, 24 novembre 1944.

⁵⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,12, Lettre de Lucien Dubord à Rosaire Morin, 19 mai 1947.

⁵¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,12, Lettre de Rosaire Morin à Lucien Dubord, 21 mai 1947.

Défenseurs de la tradition, du passé de la Nouvelle-France et admirateur de Lionel Groulx, les Jeunesses laurentiennes adhèrent aux célébrations de la fête de Dollard des Ormeaux. Dès 1940, ils commencent à organiser une cérémonie pour l'occasion⁵². Morin joue un rôle important dans l'organisation de ces célébrations. À titre de président des Jeunesses laurentiennes, il accepte de mettre de côté les différends qui opposent son organisation à l'ACJC pour participer à une cérémonie commune. Par exemple, en 1945, après avoir été sollicité par l'ACJC, Morin envoie une couronne de fleurs qui est déposée au pied du monument de Dollard et il participe à une veillée d'armes conjointe le jour de la fête du héros de la Nouvelle-France⁵³. L'année suivante, la cérémonie en l'honneur de Dollard attire près d'un millier de personnes ; Lionel Groulx et Rosaire Morin, entre autre, font un discours⁵⁴. Le président des laurentiens écrit même une courte brochure publicitaire, où il vante « le patron de la jeunesse canadienne-française⁵⁵ ». De plus, Morin invite les membres à tenter de vendre une autre brochure, *La Pensée de Dollard*. En effet, à l'origine, pour la fête de Dollard, les laurentiens, suivant le chemin tracé par l'ACJC, vendaient la « rose de Dollard », cependant, celle-ci fût remplacée par la « pensée de Dollard » en 1947⁵⁶. Rosaire Morin a donc été actif dans les différentes célébrations du combattant de Long-Sault. Il adhère tout à fait à ce que Dollard représente alors : la tradition, le sacrifice et l'idéalisation de la Nouvelle-France. En somme, malgré leurs divergences et même si la fusion ne s'est jamais réalisée, il existe une certaine unité d'esprit entre les laurentiens et l'ACJC.

2.2.3 Les actions et les réalisations

Selon David Rajotte, les laurentiens « ne se contentaient pas d'énonciations abstraites. Ils travaillèrent dans le concret et cherchèrent à mettre ces idéaux en application autant que possible⁵⁷. » De plus, comme toute organisation, les Jeunesses laurentiennes devaient assurer leur bon fonctionnement. Dans les deux cas, Morin joue un rôle très important au sein de

⁵² David Rajotte, *op. cit.*, p. 153.

⁵³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/A,9, Lettres de François Bastien à Rosaire Morin, 2 mai, 11 mai et 2 juin 1945.

⁵⁴ *Le Devoir*, « La fête de Dollard : manifestations patriotiques dans toute la province », 25 mai 1946, p 3., cité par David Rajotte, *op. cit.*, p. 154.

⁵⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,15, *Pensée de Dollard*, 1948, 8 p.

⁵⁶ David Rajotte, *op. cit.*, p. 155.

⁵⁷ David Rajotte, *op. cit.*, p. 140.

l'organisation. Dans les Jeunesses laurentiennes, il s'absente rarement d'une réunion de l'exécutif. Par exemple, alors qu'il est secrétaire, entre le 21 novembre 1943 et le 11 février 1944, il ne manque pas une seule rencontre de l'exécutif, contrairement à la plupart des membres⁵⁸. Morin gravit rapidement les échelons de l'organisation, sans doute à cause de sa grande implication. Ainsi, il lui faut moins de deux ans pour être nommé au conseil central, cela en dépit du fait qu'il est théoriquement inéligible à un tel poste, les règlements stipulant qu'il faut avoir œuvré plus de deux ans au sein du groupe pour pouvoir devenir membre de l'exécutif⁵⁹. Au congrès de 1945, il se fait élire président de l'organisation, poste qu'il occupe jusqu'à la dissolution des Jeunesses laurentiennes en 1950. La présidence de Morin s'inscrit sous le signe de la continuité. Effectivement, il poursuit l'œuvre de ses prédécesseurs, sans chercher à modifier l'idéologie ou la structure de l'organisation, les sources n'indiquant pas de changement au sein des laurentiens lors de la présidence de Morin.

Les Jeunesses laurentiennes cherchent l'aide financière et le soutien moral d'autres mouvements nationalistes. Ainsi l'organisation reçoit l'appui des différentes sociétés Saint-Jean Baptiste (SSJB). Dès 1940 un représentant de l'organisation fait un discours à une manifestation organisée par les laurentiens⁶⁰. Les SSJB aident aussi, de manière sporadique, les Jeunesses laurentiennes pour le financement. Une autre organisation aide occasionnellement les laurentiens, l'Ordre de Jacques-Cartier, aussi appelée la Patente. Cette société secrète, aux idées nationalistes traditionalistes, n'hésite pas à appuyer une association de jeunes qui défend des idées très proches des siennes. Rosaire Morin tisse un lien entre les deux organisations, il initie les premiers contacts entre eux. Au début de 1946, alors que Morin est président des Jeunesses laurentiennes, l'Ordre décide d'appuyer formellement les laurentiens, en publiant un mot d'ordre demandant à ses membres d'aider l'organisation de jeunes⁶¹. Tout au long de sa présidence, Rosaire Morin tente d'avoir des rapports cordiaux avec l'Ordre, demandant par exemple à la chancellerie qu'elle adresse des directives

⁵⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,7, Procès-verbal de l'exécutif des Jeunesses laurentiennes, 1943-1944.

⁵⁹ David Rajotte, *op. cit.*, p. 100.

⁶⁰ David Rajotte, *op. cit.*, p. 123.

⁶¹ David Rajotte, *op. cit.*, p. 130.

spécifiques pour les Jeunesses laurentiennes⁶². Il tente aussi d'utiliser les relations de la Patente pour obtenir des subsides de la part du gouvernement. Par exemple, après avoir sollicité sans succès Onésime Gagnon, le trésorier de la province, pour obtenir de l'argent pour son mouvement⁶³, Morin s'adresse à l'Ordre de Jacques-Cartier. La société secrète ayant un contact proche du premier ministre, Rosaire Morin se fait répondre : « notre président de C.P.R. [Comité permanent du conseil régional, l'exécutif] s'occupe activement du sujet par l'entremise d'un frère bien placé pour stimuler le patriotisme de notre premier ministre. ⁶⁴»

Devant les difficultés financières croissantes des Jeunesses laurentiennes, Morin se fait de plus en plus pressant vis-à-vis de l'Ordre. Les demandes d'aide répétées de la part de Morin, et des laurentiens en général, ont pour conséquence d'amener l'Ordre à prendre ses distances. C'est ainsi qu'un article dans *L'Émérillon*, le journal de l'Ordre, traite de l'absence d'organisation jeunesse efficace en dehors des sections juvéniles de la SSJB⁶⁵. Pour les Jeunesses laurentiennes, le camouflet est évident. Cela désole Morin, au point qu'il finit par se demander si son organisation est toujours opportune⁶⁶. Si les résultats de l'aide demandée par Morin à l'Ordre de Jacques-Cartier sont, avec le temps, de plus en plus mitigés, les contacts personnels entre Morin et la société secrète ont des conséquences très importantes. En 1943, il est admis, par cooptation, dans l'Ordre alors qu'il est encore un laurentien⁶⁷. Le militantisme de Rosaire Morin au sein des Jeunesses laurentiennes est donc une des principales raisons, si ce n'est la principale, de son admission dans l'Ordre de Jacques-Cartier, organisme sur lequel il aura ultérieurement une influence marquante.

La Seconde Guerre mondiale et ses suites ne laissent pas Morin et les Jeunesses laurentiennes indifférents et inactifs. Au cours de l'année 1939, les bruits de bottes se font de plus en plus insistants en Europe. Au Québec, personne n'a oublié la dernière guerre et la

⁶² ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, MG 28 I98, vol. 45, dossier «Jeunes Laurentiens, 1943-1949», Lettre de Rosaire Morin au secrétaire de la CX, 10 octobre 1946.

⁶³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C26, Lettre de Rosaire Morin à Onésime Gagnon 26 décembre 1946.

⁶⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,24, Lettre d'un membre de l'Ordre à Rosaire Morin, 22 février 1947.

⁶⁵ « La part de la notre jeunesse : il faut assurer la relève », *L'Émérillon*, vol. 18, no 10, décembre 1949, p. 2-3., cité par David Rajotte, *op. cit.*, p. 132.

⁶⁶ David Rajotte, *op. cit.*, p. 132.

⁶⁷ C'est l'année 1943 qui est indiquée comme année d'adhésion de Rosaire Morin dans l'Ordre dans un document de 1964. CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,80, Chanceliers actifs, juillet 1964.

crise de la conscription qu'elle a entraînée. Les milieux nationalistes sont donc particulièrement sur leurs gardes. Par exemple, avant même le début de la guerre, l'ancêtre des Jeunesses laurentiennes, les Jeunesses Saint-Eusèbe appelle à l'organisation de réunions contre la conscription⁶⁸. Après avoir promis de ne pas avoir recours à la conscription, le premier ministre canadien Mackenzie King décide d'organiser un plébiscite pour être libéré de cette promesse. Pour inciter les Canadiens à voter non, la Ligue pour la défense du Canada est formée. Les Jeunesses laurentiennes prennent une part active dans ce mouvement, et dans le mouvement contre la guerre en général. Rosaire Morin ne reste pas passif face aux événements qui bouleversent le Québec, le Canada et le monde. Ainsi, lors d'une allocution à la radio de CKAC, il constate les effets négatifs de la guerre et le danger de la conscription, affirmant qu'« un frère est conscrit pour la vie militaire; une sœur s'enrôle dans le C.W.A.C.⁶⁹ (corps d'as-à-seins) ou se croit contrainte de travailler à l'usine; le pauvre père de famille travaille douze heures le jour, se prive même du nécessaire.⁷⁰» Morin est très critique par rapport à la guerre, sans s'y opposer ouvertement, ce qui dans un pays sous la *Loi des mesures de guerre* aurait pu lui valoir l'emprisonnement, il déplore les problèmes qu'elle apporte. En tant que catholique, il déplore aussi le fait que Rome, «la capitale de la vraie chrétienté, la cité de la foi et du martyr» soit ouverte aux bombardements alliés alors que l'Italie, par le truchement de Badoglio, aurait proposé de déclarer la capitale italienne ville ouverte⁷¹. Durant le conflit, des milliers de Canadiens ont choisi de fuir les autorités, de devenir déserteur plutôt que d'avoir à aller combattre en Europe. La guerre terminée, ceux-ci sont encore susceptibles d'emprisonnement. Rosaire Morin prend leur défense, demandant qu'une amnistie soit proclamée pour tous les déserteurs⁷².

Finalement, conséquence de la guerre, Morin est mêlé à «l'affaire Bernonville». Bernonville, un collaborateur français accusé de crime de guerre, s'est réfugié au Québec ; fin

⁶⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,4, Procès-verbal des réunions des Jeunesses Saint-Eusèbe, 1939, 27 mars 1939.

⁶⁹ Il s'agit du sigle de la Canadian Women's Army Corps

⁷⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,32, « À la jeunesse de mon pays », discours de Rosaire Morin à CKAC 23 juin 1943.

⁷¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,31, Discours de Rosaire Morin prononcé à la Palestre Nationale, Montréal, 4 mars 1942.

⁷² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,34, « Les Jeunesses laurentiennes », discours de Rosaire Morin prononcé lors du 4^e congrès national, 5 octobre 1945.

1948, son extradition est demandée par le gouvernement français. Une partie des milieux nationalistes entreprend de le protéger⁷³. Les Jeunesses laurentiennes de Québec appuient Bernonville, sans trop insister, invitant les défenseurs de ce dernier à leur congrès⁷⁴. Morin prend parti pour l'ancien collaborateur, signant une pétition en sa faveur⁷⁵. Cependant, là semble s'arrêter l'implication de Morin dans cette polémique. Sans doute est ce explicable par le fait que les Jeunesses laurentiennes sont en déclin et que l'engagement de Morin commence à connaître un certain ralentissement au moment de l'affaire.

En tant que laurentien, Rosaire Morin s'implique aussi dans diverses causes. Ainsi, il écrit un mémoire, au nom des Jeunesses laurentiennes, à la Commission canadienne de la Jeunesse. Dans ce mémoire, Morin recommande l'établissement d'un Conseil des loisirs pour coordonner, organiser et développer les bibliothèques, la formation d'instructeurs compétents de culture physique dans les Écoles Normales, et la création de camps de vacances. Il en profite aussi pour critiquer le fait que «des loisirs sont commercialisés, américanisés et paganisés», étant devenus «une entreprise commerciale qu'exploite une poignée de capitalistes et à laquelle ne participent que quelques individus.⁷⁶ »

Les milieux nationalistes d'avant la Révolution tranquille considèrent les communistes et les socialistes comme de véritables ennemis de la nationalité et de la religion⁷⁷. Les Jeunesses laurentiennes et Rosaire Morin ne font pas exception à la règle. Ainsi ce dernier va ni plus ni moins espionner une assemblée du Cooperative Commonwealth Federation. Puis, il rédige un compte rendu détaillé non commenté de la réunion, mentionnant qui était l'orateur invité,

⁷³ Voir, Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville : le Québec face à Pétain et la collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994, 217p.

⁷⁴ David Rajotte, *op. cit.*, p. 182.

⁷⁵ « Pétition pour le comte de Bernonville », *La Presse*, 19 avril 1950, p. 37.

⁷⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,12, « Mémoire à la Commission canadienne de la Jeunesse par les Jeunes laurentiens », Rosaire Morin, 25 janvier 1945.

⁷⁷ Voir, Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit*, Montréal, Boréal express, p. 121-124.

combien de personnes étaient présentes et quel était le thème de la réunion⁷⁸. Le même stratagème est utilisé lors d'une assemblée du Club communiste⁷⁹.

Dans un autre ordre d'idée, constatant que seuls la Turquie, le Mexique, l'URSS et le Canada n'ont pas d'ambassade au Vatican, Morin demande au fédéral l'implantation d'une ambassade auprès du Saint-Siège, puisque le « Souverain Pontife a aussi un prestige considérable auprès des individus et des nations⁸⁰ ». Dans cette optique, il fait voter par l'exécutif laurentien une motion d'appui en faveur du projet.

Les réalisations de Morin au sein des Jeunesses laurentiennes sont donc multiples. Elles sont toujours orientées dans le sens de l'idéologie traditionaliste défendue par les Jeunesses laurentiennes. Son engagement en faveur de l'adoption du fleurdelisé aura cependant le plus d'influence.

2.3 Le Comité de propagande du drapeau

Les premiers gestes posés en faveur de la promotion et de l'adoption du fleurdelisé comme drapeau national datent du début du XX^e siècle. Ainsi, le 26 septembre 1902 un fleurdelisé, inspiré de la bannière utilisée lors de la bataille de Carillon près de 150 ans plus tôt, est confectionné par le curé Elphège Filiatrault et accroché à son presbytère de Saint-Jude. Défendant l'idée du fleurdelisé, le curé publie une brochure dans laquelle il récuse l'utilisation du tricolore français, entre autre, pour des raisons politiques⁸¹. L'idée de Filiatrault est reprise et modifiée, un Sacré-Cœur étant mis au milieu du drapeau, devant le «Carillon Sacré-Cœur». Cela crée immédiatement une controverse. Plusieurs s'opposent à

⁷⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,18, Rapport de l'Assemblée CCF, Rosaire Morin, 25 mai 1944.

⁷⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,18, Rapport d'assemblée du Club communiste (ouvrier-progressiste), 25 mai 1944. Le rapport n'est pas signé, mais il est probable que ce soit Morin qui l'ait écrit

⁸⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,34, Les Jeunesses laurentiennes, discours de Rosaire Morin prononcé lors du 4^e congrès national, 5 octobre 1945, p. 8.

⁸¹ Luc Bouvier, « Du tricolore canadien au fleurdelisé québécois Le Carillon et le Carillon-Sacré-Cœur », *L'Action nationale*, vol. 86, no 6, juin 1996, p. 94-95.

voir un symbole spécifiquement catholique apparaître sur un emblème national. Ce n'est qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale que la polémique s'estompe⁸².

En 1939 naît le Comité du drapeau Carillon-fleurdelisé⁸³. Ce comité, qui sera ultérieurement incorporé, souhaite lancer une campagne en faveur de l'adoption d'un drapeau québécois. Dans cette optique il offre des drapeaux, des banderoles, des buvards, mais aussi d'autres items, comme des cartes de souhaits et des cartes postales aux couleurs du fleurdelisé. Le 29 juillet 1940, le Comité du drapeau Carillon-fleurdelisé transforme son nom en celui de Comité du drapeau pour finalement prendre le nom de Comité de propagande du drapeau le 26 février 1945⁸⁴.

Les Jeunesses laurentiennes sont actives dans le dossier. Ainsi, l'organisation adopte une résolution en faveur d'un drapeau national en 1946⁸⁵. La mort d'Orphir Robert, l'âme dirigeante du Comité, permet véritablement l'entrée en scène des Jeunesses laurentiennes et de Rosaire Morin⁸⁶. Le Conseil Central des laurentiens décide de faire l'acquisition du Comité de propagande du drapeau pour la somme de 400\$ en 1946⁸⁷. Cette acquisition n'est pas seulement motivée par des raisons idéologiques. Effectivement, depuis 1944, les Jeunesses laurentiennes voient leurs dettes s'accumuler ; l'achat du Comité de propagande du drapeau, générera, croit-on, des profits permettant aux Jeunesses laurentiennes de se renflouer grâce à la vente d'articles fleurdelisés (drapeau, fanion)⁸⁸.

Morin mène dès lors une véritable campagne de relations publiques. Ainsi, dans une déclaration au journal *Le Devoir*, il défend le choix du fleurdelisé, faisant appel à l'histoire et au catholicisme. Il écrit, « La croix ne rappelle-t-elle pas celle de Cartier à Gaspé? [...] Ne

⁸² Luc Bouvier, « Du tricolore canadien au fleurdelisé québécois Vers le fleurdelisé », *L'Action nationale*, vol. 86, no 9, nov. 1996, p. 97

⁸³ *Ibid*, p. 98.

⁸⁴ *Ibid*, p. 99-100.

⁸⁵ « Résolutions adoptées les Jeunesses Laurentiennes », *Le Devoir*, 21 octobre 1946, p. 7.

⁸⁶ Luc Bouvier, *loc. cit.*

⁸⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,11, Livre des procès-verbaux des réunions du Conseil central des Jeunes Laurentiens – 6ième année et livre des présences (le document cité est une feuille insérée dans le livre des procès-verbaux), 1945-1946.

⁸⁸ David Rajotte, *op. cit.*, p. 114.

symbolise-t-elle pas la foi profonde et virile de notre peuple et son christianisme ardent? En outre, le bleu azur et les fleurs de Lys [*sic*] évoquent la noblesse et la richesse de la culture française. [...] Les fleurs de lys en particulier remémorent la victoire légendaire de Carillon.⁸⁹

» Dans un autre texte, Rosaire Morin demande d'écrire au premier ministre Maurice Duplessis et aux députés en plus de faire intervenir les conseils municipaux pour faire pression en faveur de l'adoption d'un drapeau québécois⁹⁰. Près de 1200\$ seront dépensés, par les Jeunesses laurentiennes, en timbres seulement, pour inviter les citoyens à faire pression sur les élus⁹¹.

Ne s'arrêtant pas là, Rosaire Morin juge bon d'utiliser les services et les contacts de l'Ordre de Jacques-Cartier. Il écrit à la chancellerie pour lui demander la publication de deux circulaires, la première exigeant la propagation du drapeau et la seconde demandant aux membres de faire pression sur les décideurs⁹². Cependant, à Québec, le gouvernement Duplessis semble vouloir temporiser. Un comité parlementaire se déclarant en faveur d'un drapeau «ne comportant aucun signe de séparatisme» en avril 1947⁹³. Une façon pour Duplessis, indécis quant à l'adoption d'un drapeau provincial, de ne pas prendre position. Malgré tout, Morin et le Comité de propagande du drapeau ne se laissent pas abattre. Le 16 janvier 1948, ce dernier devient le Comité du drapeau provincial⁹⁴. Le nouveau comité, dirigé par Morin, compte plusieurs membres bien implantés dans la communauté, comme Émiie Drolet de F-X Drolet Ltée, Joseph Fortier de la Caisse populaire de Saint-François d'Assise, ou encore Narcisse Matte de la Dominion Fish and Fruit.⁹⁵ Un comité semblable est formé spécifiquement pour la région montréalaise, là encore, Morin y joue aussi un rôle⁹⁶. La campagne de promotion reprend de plus belle. Le 20 janvier, Morin entreprend d'écrire aux

⁸⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/C,13, « Pourquoi deux drapeaux? », déclaration de Rosaire Morin remise au Journal *Le Devoir*, mars 1947, p. 2.

⁹⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,137, Le comité du drapeau national, documents explicatifs, s.d.

⁹¹ C'est ce que Morin affirmera 25 ans plus tard. « Il y a 25 ans, le fleurdelisé », *Le Devoir*, 20 janvier 1975, p. 6.

⁹² ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, MG 28 I98, vol. 126, dossier « Fleurdelisé, 1943- 1958 », Lettre de Rosaire Morin au secrétaire de la CX, 26 novembre 1946.

⁹³ Luc Bouvier, *loc. cit.*, p. 104

⁹⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,137, Avis pour publication de la formation d'un comité du drapeau provincial pour faire adopter un drapeau pour le Québec, 16 janvier 1948.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,137, Avis pour publication de la formation d'un comité pour l'adoption du drapeau à Montréal, 19 janvier 1948.

évêques et à de nombreux députés pour les inciter à favoriser l'adoption d'un drapeau provincial⁹⁷. Cependant, ces lettres ne seront pas nécessaires. En effet, le 21 janvier, devant la force du mouvement en faveur du fleurdelisé, mais aussi par intérêt électoraliste, Duplessis adopte un décret ministériel donnant au Québec un drapeau. Ce décret empêche, par le fait même, tout débat en chambre et place les éventuels opposants devant le fait accompli⁹⁸. Au préalable, détail important, le premier ministre avait décidé de redresser les fleurs de lys. Effectivement en l'absence du Sacré-Cœur, et selon les règles héraldiques, il n'était plus nécessaire qu'elles soient inclinées.

Sur le plan idéologique, la victoire de Morin est complète. Il est perçu comme un des artisans de la victoire. Anatole Vanier, intellectuel de droite et membre influent de la Ligue d'Action nationale⁹⁹, le félicite, disant : « Vous avez été avec votre groupe des Jeunes laurentiens parmi les plus actifs et les plus efficaces artisans de cette victoire collective que constitue un drapeau québécois.¹⁰⁰ » Morin voit dans l'adoption du fleurdelisé, un acte qui reconnaît le Québec comme étant un État catholique et français¹⁰¹.

Si l'adoption du fleurdelisé constitue indéniablement une victoire pour les laurentiens, sur le plan financier, c'est un échec. En effet, avant le 21 janvier 1948, le Comité du drapeau provincial avait acheté pour 12 000\$ de drapeaux fleurdelisés à fleurs de lys inclinées¹⁰². La décision de Duplessis de redresser les lys cause donc un très grave problème aux Jeunesses laurentiennes : il leur est quasiment impossible de vendre les drapeaux qu'ils se sont procurés. Ces 12 000\$ dépensés pour des drapeaux devenus invendables, ajoutés aux déficits accumulés depuis 1944 signent la fin du groupe. Endettés, les laurentiens ne survivent que de

⁹⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,141, Lettres de députés et d'évêques à Rosaire Morin, fin janvier 1948.

⁹⁸ Luc Bouvier, « Du tricolore canadien au fleurdelisé québécois Le fleurdelisé », *L'Action nationale*, vol. 86, no 10, déc. 1996, p. 108.

⁹⁹ Pascale Ryan, *Penser la nation La Ligue d'action nationale 1917- 1960*, Montréal, Leméac, 2006, p. 35-36.

¹⁰⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E141, Lettre d'Anatole Vanier à Rosaire Morin, 26 janvier 1948.

¹⁰¹ C'est ce qu'il affirme aux autres directeurs du Comité, CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,137, lettre de Morin aux directeurs du Comité du drapeau provincial, 4 février 1948.

¹⁰² « Il y a 25 ans, le fleurdelisé », *Le Devoir*, 20 janvier 1975, p. 6.

manière moribonde jusqu'en 1950, année de la mise en place du Comité de liquidation des Jeunesses laurentiennes, sur lequel siège Morin, chargé de dissoudre le groupe.

Conclusion

Dans le cheminement de Rosaire Morin, les Jeunesses laurentiennes occupent une place centrale puisque c'est au sein de ce groupe que commence son véritable engagement nationaliste. Morin a une vision très traditionnelle de la société, insistant par exemple sur l'importance du catholicisme chez les Canadiens français. Dès cette époque, il s'illustre et laisse sa marque dans le milieu nationaliste, nouant des contacts et n'hésitant pas à défendre ses idées. Sur le plan pratique, le passage de Morin chez les laurentiens lui permet de s'initier aux activités militantes. Il apprend le fonctionnement interne d'une organisation.

Sur le plan personnel, l'implication de Morin dans les Jeunesses laurentiennes est capitale. En effet, en juin 1947, au cours d'une cérémonie présidée par Lionel Groulx, Rosaire Morin épouse une militante de l'organisation féminine des Jeunesses laurentiennes, Jeannine Demers¹⁰³. Le couple aura 5 enfants. Au cours de la décennie 1950, Morin s'implique moins pour la cause nationaliste, probablement à cause de ses obligations familiales. Durant les années 1950, il commence à exercer le métier d'agent d'assurance, métier qu'il conservera tout au long de sa vie. Cependant, s'il est moins présent, Morin n'en demeure pas moins membre de l'Ordre de Jacques-Cartier. Ainsi, au début des années 1960, il renouera avec l'engagement nationaliste par l'intermédiaire de l'Ordre.

¹⁰³ CRLG, fonds Lionel Groulx, P1/A,2762, Lettre de Rosaire Morin à Lionel Groulx, 24 juin 1947.

CHAPITRE III

La tourmente nationaliste des années 1960

La décennie 1960 est très occupée pour Rosaire Morin. Il s'implique dans plusieurs organisations et événements nationalistes, l'Ordre de Jacques-Cartier, l'Ordre de Jean-Talon et les États généraux du Canada français, au sein desquels, il joue un rôle très important. Dans un premier temps, il souhaite donner à l'Ordre de Jacques-Cartier une nouvelle doctrine plus centrée sur le Québec et sur la réalité politique de la Révolution tranquille. Par la suite, il fonde et dirige l'Ordre de Jean-Talon, une organisation qui tente de reprendre le travail de son prédécesseur tout en adoptant une idéologie plus néonationaliste. Finalement, après avoir été membre de l'exécutif des États généraux, il devient vice-président de l'événement, exerçant sur celui-ci une influence marquante, particulièrement en ce qui concerne les relations avec les francophones hors-Québec. En lien avec ses activités de militant, Rosaire Morin publie plusieurs écrits pendant la décennie 1960. Il développe sa conception de l'avenir démographique du Québec et les moyens à mettre en œuvre pour freiner l'assimilation des nouveaux arrivants à la minorité anglophone. Il publie aussi deux brochures dans lesquelles il explique ses positions sur la question constitutionnelle et nationale. Au cours des années 1960, la pensée de Morin évolue : sans s'inscrire en complète rupture avec ce qu'il professait dans les Jeunesses laurentiennes, son nationalisme change, se rapprochant du néonationalisme qui commençait à devenir dominant suite à la Révolution tranquille.

3.1 L'Ordre de Jacques-Cartier

L'Ordre de Jacques-Cartier, aussi appelé la Patente, est une société secrète. L'Ordre est fondé à Ottawa grâce à l'initiative de quatorze fonctionnaires fédéraux franco-ontariens en 1926¹, il obtient ses lettres patentes l'année suivante². L'organisation naît dans la foulée de la

¹ Raymond Laliberté, *Une société secrète : l'Ordre de Jacques Cartier*, Montréal, éditions Hurtubise, 1983, p. 38.

² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,1, Projet de lettres patentes de "Les Commandeurs de l'Ordre de Jacques-Cartier", 4 octobre 1927.

contestation autour du Règlement XVII qui limite l'accès des francophones à l'école française en Ontario. Adoptant une perspective plus large, la Patente souhaite servir de rempart contre l'assimilation des francophones partout au Canada. Son but est de faire avancer les intérêts des francophones par l'entremise d'une élite militante noyautant, de manière secrète, autant les administrations publiques, fédérale et provinciales, que les entreprises privées³. Rapidement, la Patente prend de l'expansion : des cellules, appelées CR (pour Conseil régional), sont fondées dans toute la francophonie canadienne. L'Ordre est plutôt traditionaliste, défendant une certaine forme de corporatisme et faisant la promotion du syndicalisme catholique. L'organisation, dirigée principalement par des Franco-Ontariens, est centrée sur le Canada français dans son ensemble, n'accordant pas au Québec plus d'importance qu'au Canada en général⁴. Ayant été admis dans la Patente en 1943, Rosaire Morin ne semble pas très actif au sein de l'organisation durant les décennies 1940 et 1950⁵. En 1961, alors que l'idéologie nationaliste traditionaliste de la Patente s'éloigne de plus en plus des nouvelles valeurs qui se concrétisent dans la Révolution tranquille et que l'organisation éprouve des difficultés à conserver ses membres et à en recruter de nouveaux⁶, Rosaire Morin décide de s'impliquer de façon active dans l'Ordre. S'inspirant du néonationalisme, il entreprend de mettre en œuvre une réforme idéologique de la société secrète. Avant tout, Morin doit mettre en place les outils lui permettant de réaliser les changements souhaités. C'est dans cette optique qu'il entre au Comité métropolitain de Montréal.

³ Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 39-42.

⁴ *Ibid.*, p 309-311

⁵ Morin reconnaît avoir été inactif depuis plus de 10 ans au début des années 1960, CRCCF, fonds Ordre Jacques-Cartier, C3/25/9, Rapport de l'organisateur général no 15, subdivision du C.R. de Montréal, 21 juin 1961, p. 2.

⁶ Selon Raymond Liberté, entre 1955 et 1962, les effectifs de l'Ordre, qui jusqu'alors avaient toujours augmenté, diminuent de près de 500 membres. Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 118.

3.1.1 Le Comité métropolitain de Montréal

Bien que jouant un rôle central dans les dernières années de l'Ordre, le Comité métropolitain de Montréal (CMM) a très peu été abordé par les historiens⁷. Le Conseil a pour but d'encadrer les huit Conseils régionaux de l'Ordre présents sur l'île de Montréal, auxquels seront ultérieurement ajoutés les deux CR de l'Île Jésus. Le CMM est une structure très importante au sein de la Patente, entre autre, à cause de l'importance de ses effectifs montréalais, qui représentent plus de 28% du total national⁸. En août 1963, Morin est invité par la direction centrale de l'Ordre, la CX (la Chancellerie), à siéger sur l'exécutif du CMM⁹. Deux mois à peine après avoir été nommé à ce poste, Rosaire Morin, constatant que la métropole n'a qu'un seul chancelier la représentant activement¹⁰, réclame une meilleure représentation de Montréal au sein de l'Ordre, expliquant que la ville est « le cerveau, l'âme, la conscience, la force et le rayonnement du Canada français [...] L'O. à Montréal n'est pas une patente au service de Montréal, mais bien une patente au service de l'O. et du Canada français.¹¹ » Morin fait du Comité métropolitain le fer de lance de sa tentative d'amener l'Ordre à changer, à se recentrer sur le Québec. En effet, le Québec, bien que comptant 78% des effectifs de la société secrète n'a que 55% des chanceliers, alors que l'Ontario, avec 16% des effectifs, est représenté par 42% des chanceliers¹². Cet état de fait amène Morin à critiquer le poids des minorités francophones hors-Québec au sein de la Patente, ces dernières occupant beaucoup de ressources au dépend du Québec. Dans cette optique, Morin affirme qu'au « moment où nos cadres s'effritent dans le Québec, alors que nous accusons un déficit de \$32,000 par année, devons-nous abandonner la proie pour l'ombre? Le rayonnement de l'O. au Québec n'est-il pas la sauvegarde même des minorités? Un Québec fort permet de

⁷ Par exemple, Raymond Laliberté n'y consacre que quelques pages. Gratien Allaire parle de « Rosaire Morin et le groupe montréalais » sans nommer et expliquer le rôle central du CMM tandis que Marcel Martel ne fait que citer le Conseil sans expliquer son historique et sa raison d'être.

⁸ Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 96.

⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E205, Lettre d'un membre de l'Ordre à Rosaire Morin, 7 août 1963. Par respect pour les renseignements personnels, nous ne citons pas les noms de personne dont l'appartenance à l'Ordre-de-Jacques-Cartier n'a pas été révélée.

¹⁰ Ce chancelier étant Rosaire Morin, qui avait été nommé en 1962. ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, MG 28 I98, vol. 24, Liste des chanceliers élus pour un mandat de 3 ans, 25 octobre 1963.

¹¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,123, Lettre de Rosaire Morin à un membre de l'Ordre, 31 octobre 1963.

¹² Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 96.

renforcer les minorités.¹³ » Cette volonté de Morin et du CMM d'obtenir plus d'autonomie par rapport à la CX ne sera pas sans créer des frictions. Par exemple, Ottawa rappelle le Comité à l'ordre quand celui-ci tente de mettre en place une nouvelle procédure de recrutement sans son autorisation¹⁴ ou encore lorsque Montréal affirme dans une circulaire que l'Ordre prendra prochainement position sur le séparatisme alors que la CX a déjà rejeté cette option¹⁵. C'est cependant la décision du Comité métropolitain de publier une revue, *Directives*, qui crée le plus de tensions entre Ottawa et Montréal.

La mise en place de *Directives* est née de la volonté de doter les CR montréalais d'un bulletin leur permettant de rejoindre leurs membres¹⁶. Très vite, la revue du CMM entre en compétition avec *L'Emerillon*, la publication officielle de la CX, et s'attire les critiques d'Ottawa, pour des raisons financières mais aussi idéologiques, la publication du Comité métropolitain n'adoptant pas nécessairement toutes les positions de la direction de l'Ordre. La CX étudie la question et critique l'initiative du CMM. Ainsi, un comité spécial mandaté par le directeur des finances s'en prend à *Directives*, affirmant que celle-ci entre directement en conflit avec la revue de la CX en ce qui concerne les ventes des annonces publicitaires, sources de revenus non négligeables¹⁷. Ce comité spécial suggère de fondre *Directives* dans *L'Emerillon*. Cela provoque une levée de boucliers au sein du Comité métropolitain, les membres craignant que la liberté de pensée dont jouit leur revue ne soit limitée si celle-ci est incorporée dans la publication de la CX¹⁸. Rosaire Morin propose alors un compromis, *Directives* sera insérée au centre de *L'Emerillon* à condition qu'elle soit bien identifiée et

¹³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,82, Communiqué à l'assemblée annuelle de la CX par Rosaire Morin, 20 octobre 1963.

¹⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,203, Lettre de la chancellerie à Rosaire Morin, 16 décembre 1963.

¹⁵ ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, MG 28 I98, vol. 6, no 7, dossier «Procès-verbal», Procès-verbal de la chancellerie d'Ottawa, 12 août 1963, p. 3.

¹⁶ CRCCF, fonds Ordre Jacques-Cartier, C3/23/17, Procès-verbal du Comité métropolitain, 3 mars 1963, p. 3.

¹⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,120, Rapport de la réunion du comité spécial de *L'Emerillon* convoquée par le directeur des finances, 18 décembre 1963.

¹⁸ C'est ce que Morin dit au Conseil en avril 1964. CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E14, Commentaire à propos de l'avis de motion préparé par Morin présenté par le directeur de l'Orientation, 1965, p. 8.

qu'elle ne soit pas entremêlée d'annonces¹⁹. La CX, après avoir affirmé en juin 1964 qu'il n'y avait de la place pour qu'une seule revue au sein de la Patente²⁰, semble revenir sur ses positions et accepte le compromis. La revue *Directives* est finalement glissée dans les publications de septembre et d'octobre 1964 de *L'Emerillon*. Cependant, malgré l'engagement de la CX, *Directives* n'est pas identifiée comme telle²¹. Cela ne fait qu'exacerber les tensions, déjà très forte, qui existent alors entre Montréal et Ottawa, le point de rupture approche.

La volonté de Morin d'obtenir plus d'autonomie pour le Comité métropolitain de Montréal et pour sa publication s'inscrit dans une optique devant permettre à l'Ordre de Jacques-Cartier de se recentrer sur le Québec tout en permettant à la société secrète d'attirer davantage de membres, dont le nombre diminue de manière radicale²². Cependant, cela ne se fait pas sans opposition. Ainsi, au Québec même, des voix s'élèvent contre ce que certains considèrent comme une tentative de la part de Rosaire Morin et de Montréal d'étendre leur hégémonie sur toute la section québécoise de la Patente (le Conseil provincial du Québec, le CPQ). Par exemple, un membre de Saint-Jean écrit que « les gars sont surpris, pour ne pas dire scandalisés, par l'attitude du C.P.Q., et ils ont l'impression que le C.P.Q. est en fait le haut-parleur de Montréal.²³ » Morin doit à l'occasion défendre ses actions. À un membre de Chicoutimi, il affirme comprendre l'inquiétude des régions, tout en expliquant que Montréal ne souhaite pas imposer sa volonté au CPQ, les membres du conseil provincial étant simplement proportionnels au nombre de membres des différentes régions²⁴.

Ce sont cependant les minorités francophones qui ont le plus à perdre face aux prétentions de Rosaire Morin. Effectivement, elles peuvent compter sur une très forte présence dans la haute direction de l'Ordre. Elles sont donc en mesure d'exercer une grande

¹⁹ ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, Mg28 198 vol. 6, 982 ième réunion, Procès-verbal du comité d'orientation, 11 juillet 1964, p. 8.

²⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,192, *Emerillon* et *Directives* critique envers la CX, 1964.

²¹ *Ibid.*

²² Selon Raymond Laliberté, les effectifs de l'Ordre poursuivent leur déclin et diminuent de plus de la moitié entre 1961 et 1964. Raymond Laliberté, *op. cit.*, p. 118.

²³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,56, Lettre d'un membre de Saint-Jean à son responsable de CR, 7 septembre 1964.

²⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,56, Lettre de Rosaire Morin à un membre de l'Ordre, 26 juin 1964.

influence sur la destinée du mouvement, influence qui est menacée par le CMM. Pour Morin, le Comité et sa publication constituent les structures et les outils nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle doctrine pour l'Ordre. Cette doctrine, en partie inspirée du discours néo-nationaliste qui commence à faire de plus en plus d'adeptes à l'orée de la Révolution tranquille, fait une grande place à l'étatisme tout en étant centrée principalement sur le Québec. La volonté de changement idéologique au sein de la Patente trouve son expression dans le *Manifeste, éléments d'une doctrine nationale pour les temps nouveaux*.

3.1.2 Le *Manifeste*

Le *Manifeste* résulte de la volonté de doter l'Ordre d'un programme dynamique susceptible d'attirer de nouveaux membres et de revitaliser le mouvement. Le texte marque une rupture par rapport aux positions plus traditionnelles défendues par l'Ordre antérieurement. Le *Manifeste* est écrit par Jean-Marc Léger à la demande du CMM, et est présenté une première fois le 28 février 1964²⁵. Bien qu'il n'ait pas été rédigé par Morin, ce dernier n'en approuve pas moins la teneur. Effectivement, il est l'âme dirigeante du Comité qui a commandé le *Manifeste* et surtout, il s'en fera le plus important promoteur et défenseur. Le *Manifeste* est publié en mars 1964 dans *Directives*²⁶. Le texte constate d'abord l'existence de la nation canadienne-française qui ne disposerait cependant pas des instruments indispensables à son progrès²⁷. Le document considère que le Québec a «pour la nation canadienne-française valeur de patrie; lui seul a vocation d'État national des Canadiens français.²⁸» Le texte préconise une autonomie intérieure complète pour chacun des deux États nationaux. Puis, constatant l'infériorité économique des francophones, le *Manifeste*, fait la promotion de l'étatisme, affirme que seule une action énergique menée par l'État québécois peut assurer l'émancipation économique de la nation²⁹. Pour cela, le Québec doit obtenir plus de pouvoirs économiques, notamment en matière d'impôts. Concernant la

²⁵ ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, Mg28 198 vol. 6 976 ième réunion, Procès-verbal Conseil de la CX, 21 février 1964, p. 12.

²⁶ « Manifeste », *Directives*, vol 1, no 12, mars 1964, 20 p.

²⁷ *Ibid.*, p. 3.

²⁸ *Ibid.*, p. 4.

²⁹ *Ibid.*, p. 7.

question religieuse, le *Manifeste* affirme, sans trop insister, l'importance de la foi chrétienne pour la nation.

Le texte affirme que le français doit devenir la seule langue officielle du Québec et qu'il doit être valorisé de manière à permettre l'épanouissement culturel de la nation³⁰. Il reconnaît aussi l'importance des francophones hors-Québec et le danger de l'assimilation qui les guette. Le Québec doit donc mettre en œuvre une politique active pour aider les minorités, en adoptant une législation facilitant le «retour» au Québec des minorités françaises et en faisant pression sur les provinces anglophones pour qu'elles accordent à leurs minorités les mêmes droits dont jouissent les Anglo-Québécois³¹. Le *Manifeste* adopte une perspective centrée sur le Québec. Celui-ci est considéré comme le véritable État national des Canadiens-français, les minorités étant même invitées à «revenir» au Québec. La définition de la nation n'en demeure pas moins ethnique. Prenant une position très étatiste, distincte de l'idéologie nationaliste antérieure, le *Manifeste* fait de l'État un instrument d'émancipation économique, sociale et nationale des francophones.

À plusieurs reprises, Rosaire Morin exprime une opinion semblable à celle du *Manifeste*. Ainsi, sans nier l'importance des minorités françaises, il affirme que la majorité des Canadiens français vivent au Québec, là où se situe le centre de la vie politique, économique et sociale du Canada français³². Utilisant le discours néo-nationaliste qui fait la promotion de l'étatisme³³, Morin voit dans l'État le principal instrument d'émancipation des francophones³⁴. Marquant une rupture avec le passé, il affirme même que «notre nationalisme a cessé d'avoir la figure de la résignation et de la conservation. Il a cessé de s'identifier au conservatisme économique et politique. Dans tous les pays aujourd'hui, y compris dans les grandes démocraties de tradition libérale en Occident, le rôle de l'État

³⁰ *Ibid.*, p. 10-12.

³¹ *Ibid.*, p. 16-17.

³² ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, Mg28 198 vol. 6 991 ième réunion, Procès-verbal Conseil de la CX, 12 février 1965, p. 8.

³³ Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, p. 124-127.

³⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,181, Allocution de Rosaire Morin prononcée au Congrès provincial à Ste-Rose de l'Ordre de Jacques-Cartier, 20 septembre 1962.

croît.³⁵ » Quant à la religion, Morin pense toujours que le catholicisme est important. Cependant, face au recul du fait religieux, il semble quelque peu décontenancé. Il écrit : « la caractéristique catholique du passé de notre peuple incarne l'un de ces sujets de discussion où il nous sera peut-être le plus difficile de réaliser l'unité. Les partisans de la déconfessionnalisation sont fort nombreux et bruyants.³⁶ »

Désirant que le *Manifeste* fasse l'unanimité et soit représentatif de la population autant que possible, Rosaire Morin entreprend une série de consultations auprès des membres de l'Ordre. Cela en admettant que la Patente doit faire preuve d'un esprit plus démocratique, que le « paternalisme [de l'Ordre] qui possédait jadis le dépôt sacré des vérités éternelles ne peut plus à mon sens conduire les masses populaires et orienter véritablement le Canada français.³⁷ » Reconnaissant que le texte néglige le volet rural, il écrit à des membres de la Patente en région pour avoir leurs opinions et leurs remarques³⁸. Morin demande aussi l'aide de personnalités extérieures à l'Ordre de Jacques-Cartier, en les sollicitant pour qu'ils émettent des commentaires sur le *Manifeste*. Ainsi, il écrit à Jacques Parizeau, Claude Ryan, Jean Duceppe, Mgr Gosselin, Richard Arès, Michel Brunet, Pierre Laporte et André Laurendeau³⁹. Nous avons été en mesure de retracer les réponses de Richard Arès et de Michel Brunet, qui ont envoyé une copie annotée du texte à Morin. Les mémoires et les lettres commentant le texte frôlent le nombre impressionnant de 400. La Chancellerie met donc sur pied un comité spécial pour les étudier⁴⁰. De plus, différentes commissions (constitutionnelle, langue et culture, priorités sociales, vie économique) sont chargées d'étudier certains aspects particuliers du *Manifeste* et y apportent des modifications mineures. Au Québec, le texte est généralement bien reçu. Par exemple, un membre de l'Annonciation, après avoir consulté huit personnes, explique que mis à part quelques points, le *Manifeste* est

³⁵ *Ibid.*

³⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,206, Lettre de Rosaire Morin à un membre de l'Ordre, 7 juillet 1964.

³⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,205, Lettre de Rosaire Morin à la Chancellerie, 23 juin 1964.

³⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,56, Lettres de Rosaire Morin à des membres de l'Ordre, 11 juin 1964.

³⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,15, Correspondances relatives au manifeste, 11 mars 1964 – 3 février 1965.

⁴⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,205, Lettre de la Chancellerie à Rosaire Morin, 5 novembre 1964.

très bien accepté⁴¹. L'appui de la cellule d'Iberville est encore plus clair, son secrétaire déclarant « Soyez assuré de notre support à 100%⁴² ». Certains trouvent cependant que le Manifeste ne va pas assez loin. Par exemple, dans son rapport, la Commission Vie étudiante recommande à Morin que le texte aille dans le sens de l'indépendance du Québec⁴³. À la suite de tous les commentaires reçus, le *Manifeste* est légèrement remanié à l'automne 1964. Les aspects religieux et ruraux de la nation sont mis de l'avant tandis que l'engagement d'un soutien financier au réseau scolaire des groupes minoritaires est inclus⁴⁴. Quoiqu'il en soit, Morin n'a pas de difficulté à faire adopter le Manifeste par le CPQ. Ainsi, les délégués québécois réunis en congrès l'adoptent à la quasi-unanimité après son étude en six commissions⁴⁵. Cependant, dans les autres sections provinciales, l'accueil du texte est beaucoup plus mitigé.

Le *Manifeste* est soumis aux autres sections de l'Ordre ; les conseils provinciaux reçoivent le texte pour étude⁴⁶. Les sources contiennent essentiellement des documents portant sur les réactions de la section ontarienne de l'Ordre, celle-ci étant la plus importante et la plus influente. Dans la région d'Ottawa, région qui a vu naître la Patente, l'opposition au document est cependant la plus vive : les remarques sur les minorités françaises contenues dans le texte sont très mal reçues. Le fait que le texte soit centré sur le Québec accroît l'opposition. À cet effet, un chancelier d'Ottawa déclare qu'« il faut penser au Canada français non pas limité au Québec mais diffusé d'un océan à l'autre.⁴⁷ » Pour les francophones hors-Québec, le *Manifeste* ne passe tout simplement pas. En effet, il est très difficile pour eux d'approuver un texte qui considère le Québec comme la patrie du Canada

⁴¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,56, Lettre d'un membre de l'Ordre à Rosaire Morin, 29 juin 1964.

⁴² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,56, Lettre du secrétaire de la cellule d'Iberville à Rosaire Morin, 29 juin 1964.

⁴³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,128, Rapport du Comité Vie étudiante, s.d.

⁴⁴ CRCCF, fonds Jean-Louis Allard, P229/1/2, Éléments d'une doctrine nationale pour les temps nouveaux, texte révisé, 28 septembre 1964 cité par Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, p. 147-148.

⁴⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,13, Avis de motion pour la prochaine assemblée de la Chancellerie, 25 janvier 1965.

⁴⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,205, Lettre d'un membre de l'Ordre à Rosaire Morin, 18 juin 1964.

⁴⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,119, Rapport d'une réunion de tous les chanceliers de la région d'Ottawa du Sous-comité de l'Orientation d'Ottawa, 17 mars 1964.

français minimisant, par le fait même, l'importance des minorités. Rosaire Morin, conscient de la situation, tente donc de trouver un terrain d'entente. Il propose d'organiser une réunion spéciale à laquelle chaque conseil provincial déléguerait deux membres. Quelque peu sceptique quant aux chances d'entente, Morin explique que cette réunion s'efforcerait « de dialoguer sur la petite possibilité d'un texte commun qui aurait quelques significations, sans toutefois vouloir limiter l'expression de la pensée du Québec à ce dénominateur commun accepté pour l'ensemble de l'O.⁴⁸ » Cela ne semble pas convaincre la section ontarienne de l'Ordre, le Conseil provincial de l'Ontario. Quelques mois après la proposition de Morin, elle critique vivement le texte, affirmant que le *Manifeste* n'étudie que l'aspect québécois et que le contexte ontarien semble être ignoré⁴⁹. Une ultime tentative d'arriver à un accord est faite. La CX essaie d'organiser les 17 et 18 octobre 1964 une rencontre interprovinciale pour tenter d'établir un consensus⁵⁰. Cependant, les discussions ne mènent nulle part, les intérêts du Québec étant devenus trop divergents de ceux des francophones hors-Québec. Pour ceux-ci, le *Manifeste* ne peut être accepté alors que pour le CPQ, le texte doit impérativement l'être.

Depuis le début de la décennie 1960, l'Ordre est en perte de vitesse. Incapable de conserver ses membres et d'en recruter de nouveaux, il est devenu l'ombre de ce qu'il avait jadis été. Comme d'autres organisations nationalistes, telle la Ligue d'action nationale⁵¹, la Patente est le théâtre d'un affrontement entre les traditionalistes et les néo-nationalistes. Cependant, à la différence de la Ligue, la présence d'une forte proportion de francophones hors-Québec dans l'Ordre de Jacques-Cartier exacerbe les tensions. Ceux-ci, de peur d'être marginalisés, n'acceptent pas la nouvelle orientation que Morin souhaite donner à la Patente. Les minorités francophones commencent à craindre de voir une organisation, qui a jusqu'alors défendu une pensée proche de la leur, changer d'orientation. Le 12 février 1965, un conseil de la CX, auquel participe Rosaire Morin, est particulièrement houleux. Au cours de la discussion, Morin, défend une dernière fois sa position, expliquant que sans nier

⁴⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,205, Lettre de Rosaire Morin à Pierre Gravelle, 25 juin 1964.

⁴⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,50, Commentaire du C.P.O (Ontario) à propos du manifeste, reçu le 14 octobre 1964.

⁵⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,56, Lettre d'un membre de l'Ordre à Rosaire Morin, 5 octobre 1964.

⁵¹ Voir Pascale Ryan, *Penser la nation La Ligue d'action nationale 1917- 1960*, Montréal, Leméac, 2006, 322 p.

l'importance des minorités, il faut reconnaître que la majorité des Canadiens français vivent au Québec et, qu'en conséquence, le Québec doit avoir une réelle possibilité de s'exprimer au sein de l'Ordre⁵². Rien n'y fait, à la fin de la réunion, une motion appuyant la dissolution de la Patente est approuvée et acceptée par la majorité des chanceliers. Un communiqué, adressé aux responsables des CX annonçant la dissolution de l'organisation, affirme que « la cause profonde de la dissolution des C.O.J.C. [Commandeur de l'Ordre de Jacques-Cartier] provient d'une divergence d'opinions entre les partisans de l'optique canadienne et ceux de l'optique plus strictement provinciale.⁵³ » L'organisation se scinde en sections : Maritimes, Ontario, Ouest. Au Québec, deux organisations prennent la relève, souhaitant perpétuer l'Ordre de Jacques-Cartier, la Renaissance nationale du Québec et surtout, l'Ordre de Jean-Talon.

3.2 L'Ordre de Jean-Talon

L'Ordre de Jean-Talon, dont l'histoire complète reste à écrire, est né d'une scission au sein de l'ex-CPQ quelques mois à peine après la fin de la Patente. Sur les 28 anciens chanceliers du Québec, 25 rejoignent l'Ordre de Jean-Talon tandis que les trois autres fondent une organisation rivale, plus traditionaliste et toujours fidèle à la Patente, la Renaissance nationale du Québec⁵⁴. L'Ordre de Jean-Talon est d'abord et avant tout une organisation québécoise même si l'association s'intéresse occasionnellement aux francophones hors-Québec. Ses lettres patentes provinciales restent vagues sur ses véritables objectifs, stipulant que l'organisation veut « procurer des services charitables à des personnes de langue française dans le besoin, établir des centres d'éducation au bénéfice de personnes de langue française, amasser toutes sortes d'objets jetés au rebut, les réparer, transformer, donner ou vendre à prix modique à des nécessiteux.⁵⁵ » Dès la fondation de l'organisation, Rosaire Morin en devient le président. Il a donc les coudées franches pour inculquer à l'Ordre

⁵² ANC, fonds Ordre de Jacques-Cartier, Mg28 I98 vol. 6 991 ième réunion, Procès-verbal Conseil de la CX, 12 février 1965, p. 8.

⁵³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,199, Lettre de la CX aux membres des Conseils provinciaux, membres des Conseils régionaux, président et secrétaires des XC et aux membres isolés, 3 mars 1965.

⁵⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,220, Lettre du secrétaire de l'Ordre de Jean-Talon à un ancien membre de la Patente, 20 janvier 1966.

⁵⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,210, Lettres patentes de l'Ordre de Jean-Talon, 30 avril 1965.

de Jean-Talon l'orientation qu'il aurait souhaité donner à la Patente. Ainsi, tout en étant discret sur ses activités et ses membres, l'Ordre de Jean-Talon ne cultive pas le secret comme son prédécesseur⁵⁶. Morin donne à l'organisation des positions plus ouvertes pour le recrutement. Il n'hésite pas à donner son accord pour faire admettre des ouvriers dans les rangs de l'organisation⁵⁷, rompant, jusqu'à un certain point, avec l'élitisme de la Patente. Cependant, il utilise aussi ses relations avec les anciens de la Patente pour obtenir la liste de membres et les solliciter⁵⁸. L'opposition des francophones hors-Québec ayant disparu, le *Manifeste* est adopté sans opposition comme document de travail de l'Ordre dès sa fondation⁵⁹. L'organisation se dote aussi d'une revue pour rejoindre ses membres, *Idées en marche*⁶⁰.

L'Ordre de Jean-Talon n'ayant pas connu une longue existence, le nombre de documents s'y rapportant est restreint. Il est cependant possible de se faire une idée des positions défendues par Rosaire Morin en tant que président de l'organisation. L'importance du catholicisme et du clergé ne semble pas avoir disparu. Ainsi, Morin écrit aux différents évêques du Québec pour les aviser de l'existence de l'Ordre, expliquer ses objectifs et demander la bénédiction cléricale, bénédiction qu'il obtient⁶¹. À l'occasion, Morin utilise son organisation pour défendre des positions plus conservatrices dans un contexte de libéralisation des mœurs. Par exemple, apprenant que le Barreau du Québec souhaite discuter de l'élargissement de la législation sur l'avortement, Morin écrit à un avocat, membre de l'Ordre, pour lui demander de réfuter les arguments des partisans de l'interruption de grossesse comme mesure de régulation des naissances⁶². Morin s'inquiète aussi de la montée

⁵⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,217, Lettre du secrétaire de l'Ordre à un futur adhérent, 14 octobre 1965.

⁵⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,223, Lettre de Rosaire Morin à un membre de l'Ordre de Jean-Talon, 15 octobre 1965.

⁵⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,223, Lettres de Rosaire Morin à d'anciens membres de l'Ordre de Jacques-Cartier, 30 mars 1965.

⁵⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,210, Bilan de l'Ordre de Jean-Talon, s.d., p. 1.

⁶⁰ *Ibid*, p. 6.

⁶¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Lettres de Mgr Labrie, Routhier, Tessier, Coderre, à Rosaire Morin, 21 mars, 22 mars, 23 mars, 26 mars 1966.

⁶² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Lettre de Rosaire Morin à un membre de l'Ordre de Jean-Talon, 18 avril 1966.

de l'athéisme chez les jeunes et du neutralisme de la majorité des associations⁶³. Il s'oppose à ce qu'il considère comme des débordements. Il déplore l'augmentation du nombre de grèves et les attentats du FLQ, qualifiés de «OAS québécoise»⁶⁴.

En ce qui concerne les francophones hors-Québec, le président de l'Ordre de Jean-Talon ne les néglige pas. Ainsi, l'organisation, grâce à ses contacts, fait parvenir gratuitement à près de 100 membres influents de la communauté franco-manitobaine *Le Devoir* et *L'Action nationale*⁶⁵. Dans une lettre au directeur du journal *L'Alouette*, le seul journal francophone de Toronto, Morin exprime de manière quelque peu maladroite, voire brutale, sa position par rapport aux Franco-Ontariens, et par extension, aux francophones hors-Québec. Il affirme « que nos Franco-Ontariens devraient contribuer davantage à la grandeur du Québec, alors que la majorité des nôtres établie hors des frontières travaille dans la réalité contre le Québec.⁶⁶ » Pour employer le vocabulaire du *Manifeste*, Rosaire Morin considère donc le Québec comme étant «l'État nation des Canadiens français». Ce faisant, il adopte une partie de la rhétorique néonationalisme⁶⁷.

L'existence de l'Ordre de Jean-Talon sera éphémère, il disparaît en 1967, deux ans après sa fondation. Au niveau financier, tout semble bien aller⁶⁸ mais le recrutement fonctionne beaucoup moins bien. L'affirmation du secrétaire de l'organisation à l'effet que 85% des anciens membres québécois de la Patente aient rejoint la nouvelle organisation semble douteuse⁶⁹. Effectivement, beaucoup de personnes sollicitées pour devenir membre de l'Ordre de Jean-Talon refusent en invoquant différentes raisons⁷⁰. Quelques hypothèses peuvent être avancées. Une certaine rancœur contre Rosaire Morin, considéré par certains

⁶³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E2,10, Bilan de l'Ordre de Jean Talon, s.d. , p. 2.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 4-5. Morin fait référence à l'Organisation armée secrète, un groupe terroriste pied-noirs opposé à l'indépendance de l'Algérie.

⁶⁵ *Ibid.*, s.d., p. 6.

⁶⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,223, Lettre de Rosaire Morin à Marc Foisy, 29 septembre 1965.

⁶⁷ Louis Balthazar, *op cit.*, p. 131-133.

⁶⁸ Pour l'année 1966, Morin parle d'un surplus de près de 8 000\$. CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E21,0, Bilan de l'Ordre de Jean Talon, s.d. , p. 3.

⁶⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,220, Lettre du secrétaire de l'Ordre à un membre, 20 janvier 1966.

⁷⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E219, Lettres du secrétaire de l'Ordre de Jean-Talon à d'anciens membres de l'Ordre de Jacques-Cartier, 1-27 décembre 1965.

comme responsable de la dissolution de la Patente, pourrait subsister. La rivalité avec la Renaissance nationale du Québec, organisation elle aussi née de la dissolution de la Patente et qui en conserve le traditionalisme, nuirait aussi au recrutement, les anciens de l'Ordre de Jacques-Cartier ne sachant pas où se ranger. Finalement, les temps ont changé. Dans le contexte de la Révolution tranquille, une organisation comme l'Ordre de Jean-Talon, qui conserve toujours un certain caractère secret, ferait figure d'anachronisme et, idéologiquement, elle est beaucoup moins attirante. Cependant, avant la disparition de l'Ordre, Morin a eu l'occasion de l'utiliser pour prendre position sur un enjeu de société, l'immigration.

3.3 La question de l'immigration

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique a désigné l'immigration comme étant de juridiction conjointe, fédérale et provinciale. Cependant, avant le milieu des années 1960, malgré les pressions de certains nationalistes, le Québec n'a pas cherché à exercer sa juridiction. Avec la baisse de la natalité chez les Franco-Québécois au début de la décennie 1960, la question de l'immigration prend une autre dimension. Effectivement, les nouveaux arrivants sont, dans leur grande majorité, assimilés à la minorité anglo-québécoise. Par exemple, entre 94% et 96% des nouveaux arrivants de Montréal envoient leurs enfants à l'école anglaise⁷¹. À terme, ce phénomène risque donc d'amener les francophones à devenir minoritaires au Québec même. Cette situation interpelle Rosaire Morin. Ainsi, en 1964, alors qu'il est chancelier de l'Ordre de Jacques-Cartier, il envoie, par le truchement de la société secrète, des mots d'ordres aux membres⁷². Dans ceux-ci, il explique la nécessité pour le Québec de se doter d'une politique migratoire et prie les membres de faire pression sur les pouvoirs publics et les journalistes pour que le gouvernement adopte une politique relative à ce phénomène. En 1965, le gouvernement québécois crée un Service de l'immigration, qui

⁷¹ Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*, Montréal, Boréal, 1996, p. 280.

⁷² AUdeM, fonds Ordre Jacques-Cartier, P61/A,62, Communication du service de l'Orientation aux membres, 14 juillet 1964.

relève d'abord du ministère des Affaires culturelles puis du Secrétariat de la province⁷³. Ce Service possède peu de moyens, d'autonomie et de pouvoirs. Cela incite Morin à publier en 1966 un ouvrage, *L'immigration au Canada*⁷⁴, pour faire la promotion d'un véritable ministère de l'immigration.

3.3.1 *L'immigration au Canada*

Dans son ouvrage, Rosaire Morin fait d'abord l'historique de l'immigration. Ainsi, les premiers immigrants arrivés après la Conquête étaient des loyalistes, qui selon l'auteur, étaient anti-catholiques, anti-français et profondément impérialistes⁷⁵. À la suite des guerres napoléoniennes, le flux d'immigrants britanniques et irlandais augmenta encore plus. Morin poursuit son historique et démontre que lord Durham voyait dans l'immigration un moyen de submerger, et à terme, d'assimiler, les francophones. Cette vision des choses aurait peu changé par la suite, les différents promoteurs de l'immigration, le Dr Thomas Rolph, le colonel Laurie et Clifford Sifton y voyant tous un moyen de réduire le poids démographique des Canadiens français. Rosaire Morin montre que depuis la Confédération, le poids démographique du Québec n'a cessé de décroître, passant de 32% de la population totale en 1871 à 28,8% en 1961, la province connaissant même un déficit migratoire de 12 259 personnes entre 1941 et 1951. De plus, le Québec peine à accueillir les immigrants, en obtenant seulement 13,4% en 1961⁷⁶. Pour ceux qui s'établissent au Québec, la force d'attraction de l'anglais est très puissante. Par exemple, 49% de ceux-ci ne parlent qu'anglais. Concernant les pays d'origine des immigrants, Morin constate que la France occupe une place marginale par rapport à la Grande-Bretagne, qui arrive loin devant, suivie de l'Italie et de l'Allemagne, réduisant ainsi les possibilités que les nouveaux arrivants soient intégrés au groupe francophone. Pour Morin, la présence d'une si forte immigration britannique suppose la préméditation, « il s'agit d'un complot organisé pour "noyer" les

⁷³ Paul-André Linteau et al, *Histoire du Québec contemporain. Tome II Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 581.

⁷⁴ Rosaire Morin, *L'immigration au Canada*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1966, 172 p.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 2.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 37.

Français. En terme de politiciens, nous sommes devant des combines et du tripotage.⁷⁷ » Bien qu'en partie avantagée par la venue d'Irlandais, la religion catholique risque, à long terme, de voir son importance diminuer, les nouveaux arrivants étant désormais majoritairement non catholiques. Selon l'auteur, « l'absence d'un contrôle sur les confessions religieuses des nouveaux arrivés aboutit à l'édification de la Cité païenne.⁷⁸ » De même, Morin affirme que beaucoup d'immigrants n'ont pas de formation pour le travail, formant ainsi une main d'œuvre non spécialisée, ils bousculent le marché du travail canadien, occasionnant plus de déboursés que de gains⁷⁹. Finalement, Morin tente de montrer le caractère inefficace de la politique d'immigration canadienne. Ainsi, pendant certaines périodes, la population du pays, malgré l'immigration, a augmenté à un rythme inférieur à l'accroissement naturel⁸⁰. Pour l'auteur, cela s'explique, entre autre, par le fait que « trop d'immigrants utilisent le Canada comme une antichambre d'admission aux États-Unis.⁸¹ »

Morin considère que le Québec doit remplir un rôle particulier, celui de « bâtir un milieu culturel rayonnant, de créer une vie sociale chrétienne et d'organiser une réalité française en terre d'Amérique.⁸² » Après avoir constaté la chute du taux de natalité, il affirme que près d'un million de citoyens nés au Québec sont dispersés à travers le monde, principalement aux États-Unis⁸³. Ces deux phénomènes, baisse de la natalité et émigration, risquent de modifier la composition de la population. Par exemple, Morin démontre, chiffres à l'appui, que les immigrants ne sont qu'à 50% catholiques et à 49,3% unilingues anglais. La situation est particulièrement alarmante à Montréal, que Rosaire Morin qualifie de la « plus grande ville française de langue anglaise⁸⁴ ». Dans la métropole, neuf immigrants sur dix rejoignent l'élément anglophone, Montréal risque donc de devenir une ville complètement anglophone.

Dans son ouvrage, Morin étudie ensuite le fonctionnement du ministère fédéral de l'immigration et affirme qu'aucun francophone n'aurait d'influence à la direction de ce

⁷⁷ *Ibid.*, p. 55.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 40.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 64.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 18.

⁸¹ *Ibid.*, p. 21.

⁸² *Ibid.*, p. 67.

⁸³ *Ibid.*, p. 71.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 79.

ministère⁸⁵. Cela expliquerait en partie pourquoi le ministère n'a qu'un bureau et 27 employés en France comparativement à six bureaux et 99 employés en Grande-Bretagne, même si les deux pays ont une population presque identique. D'après Morin, les fonctionnaires du ministère sont incapables de présenter aux étrangers le véritable aspect du Québec et du Canada français, ils «oublient» de mentionner le caractère binational du pays⁸⁶. De plus, l'accueil des immigrants se ferait exclusivement en anglais et ceux qui choisissent le Québec se feraient dire que l'apprentissage du français n'est pas nécessaire pour s'y établir. Ceci fait dire à l'auteur que l'immigration est encore utilisée pour noyer l'élément français et permettre une complète anglicisation du pays.

Morin constate finalement qu'entre 1851 et 1965, 9 217 165 personnes ont immigré au pays tandis que 6 602 724 Canadiens ont émigré⁸⁷. Bien entendu les États-Unis accueillent la plus forte proportion de Canadiens, dont beaucoup de francophones. Chaque année, le bilan migratoire est toujours faible, étant positif d'à peine 13 000 personnes, ce qui selon Morin est dérisoire par rapport à l'argent investi dans le ministère de l'immigration. L'auteur parle même de la faillite de la politique canadienne de peuplement. La politique migratoire devrait donc être revue et repensée de manière à répondre pleinement aux besoins démographiques du pays.

L'auteur termine son plaidoyer en soumettant un programme au gouvernement québécois pour assurer la pérennité du fait français en Amérique. Un ministère de l'immigration, possédant des moyens financiers considérables, doit être créé⁸⁸. Ce dernier doit concentrer son action en France, mais aussi en Belgique, en Suisse, en Afrique francophone et même dans les autres pays de culture latine. Une campagne de publicité doit être mise en place, pour informer les immigrants potentiels sur le Québec et ses conditions de vie. Rosaire Morin avance même l'idée de faciliter l'établissement au Québec des Canadiens français qui sont «aux États-Unis ou au Canada anglais dans des régions perdues à la vie

⁸⁵ *Ibid.*, p. 88.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 95.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 111.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 154.

française.⁸⁹ ». Parallèlement, le gouvernement doit encourager la natalité, tenter de réduire l'émigration tout en faisant du Québec un milieu véritablement français dans lequel les nouveaux arrivants seront intégrés au groupe francophone.

Dans *L'immigration au Canada*, Rosaire Morin s'exprime sur un sujet qu'il n'avait pas réellement abordé avant 1960. Ainsi, il s'intéresse à «l'autre», à l'immigrant. Il ne le rejette pas, l'immigration étant nécessaire pour contrebalancer la chute du taux de natalité. Par contre, il insiste sur l'importance que les nouveaux arrivants puissent être intégrés aux francophones. De plus, la question religieuse occupe encore une place importante chez Morin. Par exemple, à plusieurs occasions, il s'inquiète de la diminution du pourcentage d'immigrants catholiques. Il a aussi une vision très étatiste de la question, considérant que c'est l'État du Québec qui doit intervenir pour mettre en œuvre une politique officielle, pour ainsi permettre d'assurer la pérennité du fait français en Amérique. En somme, Morin adopte une position conforme à celle des milieux nationalistes qui commence à se détacher en partie de l'ethnocentrisme⁹⁰: l'immigration est nécessaire et acceptable, mais elle doit être orientée pour ne pas risquer de mettre en minorité les Franco-Québécois. En écrivant son ouvrage, Morin ne veut pas simplement constater les faits, il souhaite aussi alerter l'opinion publique et faire pression sur le gouvernement.

3.3.2 La campagne en faveur d'un ministère québécois de l'immigration

La sortie du livre de Morin, en avril 1966, obtient une certaine couverture médiatique. Dans un article, *La Presse* décrit en substance les problèmes soulevés et les solutions préconisées dans *L'immigration au Canada*⁹¹. Morin envoie son livre à plusieurs personnalités politiques influentes. Ainsi, les députés provinciaux Daniel Johnson, Claude Wagner, Pierre Laporte, Gérard D. Lévesque, Jean-Jacques Bertrand, de même que certains députés fédéraux dont Gilles Grégoire et Gérard Laprise reçoivent chacun un exemplaire de

⁸⁹ *Ibid.*, p. 155.

⁹⁰ Louis Balthazar, *op cit.*, p. 138.

⁹¹ « L'immigration est une méthode d'anglicisation – Rosaire Morin », *La Presse*, 14 avril 1966, p. 36.

l'ouvrage⁹². L'année 1966 étant une année électorale au Québec, Rosaire Morin en profite pour faire valoir son point de vue auprès des candidats. Il leur demande de signer une formule d'engagement, tout en mentionnant qu'il révélerait le nom de ceux l'ayant complétée⁹³. L'engagement demande aux signataires de prendre les mesures nécessaires pour assurer « le relèvement du taux de la natalité, la conservation au Québec de ses citoyens, l'existence d'un climat français dans la Métropole et la Province, l'intégration et l'assimilation des Néo-Québécois à la nation canadienne-française et le recrutement et la sélection d'immigrés francophones ou de culture latine.⁹⁴ » Cette formule est signée par plusieurs aspirants députés, dont André Leduc de l'Union Nationale et plusieurs candidats du Rassemblement pour l'indépendance nationale et du Ralliement national⁹⁵. Rosaire Morin cherche aussi des appuis auprès d'associations québécoises, suggérant de présenter une résolution ou un mémoire au gouvernement⁹⁶. Il a aussi convaincu la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal d'adopter une résolution préconisant la création d'un ministère québécois de l'immigration⁹⁷.

À la suite des élections qui permettent à l'Union Nationale de Daniel Johnson de prendre le pouvoir, Morin commence à craindre que la création d'un ministère de l'immigration ne soit envoyée aux calendes grecques. Par le truchement des journaux, il envoie une lettre ouverte aux premier ministre, ministres et députés pour leur demander de mettre en place un ministère de l'immigration⁹⁸. Dans cette lettre, Morin reprend l'essentiel de son argumentation contenue dans *L'immigration au Canada*. Tout au long des années 1966 et 1967, Morin poursuit son action. Par exemple, en février 1967, il prononce une conférence sur l'importance d'avoir un ministère de l'immigration québécois au Cercle social de l'Université de Montréal⁹⁹. Le gouvernement décide finalement de créer le ministère de

⁹² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Lettres de Roger Ouellet, Jean-Claude Duchesneau, Paul-Omer Lemieux, Viateur Bernard, Jean-Jacques Bertrand Gérard Laprise, Gilles Grégoire à Rosaire Morin, 13 avril-2 juin 1966.

⁹³ « Un auteur réclame que les candidats s'engagent sur l'immigration », *Le Devoir*, 5 mai 1966, p. 5.

⁹⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Formule d'engagement, 2 mai 1966.

⁹⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Formules d'engagement remplies, 1966.

⁹⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Lettres de Rosaire Morin à différentes associations, 11 juillet 1966.

⁹⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,17, Lettre de Gérard Turcotte à Rosaire Morin, 2 mai 1966.

⁹⁸ « À ceux qui nous gouvernent », *La Presse*, 14 juillet 1966, p. 4.

⁹⁹ « M. Rosaire Morin : Nous devons engager en 1967 la bataille de l'immigration », *La Presse*, 17 février 1967, p. 10.

l'Immigration du Québec en 1968. Deux ans après la parution de *L'Immigration au Canada*, l'objectif de Rosaire Morin est atteint.

3.4 Les États généraux du Canada français

Les changements sociaux intervenus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (accélération de l'urbanisation, baby-boom, consommation de masse) et surtout les changements politiques (avènement de l'État-providence sous l'égide du gouvernement fédéral, demande d'une plus grande autonomie pour le Québec, montée du néonationalisme) rendent pertinente l'organisation d'assises regroupant les principaux responsables de la nation canadienne-française pour faire le point et élaborer des projets d'avenir. L'idée d'organiser des États généraux circule dès le début des années 1960. Ainsi, en 1961, les sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario et du Québec organisent une rencontre conjointe et lancent l'idée d'une réunion des « corps intermédiaires de la nation »¹⁰⁰. L'année suivante, la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste constitue un comité provisoire chargé de préparer l'événement en établissant des contacts avec les différentes organisations regroupant des francophones, aussi bien au Québec qu'à l'extérieur, et en mettant de l'avant les sujets qui seront discutés¹⁰¹. L'Ordre de Jacques-Cartier, et plus tard l'Ordre de Jean-Talon¹⁰², sont ainsi appelés à s'impliquer dans l'organisation de l'événement. En janvier 1964, *La Presse* annonce que l'événement se déroulera durant l'année¹⁰³. Cependant, à cause de difficultés financières le projet est retardé, les assises préliminaires ne se déroulant qu'en 1966. Cette même année, Rosaire Morin, après avoir participé de manière indirecte à l'organisation de l'événement par le truchement de l'Ordre de Jean-Talon¹⁰⁴, devient membre du comité organisateur des États généraux.

¹⁰⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/ED,1, Historique des États généraux, 1964, p. 1.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/E,210, Bilan de l'Ordre de Jean Talon, s.d., p. 7.

¹⁰³ « Les États généraux du Canada français », *La Presse*, 2 janvier 1964, p. 4.

¹⁰⁴ « Les États généraux seraient reliés à la 'nouvelle Patente' », *La Presse*, 9 mars 1965, p. 23.

Les États généraux s'inscrivent en continuité avec les grands rassemblements francophones similaires qui avaient eu lieu, à Québec, en 1912, 1937 et 1952. Lors des États généraux, des délégués, nommés par des associations canadiennes-françaises ou élus par comtés, sont chargés de débattre des différents aspects de la nation (politique, social, économique) et de voter des résolutions exprimant le résultat de ces discussions. Après les préparatifs, trois assises ont lieu : les assises préliminaires de 1966, les assises de 1967 et les assises de 1969. Dans l'historiographie, les États généraux ont jusqu'à présent surtout été traités du point de vue des francophones hors-Québec, l'analyse de l'événement selon une perspective québécoise étant beaucoup plus rare¹⁰⁵.

3.4.1 Les assises préliminaires et les assises de 1967

À l'origine, Rosaire Morin exprime un certain scepticisme quant à la pertinence des États généraux. Ainsi, en 1965, il qualifie l'événement de « colossale initiative qui risque d'accoucher d'un rat de montagne »¹⁰⁶. L'année suivante, il commence véritablement à s'impliquer dans l'organisation en étant présent à l'Assemblée générale des États généraux pour le compte de la Ligue d'Action nationale¹⁰⁷. Preuve de l'existence précoce de certaines difficultés d'intégration des Canadiens français hors-Québec, lors de cette même réunion, il est proposé de modifier le nom des États généraux du Canada français pour les États généraux du Québec français, suggestion finalement rejetée. En 1966, Morin est nommé président de la commission technique. À cette fonction, il doit gérer et assurer la participation des groupes aux États généraux en plus de faire la promotion de l'événement¹⁰⁸.

Rosaire Morin supervise les élections et la sélection des délégués aux assises préliminaires. Ainsi, dans les 108 comtés du Québec, des élections ont lieu pour sélectionner des représentants. De plus, 374 associations québécoises délèguent en tout 476 personnes¹⁰⁹. Morin s'acquitte de cette tâche sans trop de difficulté. Cependant, il doit oeuvrer davantage

¹⁰⁵ *Supra.*, p. 15-21.

¹⁰⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,161, Lettre de Rosaire Morin à Gérald Turcotte, 5 mai 1965.

¹⁰⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,7, Rapport de l'Assemblée générale, 12 mars 1966.

¹⁰⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,7, Procès-verbal de l'Assemblée générale, 6 juin 1966.

¹⁰⁹ « 1,000 délégués aux assises préliminaires des États généraux », *La Presse*, 22 novembre 1966, p. 6.

pour amener les francophones hors-Québec à participer à l'événement. Certains souhaitent voir les minorités exclues des États généraux pour centrer entièrement l'attention sur le Québec, mais Morin ne semble pas défendre cette idée. À l'époque, l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO) est la principale représentante de la communauté franco-ontarienne, c'est donc à elle que Morin s'adresse pour inviter les francophones de cette province à participer aux États généraux¹¹⁰. Un problème irrite les minorités, elles ne peuvent pas voter sur tous les sujets. Ainsi, elles ne peuvent s'exprimer que sur « les questions relevant des rapports entre le Québec et les minorités canadiennes-françaises, ainsi qu'entre le Québec et les autres gouvernements du pays.¹¹¹ » Les francophones hors-Québec risquent donc d'être exclus de toutes questions qui seraient considérées comme relevant exclusivement du Québec. Face à cette situation, l'ACFEO tergiverse quant à l'opportunité de participer à l'événement. L'association décide de participer aux assises préliminaires, en attendant de prendre une décision finale¹¹². Le 26 novembre 1966, avant le début des États généraux, Rosaire Morin rencontre les représentants des minorités pour aplanir les différends. Pour le financement, il réussit à obtenir du gouvernement de l'Union nationale une subvention de 30 000\$ pour assumer les frais de déplacement des francophones hors-Québec¹¹³. Quant au droit de vote, il est entendu que sur les questions d'ordre général, chacun serait en mesure de voter. Finalement, le nombre de représentants hors-Québec à la Commission générale est augmenté, passant de trois à cinq à la suite de la proposition soumise par Morin à la Commission¹¹⁴. Durant la rencontre, Morin insiste aussi sur le caractère préliminaire des assises¹¹⁵, ce qui convainc les minorités d'y participer.

Les assises préliminaires se déroulent du 25 au 27 novembre 1966. Rosaire Morin y prononce un discours d'ouverture. Dans celui-ci, il explique que le plus grand motif justifiant

¹¹⁰ CRCCF, fonds ACFO, C2/356/1, Lettre de Rosaire Morin à Roger Séguin, 9 août 1966.

¹¹¹ *Un peuple parle*, Montréal, États généraux du Canada français, 1966, p. 7.

¹¹² Gaétan Gervais, *Des gens de résolution*, Sudbury, Institut franco-ontarien, 2003, p. 122-123.

¹¹³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,163, Lettre de Jean-Noël Tremblay, ministre des Affaires culturelles, à Rosaire Morin, 25 juillet 1966.

¹¹⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,15, Procès-verbal de la troisième réunion de la Commission générale, p. 1.

¹¹⁵ CRCCF, fonds ACFO, C2/355/3, Réunion des groupes minoritaires aux États généraux, 26 novembre 1966, p. 1-3.

la convocation d'États généraux est l'imminence de changements dans la constitution du pays, affirmation qu'il démontre à l'aide de citations de politiciens¹¹⁶. Par la suite, étant donné le poste qu'il occupe, Morin doit, par souci d'objectivité, se faire discret pendant les délibérations. Les délégués étudient plusieurs facettes de la nation, l'aspect culturel, les problèmes sociaux, les questions économiques, politiques et constitutionnelles.

Pendant les assises préliminaires, l'adhésion de Morin à l'Ordre de Jean-Talon lui cause des ennuis. Voyons le déroulement de l'épisode. Le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) parvient à noyauter certaines élections de délégués de comtés. Alerté, Rosaire Morin souhaite organiser de nouveaux scrutins territoriaux. Le RIN contre-attaque, proposant plutôt que les délégués élus antérieurement conservent leur mandat tout au long des États généraux. De plus, les indépendantistes demandent que le français soit déclaré seule langue officielle des délibérations et que les États généraux du Canada français soient renommés États généraux du Québec¹¹⁷. Devant le rejet de leurs résolutions par l'assemblée, les indépendantistes se retirent avec fracas, dénonçant au passage l'influence des minorités francophones hors-Québec¹¹⁸. Après ce coup d'éclat, le RIN publie un communiqué de presse accusant Rosaire Morin, identifié comme le dirigeant de la Patente (en fait, c'est l'Ordre de Jean-Talon), d'avoir noyauté les États généraux, et d'avoir manœuvré pour « orienter les débats sur l'avenir du Québec en donnant aux minorités francophones d'en dehors du Québec une participation injustifiée.¹¹⁹ » Le jour même où le RIN publie son communiqué de presse, Pierre Gravelle, secrétaire à la commission technique et membre de l'Ordre de Jean-Talon, démissionne en révélant son adhésion à l'Ordre en guise de protestation contre ce qu'il considère comme la trop grande importance donnée aux minorités¹²⁰. Interrogé par les journalistes, Rosaire Morin nie d'abord, affirmant même qu'il ne connaît rien de l'Ordre de Jean-Talon. Voulant sans doute couper court aux rumeurs et parce qu'un délégué réclame sa

¹¹⁶ États généraux du Canada français – Assises préliminaires, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1967, p. 34.

¹¹⁷ Gaétan Gervais, *Des gens de résolution*, Sudbury, Institut franco-ontarien, 2003, p. 132.

¹¹⁸ « Éclatement aux états généraux, les indépendantistes se retirent après que l'assemblée eut rejeté une de leurs résolutions », *Le Devoir*, 28 novembre 1966, p. 1-6.

¹¹⁹ « Rosaire Morin et 'La Patente' contrôlent les Etats généraux – le RIN », *La Presse*, 28 novembre 1966, p. 10.

¹²⁰ « Rosaire Morin nie être mêlé à l'OJT », *La Presse*, 28 novembre 1966, p. 10.

démission¹²¹, Rosaire Morin admet, quelques jours plus tard, être membre de l'Ordre, précisant qu'il ne s'agit pas d'une société secrète, que l'organisation a une charte provinciale, qu'elle a déjà révélé son existence, et qu'en aucun cas les États généraux n'ont été noyautés¹²². Cet épisode démontre qu'avant et que pendant les assises préliminaires, Morin a donc été pris entre deux feux, devant essayer de concilier deux positions opposées, celle des francophones hors-Québec qui craignent la marginalisation et celle des indépendantistes qui souhaitent l'exclusion des minorités. Il subit donc les critiques des uns et des autres.

Entre les assises préliminaires et les assises de 1967, Rosaire Morin effectue diverses tâches pour les États généraux. L'événement étant déficitaire, il contacte le gouvernement du Québec pour obtenir des subventions. En collaboration avec d'autres responsables des États généraux, il demande une charte d'incorporation, de manière à assurer la pérennité de l'organisation mise en place pour l'événement¹²³. Il veille aussi à l'organisation des élections des délégués. Dans un rapport, il valide les élections dans 105 comtés¹²⁴. Il propose aussi que les délégués hors-Québec aient une représentation proportionnelle à leur poids démographique, 17%, et que le vote soit ventilé par région (Maritimes, Québec, Ontario, Ouest)¹²⁵. Il semble que Morin ait eu beaucoup moins de difficultés à convaincre les minorités à participer aux assises de 1967 qu'aux assises préliminaires.

Lors de l'ouverture des assises, le 23 novembre 1967, Morin prononce un hommage posthume à Lionel Groulx, décédé la même année¹²⁶. La dernière journée des débats, le 26 novembre, Rosaire Morin fait un discours sur les perspectives d'avenir. Il insiste sur la représentativité des délégués, affirmant que les États généraux existent pour déterminer

¹²¹ « Un délégué réclame la démission de M. Rosaire Morin des états généraux », *Le Devoir*, 29 novembre 1966, p. 1-6.

¹²² « M. Rosaire Morin révèle son adhésion à l'Ordre Jean-Talon » *Le Devoir*, 2 décembre 1966, p. 1-2.

¹²³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,8, Requête pour constitution en corporation, 18 octobre 1967.

¹²⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,15, Procès-verbal de la huitième réunion de la Commission générale, p. 2.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 5.

¹²⁶ États généraux, *États généraux du Canada français – assises nationales 1967*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1968, p. 17.

l'avenir constitutionnel de la nation¹²⁷. Comme lors des assises préliminaires, Morin joue un rôle effacé pendant les délibérations. Une série de résolutions sont adoptées : demande de mesures concrètes pour assurer la primauté du français, rapatriement au Québec des pouvoirs en radiodiffusion, plus de pouvoirs pour l'immigration, importance de la préservation de l'intégrité territoriale du Québec et une plus grande influence dans les relations internationales¹²⁸. Par contre, la résolution qui marque une rupture entre Québécois et francophones hors-Québec est celle qui affirme que le Québec, «territoire national et milieu politique fondamental de la nation canadienne-française» dispose du droit à l'autodétermination. Les délégués québécois votent oui à 98%, ceux de l'Ontario à 35%, ceux de l'Acadie à 52% et de l'Ouest à 30%¹²⁹. Cela, ajouté au fait que l'unifolié avait été hué pendant les États généraux¹³⁰, creuse davantage le fossé entre les Québécois et les minorités. Ces dernières laissent éclater leur ressentiment après l'événement. Dans une enquête auprès des délégués hors-Québec, ils affirment : «ce n'était pas les problèmes du Canada français qu'on étudiait mais plutôt le chemin que le Québec devrait prendre à l'avenir», «la formulation des questionnaires visait à un point : vous n'êtes pas Canadiens français si vous ne comprenez pas le point de vue d'un Québec indépendant», «en refusant le drapeau canadien, on a laissé entendre aux minorités qu'elles n'avaient rien à faire aux États généraux»¹³¹. Rosaire Morin, qui en décembre 1967 devient vice-président et directeur général des États généraux¹³², doit donc tout mettre en œuvre pour réussir à sauvegarder la participation des francophones hors-Québec.

3.4.2 Les assises de 1969

Les réactions aux assises de 1967 au Québec même, ne sont pas toutes positives. Plusieurs trouvent que les résolutions s'approchent beaucoup trop de l'option

¹²⁷ *Ibid.*, p. 227-228.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 191-206.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 192.

¹³⁰ « L'unifolié se perd dans les huées », *La Presse*, 24 novembre 1967, p. 25.

¹³¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/D,39, Résultats de l'enquête auprès des délégués des 4 provinces de l'Ouest à la session de novembre 1967, [S.d.], p. 2-3-6.

¹³² États généraux, *op. cit.*, p. 234.

indépendantiste¹³³. Certaines associations remettent en doute leur participation à l'événement. Tel est le cas de l'Université de Montréal qui considère que sa présence aux États généraux risque de compromettre sa liberté en cautionnant une organisation à l'idéologie fortement caractérisée et à l'orientation politique manifeste¹³⁴. Cependant, les francophones hors-Québec se montrent les plus réservés par rapport aux prochaines assises. Rosaire Morin doit redoubler d'effort pour les convaincre d'y participer. La tâche semble être ardue, les minorités étant très amères à la suite des assises de 1967. Elles ont eu l'impression que tout avait été décidé à l'avance. Déjà, certaines associations de francophones hors-Québec, comme l'Institut canadien-français d'Ottawa ont décidé de se retirer, affirmant que les États généraux prennent une orientation indépendantiste¹³⁵. Rosaire Morin propose d'organiser une rencontre avec les minorités afin d'aplanir les différends¹³⁶. Il exprime aussi sa méfiance envers la délégation de l'Ontario qui, selon lui, n'est représentative que de l'élite franco-ontarienne¹³⁷. La Commission de vie française qui devient plus tard la Commission de la participation nationale, est créée pour obtenir l'adhésion des minorités. L'ACFÉO décide de s'abstenir de participer aux prochaines assises et de l'indiquer publiquement¹³⁸. Ne pouvant compter sur l'aide de la principale association franco-ontarienne, Morin invite personnellement chacun des délégués ontariens des assises de 1967¹³⁹.

Aux assises de 1969, malgré les efforts de Rosaire Morin, la participation des francophones hors-Québec est moindre que lors des rencontres précédentes. Sur les 430 places qui leur sont réservées, seules 125 sont occupées¹⁴⁰. Par leur abstention, les minorités marquent leur opposition. Pendant les assises, diverses résolutions sont adoptées dont celles en faveur de l'intervention de l'État dans l'économie, d'une constitution québécoise et de la

¹³³ Ainsi, *La Presse* affirme « L'assemblée des États généraux adopte à toutes fins pratiques un manifeste... indépendantiste », *La Presse*, 27 novembre 1967, p. 1-2.

¹³⁴ AUdeM, fonds secrétariat général, P035/G3,46, Lettre de Vianney Décarie à Roger Gaudry, 18 janvier 1968.

¹³⁵ Gaétan Gervais, *op. cit.*, p. 156.

¹³⁶ CRCCF, fonds ACFO, C2/356/2, Lettre de Rosaire Morin à Jean Patoine, 26 février 1968.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ CRCCF, fonds ACFO, C2/355/4, Procès-verbal du Comité exécutif de l'ACFÉO, 20 novembre 1968.

¹³⁹ CRCCF, fonds ACFO, C2/356/2, Lettres de Rosaire Morin à chaque délégué de l'Ontario, 17 janvier 1969.

¹⁴⁰ États généraux, *Les États généraux. Assises nationales tenues à l'hôtel Reine-Élisabeth du 5 au 9 mars 1969*, Montréal, Édition de l'Action nationale, p. 616-619.

primauté du Québec dans le domaine de l'éducation¹⁴¹. Malgré la volonté affichée par certains organisateurs, dont Rosaire Morin, de préparer d'autres assises, le projet ne s'est jamais réalisé. Le bilan général des États généraux est mitigé. Concernant l'aspect intellectuel, l'événement permet l'adoption de résolutions fortement marquées par le nationalisme québécois (étatisme, représentation politique et territoriale de la nation¹⁴², volonté d'autonomie, voire d'indépendance, intégration de «l'autre», l'immigrant, dans la communauté¹⁴³). Les États généraux ont entériné le discours néonationaliste qui a commencé à se développer pendant les années 1950. Ce discours a donc réussi à pénétrer suffisamment la population pour être accepté par une assemblée relativement représentative. Cependant, et bien que des nuances s'imposent, l'événement marque une rupture entre les Franco-Québécois et les francophones hors-Québec, rupture que Rosaire Morin semble avoir voulu éviter. Ainsi, il a toujours insisté pour faire participer les francophones hors-Québec à l'événement, cela malgré les vives critiques d'une partie des délégués québécois. De plus, même si le taux de participation des minorités hors-Québec diminuait à chaque nouvelle assise, Morin ne s'est jamais découragé et a tout fait pour obtenir une participation maximale. Politiquement, les États généraux ne donnent pas de résultats concrets. Effectivement, aucun parti n'endossera le programme de l'événement, la constitution ne sera pas renouvelée. La vie politique suivra son cours, sans que les États généraux ne l'influencent outre mesure. Cependant, l'événement permettra à Morin de se forger une opinion sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Ainsi, parallèlement à son travail d'organisateur aux États généraux, il publiera deux brochures traitant de la question constitutionnelle.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 365-423.

¹⁴² Voir Charles Bellerose et Jacques Beauchemin, « Communauté nationale et définition du sujet politique : analyse de deux grandes consultations populaires au Québec 1967- 1995 », *Québec Studies*, automne 1999-hiver 2000, no. 28, p. 27-55.

¹⁴³ Voir, Martin Pâquet, « Les États généraux du Canada français et l'immigration, novembre 1967 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 10, no 2, hivers 2002, p. 123-134.

3.5 *Le Statut particulier, une illusion : faut-il confier aux autres l'avenir des Canadiens français?*¹⁴⁴

À partir de la Révolution tranquille, de plus en plus de gens, y compris des politiciens, demandent des changements constitutionnels pour répondre aux attentes du Québec. Une option, parmi d'autres, est mise de l'avant : le statut particulier. Rosaire Morin entreprend de démontrer que cette option ne constitue en rien une solution pour le Québec. Dans cette optique, il publie à compte d'auteur¹⁴⁵, une courte brochure, *Le Statut particulier, une illusion*.

L'auteur constate qu'à peu près tous les acteurs politiques souhaitent des changements constitutionnels et que le statut particulier semble avoir beaucoup de partisans¹⁴⁶. Il se demande quelle est la véritable définition du statut particulier. Reprenant les propos de Jean Lesage, Charles Taylor, vice-président du NPD, et John Robarts, premier ministre conservateur ontarien, Rosaire Morin arrive à la conclusion que pour eux, le statut particulier signifie principalement le respect des compétences provinciales. En conséquence, l'adoption d'un statut particulier pour le Québec ne signifierait pas de modifications constitutionnelles, mais plutôt une série d'ententes sectorielles avec le fédéral et les autres provinces. Une position semblable est aussi défendue par Richard Arès, Jacques-Yvan Morin et Claude Ryan.

Morin rejette ces positions. Selon lui, « les pragmatiques qui parlent d'un statut particulier n'envisagent même pas un retour constitutionnel complet aux garanties écrites d'il y a un siècle. Ils se contenteront d'ententes spéciales avec le pouvoir fédéral.¹⁴⁷ » Cela est inacceptable puisque la constitution ; composée d'un ensemble de 121 lois ou arrêtés en conseils impériaux et lettres patentes, doit être révisée en profondeur pour la rendre moins

¹⁴⁴ Rosaire Morin, *Le Statut particulier, une illusion : faut-il confier aux autres l'avenir des Canadiens français?*, Montréal, s.é., 1967, 37 p.

¹⁴⁵ Morin prend soin de mentionner que les opinions qu'il exprime dans le document n'impliquent pas les États généraux et le Conseil d'expansion économique, organismes dans lesquels il est alors impliqué, *Ibid.*, p. 8.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 9-10.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 14.

dispersée et plus simple. Conséquemment, peu de ministres et de députés connaissent réellement tous les écrits se rapportant à la constitution. De plus, jamais la population canadienne n'a été consultée à propos de la constitution, seul le personnel politique ayant eu son mot à dire. Morin considère aussi que la constitution est anachronique et comporte des relents d'impérialisme¹⁴⁸.

Morin tente ensuite de montrer que les pouvoirs accordés au Québec par la constitution de 1867 n'ont pas été respectés. Il cite d'abord les pouvoirs du Québec garantis par la constitution (éducation, santé, taxation,...). Puis, il présente une série d'initiatives fédérales qui selon lui violerait ces pouvoirs (l'impôt sur le revenu, le programme fédéral de formation technique, l'assurance hospitalisation de 1958,...). Il en serait de même pour les droits des Canadiens français qui, bien que théoriquement garantis par la constitution, auraient été continuellement bafoués par le Canada anglais (le Nouveau-Brunswick supprime les écoles catholiques et bannit le français comme langue officielle en 1871, l'Ontario adopte le règlement 17 en 1912, la Saskatchewan bannit le français en 1930). Dans ces conditions, Rosaire Morin se questionne sur la réelle valeur d'un statut particulier pour le Québec. En effet, selon lui, tout comme les droits des francophones et les pouvoirs «exclusifs» aux provinces, les nouveaux pouvoirs qui seraient octroyés au Québec risqueraient d'être bafoués au fil du temps, rendant par le fait même le statut particulier inopérant. Sur quelques points (impôt sur le revenu distinct, entente culturelle avec la France, arrangements fiscaux), Morin reconnaît que le Québec possède un certain type de statut particulier. Cependant, pour lui, tout cela est toujours soumis aux normes dictées par le gouvernement fédéral. Cette situation ne peut donc pas satisfaire le Québec « parce que la détermination des mesures politiques est décrétée par Ottawa sous l'influence de Toronto.¹⁴⁹ » De plus, de nombreux politiciens fédéraux considèrent qu'Ottawa doit exercer un pouvoir fort. À la suite de l'adoption hypothétique d'un statut particulier pour le Québec, ils mettraient tout en œuvre pour réduire sa portée.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 19-20.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 29.

Pour ces raisons, Morin affirme que le statut particulier doit être rejeté. Il est cependant plus vague sur les solutions qu'il préconise. Ainsi, il dit que les Canadiens français doivent définir leur avenir constitutionnel et que la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Canadiens français par le Canada anglais est préalable à toute entente entre les deux peuples. Pour l'auteur, « c'est l'association libre de deux nations libres qui doit constituer la base fondamentale d'une éventuelle communauté canadienne.¹⁵⁰ » Morin affirme que les deux peuples ont plusieurs intérêts en commun et que c'est en misant sur ceux-ci qu'une union solide et viable pourra être conçue.

Dans *Le Statut particulier, une illusion*, il s'exprime sur un sujet très d'actualité à l'époque, l'avenir constitutionnel du Québec. Depuis les Jeunesses laurentiennes, sa pensée politique a évolué. En effet, chez les laurentiens, Morin n'exprimait pas de véritable projet politique pour le Canada français, tout au plus, il désirait le respect de la constitution dans un sens favorable au Québec tandis que dans sa brochure, Morin laisse entendre qu'il faudrait changer la constitution. *Le Statut particulier, une illusion* a d'abord pour but de récuser un hypothétique statut particulier, l'auteur n'exprime donc pas sa pensée sur la solution alternative à adopter. À tout le moins, Rosaire Morin ne semble pas être souverainiste à l'époque. En effet, bien que réclamant le droit à l'autodétermination pour les Canadiens français, en aucun temps il ne défend l'idée d'indépendance. Morin semble plutôt défendre une union relativement lâche entre les deux peuples, union qui semble s'apparenter à une véritable confédération.

3.6 *Demain, que sera le Québec? : que puis-je faire pour le Québec?*¹⁵¹

Morin poursuit sa réflexion sur l'avenir constitutionnel du Québec et, à la suite des États généraux, il devient de plus en plus convaincu qu'une nouvelle constitution pour le Québec doit être mise en place. Il écrit une courte brochure, *Demain, que sera le Québec? : que puis-je faire pour le Québec?*, dans laquelle il exprime ses idées sur le processus qui devrait être mis en œuvre pour permettre la rédaction d'une constitution.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 35.

¹⁵¹ Rosaire Morin, *Demain, que sera le Québec? : que puis-je faire pour le Québec?*, s.l., s.é., 1969, 31 p.

En premier lieu, Morin démontre que le régime actuel ne sert pas les intérêts des Canadiens-français. Selon lui, « jamais, en leur histoire, ils n'ont pu choisir librement leurs institutions politiques, constitutionnelles et juridiques.¹⁵² » La constitution de 1867 est donc par essence même antidémocratique puisque jamais le peuple n'a été appelé à se prononcer sur son adhésion. Pour Morin, la nation canadienne-française fait face à de nombreux périls, la vie sociale est influencée par l'américanisation, le français tend à n'être qu'un parler régional et le gouvernement du Québec, premier instrument dont dispose les Canadiens français, peine à remplir son rôle d'État national. La critique de l'esprit de parti refait surface et Morin souligne qu'il aurait contribué à diviser les députés francophones. Au niveau fédéral, alors qu'ils auraient dû présenter un front uni dans la défense de la nationalité, les députés canadiens français se sont divisés selon leurs partis lors de l'affaire des écoles acadiennes, de la pendaison de Louis Riel, de la crise des écoles au Manitoba ou de la participation à la guerre entre autre. De plus, lors de lutte entre Ottawa et Québec, les députés fédéraux votent selon la ligne de parti, même quand celle-ci est néfaste aux intérêts du Québec. La situation au provincial serait la même, « une étude des divers programmes des partis politiques et de leur application depuis la Confédération prouverait avec clarté que les défenseurs de nos droits nationaux, bleus sous les gouvernements rouges et rouges sous les gouvernements bleus, sont toujours dans l'opposition.¹⁵³ »

Au-delà de la division créée par l'esprit de parti, le régime actuel aurait « abaissé le niveau des délégations parlementaires [...]. Préférant l'opinion publique à l'aptitude, l'incompétence a vite préséance sur l'homme compétent.¹⁵⁴ » En conséquence, les députés auraient tôt fait de sombrer dans la démagogie et les insultes. Selon Morin, les électeurs, chez qui l'esprit de parti s'est aussi infiltré, votent pour «leur» parti, sans considérer la valeur des programmes et des candidats. Une fois élu, le député n'a pour ainsi dire aucune latitude, devant obéir à la ligne du parti, nonobstant ses opinions et celles de ses électeurs. Pour l'auteur, dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les gens s'intéressent de moins en moins à la politique, et que l'abstention lors des élections atteigne des records historiques.

¹⁵² *Ibid.*, p. 1.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 4.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 6.

Après avoir démontré les échecs du régime, Morin cherche à prouver que la constitution actuelle est néfaste aux Canadiens français. Reprenant son argumentation développée dans *Le Statut particulier : une illusion*, il affirme que la constitution est un « fouillis indescriptible », ayant à beaucoup d'égards un caractère anachronique, de lois, d'arrêtés et d'autres actes juridiques. Tout comme il l'avait fait dans sa publication précédente, Morin cite les cas d'ingérence fédérale, affirmant que la minorité canadienne-française « ne peut pas organiser un gouvernement québécois qui exerce pleinement les prérogatives prévues dans une constitution.¹⁵⁵ »

Morin en vient à la conclusion qu'il est nécessaire que le pays se dote d'une nouvelle constitution. La majorité des citoyens seraient d'ailleurs en faveur de cela. De plus, selon l'auteur, il est primordial que le Québec ait les pouvoirs nécessaires à l'épanouissement de la nation canadienne-française et que le fédéral cesse son ingérence. Morin étudie ensuite les façons d'élaborer une nouvelle constitution. Il fait l'historique des conférences fédérales-provinciales et il arrive à la conclusion qu'elles « abordent le problème constitutionnel sans se préoccuper du peuple et de ses volontés¹⁵⁶ » en plus d'être divisées par des intérêts de partis, des intérêts financiers et des idéologies opposées. Rosaire Morin se penche ensuite sur le Comité parlementaire de la constitution. Selon lui, le Comité, créé en juin 1963 par l'Assemblée législative du Québec, ne peut pas être d'un grand secours pour la formulation d'une constitution. En effet, il tend à la révision de l'actuelle constitution et non à l'élaboration d'une nouvelle. De plus, dans les faits, il ne s'est réuni que très peu de fois. Finalement, étant composé de députés, la ligne de parti travestirait inévitablement les réalisations du Comité.

L'auteur préconise plutôt une autorité constituante pour la formulation d'une nouvelle constitution. Il souhaite une véritable démocratie, exempte de la discipline de parti et du jeu de la machine électorale. Il avance que « si chaque groupe de 200 électeurs pouvait élire son

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 16.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 19.

député, tout citoyen pourrait alors solliciter les suffrages populaires¹⁵⁷ » et être réellement représenté. Selon Rosaire Morin, ces élections donneraient une assemblée de 12 500 représentants élus qui regroupés en deux ou trois équipes de travail pourraient mettre en œuvre l'élaboration d'une nouvelle constitution. Il y aurait urgence. Effectivement, outre les continuels empiètements du fédéral, le Québec doit disposer des outils nécessaires à la reprise en main de l'économie par les Canadiens français et ceux nécessaires à l'apaisement du climat social.

Dans *Demain, que sera le Québec?* Rosaire Morin revient sur un thème qu'il affectionnait déjà dans les Jeunesses laurentiennes, le côté néfaste qu'aurait l'esprit de parti vis-à-vis la défense des intérêts de la nation. Son projet d'assemblée constituante paraît cependant bien utopique. Effectivement, en 1969, lors de la publication de la brochure, les États généraux entraient dans leur dernière assise sans que des résultats concrets ne se soient manifestés. Dans cette optique, comment une assemblée réunissant plus de 12 500 personnes aurait pu faire mieux? L'auteur ne répond pas à la question, pas plus qu'il n'exprime son opinion sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Tout au plus ouvre-t-il la porte à l'indépendance, affirmant que « le Québec peut se doter d'une constitution interne qui lui soit propre. Bien plus, si une Assemblée constituante décidait de modifier les pouvoirs et les relations entre les gouvernements du Québec et du Canada, qui pourrait l'empêcher de régir ainsi les rapports entre gouvernants et gouvernés?¹⁵⁸ »

Conclusion

Au cours de la décennie 1960, Morin a été extrêmement actif. Au sein de l'Ordre de Jacques-Cartier, il renoue avec le militantisme. Il tente de faire en sorte que la représentation québécoise au sein de la direction de la Patente soit plus proportionnelle aux effectifs du Québec. Dans le *Manifeste*, Rosaire Morin essaie d'insuffler à la société secrète, en perte de vitesse, une nouvelle doctrine. Cette dernière puise de nombreuses références dans le discours néonationaliste, en insistant sur le fait que le Québec est l'État national des

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 23.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 27.

Canadiens français et en faisant de l'étatisme un moyen d'émancipation sociale et économique. Morin n'abandonne pas toutes les convictions acquises lors de son passage au sein des Jeunesses laurentiennes. Par exemple, il souhaite qu'une certaine proportion d'immigrants venant s'établir au Québec soit catholique tout en demandant la bénédiction des autorités religieuses à la suite de la création de l'Ordre de Jean-Talon. Ses tentatives de réformer l'Ordre de Jacques-Cartier sont un échec, la vieille garde outaouaise n'accepte pas de voir la Patente quitter l'orbite franco-ontarienne. Ne pouvant arrêter Morin, elle aurait donc préféré dissoudre l'organisation. L'Ordre de Jean-Talon concrétise ce que l'ancien chancelier de la Patente souhaitait faire : québécoiser et rénover l'organisation. Cependant, cette organisation est éphémère, disparaissant à cause de ses difficultés de recrutement.

Par la suite, Morin s'occupe des États généraux. Au sein de ceux-ci, sa tâche la plus marquante est d'inciter les minorités françaises hors-Québec, qui craignent la marginalisation, à participer à l'événement. Le résultat est mitigé, Morin obtient la participation des minorités, mais elle décline à chaque nouvelle assise. La suspicion des francophones hors-Québec envers Rosaire Morin, étant donné son rôle dans la dissolution l'Ordre de Jacques-Cartier et dans les États généraux, est paradoxale. Effectivement, bien qu'insistant sur le Québec, Morin considère toujours que les francophones hors-Québec font partie de la nation. Par exemple, alors que l'Ordre de Jean-Talon est exclusivement québécois, Morin l'utilise pour appuyer les minorités quand l'occasion se présente. Cette défense des francophones hors-Québec lui attire même les critiques du RIN lors des États généraux. En somme, Morin, tout en estimant et en défendant les minorités, souhaite qu'une plus grande attention soit portée au Québec. Les minorités, de crainte d'être marginalisées au sein de la grande majorité Franco-Québécoise, peuvent difficilement l'accepter, d'où l'échec de l'Ordre de Jacques-Cartier et leur participation déclinante aux États généraux du Canada français.

Les écrits de Morin s'inscrivent en parallèle à son action de militant, et lui permettent d'expliquer plus en profondeur sa pensée. *L'immigration au Canada* peut être reliée aux actions de Morin entreprises dans l'Ordre de Jacques-Cartier et dans l'Ordre de Jean-Talon en faveur de la création d'un ministère québécois de l'immigration tandis que les deux

brochures traitant de la question constitutionnelle sont publiées au moment des États généraux, alors que l'avenir politique du Québec est un sujet de plus en plus discuté.

Les idées que Morin exprime dans ses écrits s'inscrivent, sur certains points, sous le signe de la continuité. Ainsi, comme jadis, il pourfend l'esprit de parti et, bien qu'accordant au Québec un rôle particulier, il donne une définition culturelle de la nation, employant toujours le terme Canadiens français. Il se préoccupe toujours de l'infériorité économique des francophones. Sa conception de la place du Québec dans le Canada a beaucoup évolué. Il ne demande plus le simple respect des compétences provinciales, il souhaite une nouvelle constitution qui donnerait au Québec des pouvoirs accrus. Rosaire Morin, sans prendre position clairement, va même jusqu'à ouvrir la porte à l'indépendance. En somme, Morin adhère à la pensée néo-nationaliste tout en conservant certains traits particuliers, notamment en donnant à la nation une définition d'abord et avant tout ethnique, la nation étant composée de Canadiens français. Cependant, au cours de la décennie suivante, et bien qu'il n'abandonne pas complètement son intérêt pour le nationalisme politique, Rosaire Morin s'intéresse principalement aux questions économiques et sa pensée nationaliste se cristallise autour de ces débats.

CHAPITRE IV

Du Conseil d'expansion économique à *L'Action nationale* (1966-1999)

Pendant la période s'étirant de 1966 à 1999, Rosaire Morin s'implique de façon marquante dans deux organismes. Il est d'abord directeur général du Conseil d'expansion économique pour ensuite devenir rédacteur en chef de la revue de la Ligue d'action nationale, *L'Action nationale*. Au cours de cette longue période de trente ans, Morin ne soulève pas la polémique comme il l'avait fait lors de son passage dans l'Ordre de Jacques-Cartier et aux États généraux du Canada français. Pendant toute la décennie 1970, l'intérêt de Morin se concentre principalement sur les questions économiques. Les deux décennies suivantes sont marquées par de nombreux événements politiques et sociaux (référendum de 1980, rapatriement unilatéral de la constitution, crise de l'État-providence, accord du lac Meech, référendum de 1995) : ce sera pour Rosaire Morin l'occasion de s'exprimer, et surtout de prendre clairement position, sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec.

4.1 *Réalités et perspectives économiques : faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français?*¹

La question de la situation économique des Canadiens français a intéressé Morin dès son adhésion aux Jeunesses laurentiennes. Cet intérêt, loin de s'estomper, devient de plus en plus marquant avec le temps. Au tournant de la décennie 1960, Rosaire Morin réalise une étude sur la tendance qu'auraient les Canadiens français à placer leur argent dans des compagnies non francophones, hypothéquant ainsi le développement économique du Québec. Cette étude est publiée en 1966 sous le titre *Réalités et perspectives économiques*. La première édition étant rapidement épuisée, une édition refondue et mise à jour comptant 78 pages supplémentaires est publiée l'année suivante. C'est à partir de celle-ci que nous travaillerons.

¹ *Réalités et perspectives économiques : faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français?*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1967, 196 p.

L'ouvrage de Morin est divisé selon les différents secteurs d'activités économiques et financières. L'auteur traite d'abord des banques. Celles-ci sont majoritairement canadiennes-anglaises, seulement deux sont francophones, la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada. Morin déplore le fait que les Canadiens français placent majoritairement leurs épargnes dans des banques non francophones : 93,78 % de l'actif francophone serait placé dans des institutions étrangères (étrangère, pour Morin, signifiant autre que canadienne-française, les institutions anglo-canadiennes et même anglo-québécoises sont donc considérées comme étrangères)². Il constate que même le gouvernement québécois place, dans une proportion de 95%, son argent dans des banques non canadiennes-françaises. De plus, ces banques étrangères comptent un nombre très marginal d'administrateurs franco-canadiens, à peine 5 % du total³. La situation serait semblable en ce qui concerne les autres postes clés. De plus, en plaçant leur argent dans des banques étrangères, les Québécois ne contribuent pas au développement économique du Québec, mais à celui du Canada anglais, puisque les institutions bancaires y investissent en priorité.

Rosaire Morin affirme que les compagnies d'assurances-vie québécoises peinent à obtenir les primes des Québécois. Effectivement, elles détiennent un pourcentage de prime six fois inférieur à celui de la population francophone⁴. En conséquence, des milliards de dollars en primes d'assurances-vie remplissent les coffres des compagnies étrangères. Celles-ci, à l'instar des banques, n'investissent qu'une portion marginale de leur actif au Québec, préférant faire des placements principalement en Ontario, aux États-Unis et même en Angleterre. Au Québec même, les compagnies étrangères ont tendance à choisir des directeurs anglophones, sans tenir compte du fait que la majorité de la population est francophone.

Dans le secteur des compagnies d'épargne et de crédit (secteur dans lequel Morin, par commodité, inclut Desjardins), la situation serait semblable. Les 33 compagnies

² *Ibid.*, p. 16.

³ *Ibid.*, p. 30.

⁴ *Ibid.*, p. 44.

francophones occupent 17,5 % du marché, alors que les Canadiens français constituent 30 % de la population canadienne⁵. Morin considère cela comme le résultat d'un manque de solidarité ethnique, lacune qui n'existerait pas chez les anglophones. Selon lui « les Torontois pratiquent la solidarité économique. Ils ont compris instinctivement qu'en s'encourageant entre compatriotes, ils permettent l'accès aux postes-clefs à leurs fils et à leurs filles.⁶ » Cependant, pour l'auteur, il y a un point positif, les Caisses populaires Desjardins prennent de l'expansion, devenant une force au service de la communauté.

Rosaire Morin poursuit sa démonstration en analysant les compagnies de fonds commun de placement et d'assurances générales. Comme dans les autres secteurs économiques, son constat est le même : les entreprises francophones occupent une faible part du marché et n'ont pas l'appui réel des Canadiens français, ces derniers ayant tendance à placer leur argent dans des compagnies étrangères. Celles-ci engagent peu de francophones et investissent très peu au Québec. L'argent des Québécois profite donc à l'économie canadienne anglaise et étrangère au dépend du Québec, accentuant ainsi la position de faiblesse économique des francophones.

Les Canadiens français seraient les premiers responsables de leur infériorité économique. Effectivement, selon l'auteur, « un déséquilibre aussi marqué est l'aboutissement de notre bêtise nationale qui nous voit exporter à l'étranger les épargnes qui devraient servir à notre relèvement économique et social.⁷ » À la suite de ce constat peu reluisant, Rosaire Morin fixe comme objectif que les francophones contrôlent 51 % de l'économie du Québec d'ici 1977 (dix ans), sans quoi l'intervention du gouvernement québécois sera nécessaire⁸. Rosaire Morin propose plusieurs pistes de solution : une politique protectionniste, un contrôle des placements, une politique préférentielle, un «dépannage» de la Société générale de financement et, si nécessaire, l'étatisation de certains secteurs économiques. Selon Morin,

⁵ *Ibid.*, p. 75.

⁶ *Ibid.*, p. 77.

⁷ *Ibid.*, p. 172.

⁸ *Ibid.*, p. 169.

tous les acteurs sociaux doivent se sentir concernés, aussi bien les hommes d'affaires que les jeunes et les femmes, la «conquête» de l'économie devant être un véritable but national.

Comme il l'avait fait dans son pamphlet précédent, *Demain que sera le Québec ?*, Morin, dans *Réalités et perspectives économiques* défend, de façon nuancée, l'étatisme. Ainsi, pour lui «l'État se doit d'orienter, de stimuler et de coordonner les efforts de nos diverses institutions.⁹» De plus, Rosaire Morin attache une très grande importance au nationalisme économique. Selon lui, les Canadiens français ne seront jamais pleinement maîtres chez eux tant qu'ils ne contrôleront pas l'économie. Avant de parler d'émancipation politique et nationale, il faut d'abord parler d'émancipation économique. Dans cette optique, il affirme : «depuis le début de la révolution silencieuse, les éléments les plus dynamiques du Québec français ont milité pour un maximum de souveraineté politique. Dans cette bataille, ils ont oublié temporairement que notre nation doit aussi conquérir le maximum de liberté économique.¹⁰» Cette position marque une évolution. Effectivement, Morin avait bien défendu la nécessité d'améliorer les conditions économiques des francophones auparavant, et ce dès les Jeunesses laurentiennes, par contre, il n'avait jamais considéré cela comme étant prioritaire par rapport à d'autres objectifs de nature politique ou sociale.

Tout au long de son étude, l'auteur donne toujours une définition ethnique de la nation, celle-ci étant composée de Canadiens français de naissance, et il utilise des marqueurs d'identités très forts. Par exemple, traitant des compagnies canadiennes-françaises, il parle de «nos» entreprises. De plus, il fait une distinction entre les entreprises franco-québécoises et les entreprises anglo-québécoises, ces dernières n'étant pas considérées comme faisant partie de «nos» compagnies. Comme solution à l'infériorité économique des Canadiens français, Morin préconise l'éducation populaire et le principe d'achat local, solutions qu'il tentera ultérieurement de mettre en œuvre au sein du Conseil d'expansion économique.

⁹ *Ibid.*, p. 181.

¹⁰ *Ibid.*, p. 173.

4.2 Le Conseil d'expansion économique

Le Conseil d'expansion économique (CEE) est un organisme incorporé en 1953. Selon ses lettres patentes, il a pour but de regrouper les hommes d'affaires canadiens-français en vue de stimuler la participation des francophones à la vie financière, de faire la promotion de la prospérité économique considérée comme un outil d'épanouissement de la nation et de mettre en relief, auprès du public, les succès et les réalisations des Canadiens français¹¹. L'organisme recrute des entrepreneurs canadiens-français qui déboursent une cotisation annuelle. Dès le début, le Conseil se considère comme un organisme d'éducation populaire qui souhaite établir des liens entre les hommes d'affaires et la population. Le CEE organise différentes activités pour faire connaître les entrepreneurs canadiens-français : tournées d'informations, dépliants et représentations auprès des médias. Au début, le Conseil semble être inféodé à la Ligue d'Achat chez-nous, peut-être même a-t-il été créé par cette dernière. Ainsi, la Ligue se charge de nommer les directeurs intérimaires du CEE¹². Celui-ci défend donc, à l'instar de la Ligue, le principe de l'achat préférentiel auprès des entreprises et commerces canadiens-français. Rosaire Morin ne semble pas s'être impliqué dans le Conseil jusqu'à sa nomination en tant que directeur général en janvier 1966¹³. Pourquoi a-t-il été soudainement propulsé à la tête de l'organisme? Son expérience professionnelle et son militantisme l'avaient sans doute fait connaître. De plus, Morin avait toujours manifesté un vif intérêt pour les questions économiques. Cette convergence explique sans doute, du moins en partie, la nomination de Morin à la tête du Conseil. Quoiqu'il en soit, il restera à la gouverner de l'organisme jusqu'à sa dissolution en 1983.

¹¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,1, Lettres patentes du Conseil d'expansion économique, 25 mai 1953.

¹² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F20, Procès-verbal du Comité des finances de la Ligue d'achat chez-nous, 15 octobre 1954.

¹³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,23, Onzième rapport annuel du Conseil d'expansion économique, 29 mars 1967. Les documents relatifs au Conseil antérieur à 1966 ne font jamais mention de Rosaire Morin.

4.2.1 L'idéologie et le projet de société

Au sein du Conseil d'expansion économique Rosaire Morin met en place un projet de société qu'il souhaite valoriser. En tant que président du Conseil, il explique quels sont les cinq objectifs majeurs de l'organisation. Le CEE souhaite travailler à la maîtrise du pouvoir d'achat, celui-ci devant prioritairement être orienté vers les entreprises francophones. Il désire aussi que les épargnes soient canalisées vers les institutions canadiennes-françaises. L'organisme souhaite, entre autre grâce à une politique d'achat préférentiel, développer les entreprises canadiennes-françaises tout en les aidant à se spécialiser pour répondre à la demande des marchés extérieurs. De plus, Morin souhaite combattre la trop grande place accordée au capital étranger¹⁴. Il lie fortement nationalisme et économie ; les entrepreneurs canadiens-français doivent pouvoir compter sur la solidarité de leurs compatriotes, ce qui permettrait d'accroître la richesse des francophones. Cet accroissement de la richesse est considéré comme nécessaire pour le bien-être de la nation. À cet effet, Morin déclare qu'« un peuple pauvre demeure un peuple faible. La culture d'une nation qui vit sous la tutelle économique de l'étranger est une culture prolétaire. L'infériorité matérielle d'une collectivité aboutit à l'organisation d'une vie sociale médiocre et d'une vie politique dépendante.¹⁵ »

À l'origine, les membres de l'organisme doivent être des Canadiens français d'origine ou d'adoption. Cependant, une certaine évolution a lieu. Par exemple le répertoire des établissements manufacturiers publié annuellement par l'organisme mentionne que seules les entreprises canadiennes-françaises peuvent y figurer. Cependant, en 1974, sous la présidence de Morin, la situation change. En effet, dans les premières pages du répertoire, il est expliqué que ce dernier comprend la nomenclature des entreprises appartenant à des Québécois francophones, et qu'en conséquence, un Québécois d'origine ethnique britannique, française, italienne, juive ou autre est considéré comme Franco-Québécois s'il parle le français¹⁶.

¹⁴ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,60, Communiqué de presse du CEE, par Rosaire Morin, 12 février 1970.

¹⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,29, « Faut-il enrichir New-York ou le Québec », exposé de Rosaire Morin chez Kerhulu à Québec, 15 octobre 1969, p. 3.

¹⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,66, Répertoire des industries canadiennes-françaises du Conseil d'expansion économique, 1974.

L'organisme se défend d'être xénophobe, il affirme chercher le juste équilibre, sans viser à exercer une hégémonie préjudiciable aux anglophones¹⁷.

En tant que directeur général du CEE, Morin en appelle à l'État québécois. Celui-ci doit établir une véritable stratégie économique, grâce à un plan d'expansion et de développement industriel. Comme il l'avait déjà exprimé dans ses écrits, Rosaire Morin croit que l'État doit intervenir quand cela est nécessaire de manière à donner aux francophones le plein contrôle de l'économie. L'État ne doit cependant pas être envahissant, il doit appuyer le secteur privé, jouer en somme le rôle d'auxiliaire et de partenaire, quitte à déborder un peu de ce rôle lorsque la situation l'exige. Rosaire Morin explique que « la situation économique des Canadiens-français est telle que l'intervention dynamique de l'État est nécessaire au redressement d'une infériorité intolérable. Mais le développement des structures actuelles, suffisantes en leur diversité, ne sera pas réalisé sans la participation des hommes d'affaires et des citoyens.¹⁸ »

Concernant les questions sociales et syndicales, Morin souhaite avant tout la bonne entente. Dans cette optique, il insiste sur la nécessité de la mise en place d'un nouveau contrat social qui associerait les patrons et les employés¹⁹. Le directeur général du CEE s'insurge à l'occasion contre les grèves, synonyme de perte de productivité et de ralentissement économique. Il lui arrive aussi de proposer certaines mesures plutôt patronales. Par exemple, il met de l'avant l'idée que la richesse collective des Canadiens français augmenterait si ces derniers travaillaient une demi-heure supplémentaire par jour²⁰. Selon Morin, la prospérité économique devrait assurer la stabilité sociale. Ainsi, il affirme qu'« en notre époque et dans notre milieu, la pauvreté grandissante de 25% des citoyens commence à s'opposer à l'enrichissement continu d'un autre 25% des Québécois. Cette

¹⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,6, Brochure du CEE, 1971

¹⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F35, Exposé de Morin au banquet de clôture d'une journée d'étude, 23 mai 1970, p. 9.

¹⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F13, Allocution d'ouverture de Rosaire Morin à l'Assemblée générale du CEE, 30 octobre 1971.

²⁰ « Travailler 30 minutes de plus par jour ? », *La voix de l'est*, 18 novembre 1970, p. 6.

observation représente le fondement des malaises sociaux que connaît le Québec.²¹ » Pour Morin, les problèmes sociaux peuvent donc être résorbés par une prospérité économique accrue, la redistribution de la richesse, bien qu'importante, passant au second plan. Dans cette optique, écrivant au premier ministre René Lévesque, Morin prône un moratoire sur les dépenses sociales au profit de l'essor économique et industriel²².

Le CEE, et Morin, s'implique aussi dans le débat linguistique, en particulier lors des consultations gouvernementales précédant l'adoption de la loi 101. Le Conseil présente un mémoire à la commission parlementaire étudiant le projet de loi²³. Le mémoire constate la prédominance de l'anglais qui submerge la vie quotidienne. Il affirme que le gouvernement doit prendre des mesures nécessaires pour promouvoir le français, pour faire du Québec un État véritablement francophone. Le mémoire explique ensuite que le Québec est la première, voire la seule patrie des Canadiens français. La solution consiste donc à faire reconnaître le Québec comme le foyer national des francophones. En somme, selon le CEE, il faut que le Québec devienne un pays francophone normal pour pouvoir penser au développement²⁴.

Lors des deux premiers mandats de Robert Bourassa (1970-1976), Rosaire Morin se fait discret quant à la question nationale sans doute pour ne pas nuire à ses relations avec le gouvernement. Cependant, l'élection du Parti québécois en 1976 lui donne l'occasion d'exprimer plus clairement ses opinions. Ainsi en 1978, constatant que le gouvernement ne semble pas vouloir organiser un référendum prochainement, il écrit une lettre à René Lévesque (avec copie conforme aux principaux ministres du Cabinet) pour lui faire part de ses inquiétudes. Il écrit « le temps n'est-il pas venu de mobiliser tous les militants? De vulgariser l'idée de la souveraineté? De regrouper les troupes? Et de les conduire avec habileté, de porte en porte, avec une machine à calculer pour additionner à l'unité les amis de

²¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F32, Exposé du directeur général du CEE au Sambo à Montréal, 31 janvier 1970, p. 2.

²² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F61. Lettre de Rosaire Morin à René Lévesque, 14 décembre 1976.

²³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,51, Mémoire du CEE, présenté à la Commission parlementaire de développement culturel sur le projet de loi no 1 : Charte de la langue française au Québec, juin 1977.

²⁴ *Ibid.*, p. 9- 10.

l'indépendance. La date du référendum sera un jour historique... ou un recul de trente ans.²⁵ » C'est l'une des premières fois où Morin exprime sa conviction souverainiste. Auparavant, il avait bien laissé entendre que le Québec pourrait opter pour l'indépendance, mais il ne s'était jamais dit en faveur de cette option politique de manière non équivoque.

La volonté de Pierre Elliot Trudeau de rapatrier unilatéralement la constitution est aussi l'occasion pour Morin de s'exprimer sur la question nationale. Adoptant une position très nationaliste, il critique ce qu'il qualifie de « coup d'État de monsieur Trudeau » d'antithèse de la démocratie. Selon lui « M. Trudeau refuse d'admettre que cette nation [canadienne-française], présente dans tout le Canada, ne peut s'épanouir qu'au Québec, le seul territoire où elle est majoritaire.²⁶ » Il s'insurge aussi contre le fait que le Québec verrait ses pouvoirs en éducation restreints, ce qui menacerait directement la portée de la loi 101.

4.2.2 Réalisations

Rosaire Morin entreprend plusieurs actions dans le but de mettre en œuvre le programme du CEE. Ainsi, le Conseil a une publication mensuelle, *La Prospérité*. En 1967, alors qu'il est directeur général du CEE depuis un an, Morin devient directeur de la revue, poste qu'il occupe jusqu'en 1977. Tout au long de ses années, il publie 250 articles dans le mensuel²⁷. Ces textes abordent plusieurs thèmes : le rôle des hommes d'affaires, de l'État et des citoyens dans le développement économique, les défis économiques du Québec, l'importance pour les consommateurs d'accorder la préférence aux commerçants francophones et la nécessité d'avoir une économie forte pour la nation. *La Prospérité* atteint un public relativement restreint. Effectivement, elle s'adresse principalement aux membres du Conseil, quoiqu'à l'occasion Morin fasse parvenir une copie de la revue à certains politiciens. Cependant, il parvient à trouver un moyen d'obtenir un plus grand lectorat en s'associant au *Journal de Montréal*. Ainsi, en vertu d'une entente avec Quebecor, le Conseil d'expansion économique

²⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de Rosaire Morin à René Lévesque, 25 avril 1978.

²⁶ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,46, « Les motifs de notre opposition au projet de résolution fédérale sur la Constitution », déclaration écrite de Rosaire Morin, décembre 1980, p. 10.

²⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/M,3, Notice bibliographique, 1984, p. 1.

commence à fournir des textes pour la section économique du *Journal*²⁸. Cela permet au Conseil de mettre de l'avant ses idées tout en se faisant connaître du public. Les textes publiés dans le *Journal de Montréal* portent sur trois axes, le portrait de l'économie québécoise, des conseils pratiques et l'actualité économique. Rosaire Morin est un auteur très prolifique. Ainsi, il publie 79 articles dans le *Journal de Montréal*²⁹ tout en continuant d'écrire pour *La Prospérité*. Le Conseil publie aussi des brochures traitant de différentes entreprises francophones et d'organismes gouvernementaux québécois, comme Provigo, Hydro-Québec, la Caisse de dépôts et placements et la Société générale de financement. En outre, le président du CEE trouve d'autres moyens pour diffuser la vision de son organisme.

Rosaire Morin entreprend des tournées à travers le Québec pour faire connaître les idées du CEE. Il s'intéresse particulièrement à la jeunesse, voyant l'importance d'associer les jeunes au développement économique. Il affirme que les aînés doivent cesser de les considérer comme des enfants pour plutôt les voir comme des partenaires. Pour la seule année 1970, Morin réalise 17 rencontres avec des groupes de jeunes pour faire la promotion des idées du Conseil³⁰. Pour lui, la contestation négative des jeunes doit être canalisée positivement vers le développement du milieu. Cette sollicitude de Morin envers la jeunesse semble porter fruit. Par exemple, Serge Hudon de l'association étudiante du collège Rigaud-de-Vaudreuil écrit au CEE pour avoir plus d'informations sur l'organisme et peut-être participer aux activités³¹. De façon globale, tout au long de son mandat comme directeur général du Conseil, Morin participe à de nombreuses assemblées : caisses d'économies, caisses populaires, cercles sociaux et autres. L'énergie que Morin met dans sa tâche est bénéfique au CEE. L'organisme qui commençait à périlcliter au début des années 1960 connaît une augmentation du nombre de ses membres à la suite de l'arrivée de Morin à son poste³². Le rayonnement du CEE semble croître auprès du public, l'organisme est de plus en

²⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,11, Conseil administratif du CEE, 16 septembre 1974.

²⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/M,3, Notice bibliographique, 1984, p. 1.

³⁰ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,24, Rapport du directeur général à l'assemblée générale du CEE du 3 avril 1971, 3 avril 1971.

³¹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de Serge Hudon à Rosaire Morin, 22 juin 1969

³² CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,24, Rapport du directeur général à l'assemblée générale du CEE, 12 novembre 1973.

plus sollicité. Par exemple, le président de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal s'adresse au CEE pour avoir une liste de conseillers en placement canadiens-français³³. Les hommes d'affaires s'adressent aussi à Morin pour obtenir de l'aide. Tel est le cas de Gaspard LeMay, conseiller industriel, qui écrit à Morin pour obtenir le nom d'ateliers d'usinage de la région de Montréal qui pourraient être intéressés à s'associer avec la Crowther Machinery Sales Limited³⁴.

Face à ce succès, Rosaire Morin lance un vaste projet à l'intention des hommes d'affaires. Constatant que sur les 2200 compagnies inscrites en bourse, seulement 19 sont francophones, Morin met sur pied un programme qui recense, dans un premier temps, les entreprises francophones susceptibles d'être inscrites pour ensuite produire des documents informatifs sur le fonctionnement de la bourse³⁵, dans le but d'augmenter le nombre d'entreprises francophones inscrites en bourse.³⁶

Après avoir eu des relations plutôt tièdes avec le gouvernement Bourassa, la situation s'améliore avec l'arrivée du Parti québécois au pouvoir. Effectivement, le gouvernement Lévesque en général semble être très réceptif vis-à-vis du CEE. Par exemple, le député de Jeanne-Mance, Henri E. Laberge, écrit à Morin pour connaître son opinion sur l'idée du Centre de recherche industrielle du Québec de constituer une banque de produits québécois tandis qu'un directeur du Ministère du développement économique transmet au CEE la demande d'un citoyen qui recherche des opportunités d'investissements. Même René Lévesque demande l'appui du Conseil. En 1977, le premier ministre écrit au CEE pour obtenir la collaboration de l'organisme pour la fête nationale. La même année, Rosaire Morin se voit proposer par le gouvernement de participer aux travaux d'une commission de stratégie industrielle sur la création d'emploi lors d'un sommet économique pour une rémunération de 40 \$ l'heure. Morin accepte l'invitation, mais souhaite le faire sans rémunération, le

³³ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de Roger Lasnier à Rosaire Morin, 4 novembre 1970.

³⁴ CRLG fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de Gaspard LeMay à Rosaire Morin, 11 mai 1977.

³⁵ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de Rosaire Morin à Rodrigue Tremblay, 27 avril 1978.

³⁶ CRLG fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de René Lévesque à Rosaire Morin, 24 mai 1977.

gouvernement pouvant compenser en rendant des services au CEE de manière occasionnelle³⁷.

Quand il juge que la situation l'exige, Rosaire Morin n'hésite pas à s'impliquer dans des débats d'actualité économique et politique. En 1977, il réagit vivement aux propos de Earle McLaughlin, président de la Royal Bank à l'effet qu'un éventuel dollar québécois serait faible et que les Québécois préféreraient conserver leurs devises canadiennes ou américaines : en somme, l'indépendance du Québec serait désastreuse au point de vue économique. Morin affirme qu'un homme qui occupe une telle fonction devrait faire preuve de plus de respect envers le groupe ethnique majoritaire au Québec. Puis, Morin rappelle que près de quatre milliards de dollars appartenant à des francophones sont déposés à la Royal Bank. Un boycottage d'un éventuel Québec souverain ferait perdre beaucoup aux entrepreneurs du Canada anglais, tout en étant bénéfique pour les entrepreneurs québécois³⁸. Morin avait déjà abordé la question du risque de déstabilisation financière d'un Québec indépendant. En effet, en 1970 lors de la première élection générale à laquelle participait le Parti québécois, le directeur du CEE avait expliqué que les entreprises anglophones, bien que canalisant 20 milliards de l'épargne des Québécois, investissaient à peine un milliard au Québec. Le retrait de capitaux du Québec ne devrait pas être vu comme une menace, mais plutôt comme une occasion pour les francophones de prendre conscience du fait que leurs épargnes ne servent pas au développement du Québec³⁹.

Le premier mandat du gouvernement Lévesque semble être le moment où le Conseil d'expansion économique atteint son apogée, l'organisme connaissait alors un rayonnement non négligeable. Cependant, la situation semble se détériorer à partir du début des années 1980. Les sources sur le CEE se font dès lors beaucoup plus rares. Par exemple, aucun

³⁷ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,14, Procès-verbal du CEE, 16 mai 1977.

³⁸ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/K,9, « M. McLaughlin doit déménager de St-James Street à Bay Street », réactions aux propos du président de la Royal Bank tenues devant les membres d'une chambre de commerce, 25 avril 1977. Les réactions de Morin seront aussi publiées dans les journaux, voir *Le Devoir*, « Quelques questions à M. McLaughlin », 27 avril 1977, p. 5.

³⁹ CRLG, fonds Rosaire Morin, P16/F,33, « Les hallucinations de quelques anglophones réveilleront-elles les Canadiens français? », exposé de Rosaire Morin au congrès des Jeunes Chambres de commerce, 3 mai 1970.

document ne permet de connaître l'opinion de Morin à la suite de l'échec référendaire. L'année 1983 semble être la dernière du Conseil⁴⁰. Les raisons expliquant la fermeture ne sont pas mentionnées dans les documents. Cette fermeture n'est sûrement pas causée par l'hostilité qu'aurait pu susciter le CEE, l'organisme ayant soulevé très peu de contestations, du moins auprès des francophones⁴¹. Dans ces conditions, comment expliquer la fin du Conseil? Il est possible que la crise économique du début de la décennie additionnée à la déception causée par l'échec référendaire aient sérieusement ébranlé le CEE. L'organisme a peut-être connu des difficultés financières. De plus, depuis près de 15 ans, Morin était l'âme dirigeante du Conseil. Avec le temps, il en était presque venu à personnaliser l'organisme. En 1981, Rosaire Morin devient rédacteur en chef de *L'Action nationale*, il a donc moins de temps à consacrer au Conseil. C'est sans doute cet ensemble de raisons qui pourrait expliquer la disparition du CEE au début de la décennie 1980.

4.3 *L'Action nationale*

Depuis 1958, Rosaire Morin est membre de la Ligue d'Action nationale. Cependant, il ne semble pas avoir beaucoup milité au sein de cet organisme⁴². Sporadiquement, il a fourni des articles à *L'Action nationale* entre 1965 et 1978. Ces articles ne dépassaient généralement pas dix pages et abordaient principalement des sujets économiques, en lien avec le travail qu'il effectuait au Conseil d'expansion économique. En 1981, Rosaire Morin est nommé rédacteur en chef de *L'Action nationale*, poste qu'il occupera jusqu'à son décès en 1999. Au cours de cette période, il publie 217 articles dans la revue. Beaucoup sont de courts éditoriaux (trois ou quatre pages) traitant de l'actualité. Nous analyserons un échantillon de ces articles. Pour constituer notre échantillon, nous avons sélectionné tous les articles de fond (sept pages et

⁴⁰ Du moins, selon une lettre de la CSST envoyée à Morin affirmant que le Conseil d'expansion économique a été fermé. CRLG fonds Rosaire Morin, P16/F,61, Lettre de la CSST à Rosaire Morin, 29 août 1983. C'est là le seul document faisant état de la fin du CEE.

⁴¹ Nous avons trouvé une seule critique, elle émanait d'hommes d'affaires qui considéraient le concept d'achat chez-nous dépassé. *La Presse*, « Les hommes d'affaires protestent : toujours les mêmes vieilles rengaines », 17 octobre 1969, p. 53.

⁴² Même si Morin a été nommé par la Ligue lors des États généraux, aucune autre source ne démontre qu'il a milité activement au sein de celle-ci.

plus) des années 1981, 1984, 1987, 1990, 1993, 1996 et 1999. Cela nous donne un corpus de 30 articles⁴³.

Dans les articles de Morin, un sujet est récurrent, la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi, en 1993, il déplore l'existence de 450 000 chômeurs, de 300 000 employés vivant sous le seuil de la pauvreté et de 175 000 personnes gagnant le salaire minimum⁴⁴. Selon lui, la société ne doit pas voir la pauvreté comme un mal nécessaire, tout doit être mis en œuvre pour obtenir la parité d'emploi homme/femme de même que l'égalité pour les communautés culturelles et les jeunes. Pour cela autant les coopératives que les secteurs publics et privés, en somme l'ensemble de la société, doivent appuyer les organismes qui aident les sans-abris et les délinquants.

Dans certains textes, Morin traite spécialement de la jeunesse. Par exemple, après avoir cité des statistiques sur la pauvreté chez les jeunes, il constate la nécessité d'instaurer une véritable égalité des chances⁴⁵. L'auteur voit dans les écoles pour adultes de même que les centres d'aide aux délinquants et aux toxicomanes une solution au problème. La valorisation de la formation professionnelle doit permettre aux jeunes d'apprendre un métier utile et stimulant. En 1987, dans le contexte de lendemain de crise économique et de l'affaiblissement de l'État-providence, il publie une série d'articles sur les jeunes. Selon lui, le Québec vit une profonde crise socio-culturelle. Il explique que « des transformations profondes sont survenues au cours des vingt dernières années. L'urbanisation a changé le comportement. L'industrialisation a bousculé les femmes et les hommes [...]. Le silence de l'Église a été troublant. La faillite de l'école est arrêtée au bord du précipice [...] L'intervention providentielle de l'État fait place à l'État-Provigo.⁴⁶ » Encore une fois, Morin met de l'avant l'idée de la valorisation de la formation professionnelle, formation adaptée au marché du travail, pour permettre aux jeunes de sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

⁴³ Voir l'annexe 1 pour la liste des articles composant l'échantillon.

⁴⁴ Rosaire Morin, « L'insertion sociale et professionnelle, une utopie? », *L'Action nationale*, vol. 83, no. 9, nov. 1993, p. 1183-1199.

⁴⁵ Rosaire Morin, « Comment s'en sortir? », *L'Action nationale*, vol. 80, no. 4, avril 1990, p. 569-610.

⁴⁶ Rosaire Morin, « Que sera l'avenir des jeunes d'aujourd'hui? », *L'Action nationale*, vol. 77, no. 4, déc 1987, p. 369-380.

Le rédacteur en chef tente aussi de s'attaquer au décrochage scolaire, 500 000 jeunes de 15 à 29 ans auraient quitté l'école sans diplôme. Entraînés dans la pauvreté, ceux-ci sont coupés de leur milieu social, vivant isolés dans un monde de sous-prolétariat qui risque de se perpétuer de génération en génération. À l'occasion, Morin cite des exemples concrets de mesures à adopter pour lutter contre la pauvreté. Ainsi, il parle de l'école Marie-Anne et de l'école Boudreau à Montréal qui sont destinées aux décrocheurs⁴⁷. Constatant que près de 300 000 Québécois ne savent ni lire ni écrire et qu'à peine 22 000 suivent des cours pour décrocheurs, Morin appelle le gouvernement à financer adéquatement les services tout en les rendant plus accessibles, en plus d'instituer un système de prêts et bourses pour ceux qui décident de retourner aux études. La question des conséquences sociales de la pauvreté occupe donc une place importante dans les articles écrits par Morin. Cette préoccupation est nouvelle. Auparavant, il n'avait qu'effleuré le problème, en l'analysant principalement de manière économique. Rosaire Morin ne pense pas que ce soit à l'État seul de régler le problème, d'ailleurs, en certaines occasions, il réclame une coupure dans les dépenses publiques citant même Reagan en exemple⁴⁸. Il considère la pauvreté comme un problème de société. En conséquence, l'ensemble de la société doit travailler de concert pour trouver des solutions. Cela, entre autre, par des programmes d'aide à l'insertion sur le marché mis en place par les employeurs. Pendant son passage à *L'Action nationale*, Morin s'intéresse à la question sociale. Cela marque une certaine forme d'évolution par rapport à ces années au sein du Conseil d'expansion économique. Il a élargi son champ de perspective, en ajoutant l'approche sociale à l'approche économique.

Morin écrit aussi des articles dans lesquels il aborde des sujets politiques. Ainsi, en 1981, il critique Pierre Elliot Trudeau et sa tentative de rapatrier unilatéralement la constitution⁴⁹. Selon l'auteur, les prérogatives des provinces ne peuvent être changées sans le consentement de celles-ci. Le projet de Trudeau menace la loi 101 et ne reconnaît aucunement l'existence

⁴⁷ Rosaire Morin, « La prospérité », *L'Action nationale*, vol. 76, no. 8, avril 1987, p. 755-767.

⁴⁸ Rosaire Morin, « Le gouvernement Trudeau est responsable de la plus grande crise économique » *L'Action nationale*, vol. 71, no 1, sept 1981, p. 9-16

⁴⁹ Rosaire Morin, « Rapatriement de la constitution ? Notre opposition au fédéral », *L'Action nationale*, vol. 70, no 6, fév. 1981, p. 483-494.

du peuple canadien-français. Morin s'en prend aussi à la performance économique du gouvernement Trudeau, qui serait la pire du G7. Selon le rédacteur de *L'Action nationale*, la croisade pour l'unité nationale dans laquelle le premier ministre canadien met tant d'énergie a entre autre pour but de masquer les problèmes économiques du pays. D'une manière plus générale, Morin est très critique envers le fédéral. Par exemple, dans un article il explique que les pouvoirs d'expropriation du gouvernement canadien lui permettent d'accroître ses propriétés au Québec⁵⁰. Les parcs fédéraux, les ports et les ponts constitueraient des enclaves fédérales sur le territoire québécois. Selon lui, le Québec devrait pouvoir gérer seul ses infrastructures, le fédéral n'ayant pas montré ses compétences administratives, et ayant même tendance à avantager le canal Welland, les installations des Grands Lacs et les élévateurs à grains de Prescott. Morin se fait aussi le défenseur de l'indépendance. Répliquant à Jean Chrétien qui affirmait qu'un Québec indépendant serait une «république de bananes», il explique qu'un Québec indépendant figurerait au onzième rang en ce qui concerne le PIB⁵¹. Un Québec souverain aurait donc un PIB supérieur à la majorité des pays d'Afrique et d'Asie.

Plus tard, à l'occasion des négociations autour de l'adoption de l'accord du lac Meech, Morin critique la stratégie de négociation du premier ministre Robert Bourassa. Selon lui, malgré ses promesses, le premier ministre a accepté certaines modifications. Ainsi, en reconnaissant la Charte canadienne, Bourassa risque d'entraîner la suprématie de celle-ci au dépend du concept de société distincte. Selon l'auteur, « la notion de société distincte est une coquille vide, sans pouvoir, elle ne crée aucune compétence.⁵² »

Voyant sans doute l'échec de l'accord du lac Meech se dessiner à l'horizon, Rosaire Morin affirme que le temps est plus que jamais propice pour le Québec de se doter d'une constitution. Faisant un retour sur les États généraux, il défend la formule et parle du travail

⁵⁰ Rosaire Morin, « Le gouvernement fédéral occupe le territoire québécois », *L'Action nationale*, vol. 71, no. 2, oct. 1981, p. 139-147.

⁵¹ Rosaire Morin, « Le Québec, une république de bananes ?... », *L'Action nationale*, vol. 71, no. 3, nov. 1981, p. 303-309

⁵² Rosaire Morin, « À propos du lac Meech, M. Bourassa, un mauvais négociateur », *L'Action nationale*, vol. 80, no. 7, sept. 1990, p. 924.

qui a été accompli lors de l'événement⁵³. Cependant, il introduit une nuance très importante. Effectivement, à la fin de son texte, Morin appelle à la création d'«États généraux du Québec». Ainsi, il laisse de côté l'idée d'inclure les minorités francophones, mais inclut *de facto* les Québécois non francophones. Sans nécessairement signifier qu'il a adopté une définition complètement civique de la nation, le changement sémantique est important. La nation se concentre exclusivement au Québec. Morin traitera d'ailleurs à l'occasion de la minorité anglo-québécoise. Il adopte un ton très modéré, ne demandant pas au gouvernement de cesser de subventionner leurs institutions, mais préférant souhaiter l'intégration des anglophones au sein de la société québécoise⁵⁴.

À la suite de l'échec référendaire de 1995, Jean Chrétien fait voter en Chambre une motion donnant à la province un droit de veto et une loi reconnaissant que le Québec forme une société distincte. Rosaire Morin s'insurge contre ce qu'il considère de la poudre aux yeux. Il explique que la reconnaissance de la société distincte n'a qu'une valeur symbolique, qu'elle est vide de toute portée constitutionnelle. Il en est de même du droit de veto qui est une simple loi pouvant être abrogée selon le bon vouloir du gouvernement fédéral⁵⁵. Rosaire Morin s'en prend aussi directement à Jean Chrétien. Ainsi, le premier ministre canadien ayant travaillé à rapatrier unilatéralement la constitution « passera à l'histoire comme un saboteur du Québec francophone par l'imposition d'une charte des droits qui rendait inconstitutionnelle certains articles de la Loi 101. Il a fait du Québec une colonie anglaise.⁵⁶ »

En somme, les articles de Rosaire Morin démontrent que la pensée de ce dernier, au cours de ses années passées à *L'Action nationale*, a poursuivi le changement timidement amorcé à partir de la décennie 1960. Effectivement, la nation canadienne-française est devenue la nation franco-québécoise et même québécoise puisqu'il en vient en souhaiter

⁵³ Rosaire Morin, « Les États généraux du Canada français », *L'Action nationale*, vol. 80, no. 6, juin 1990, p. 799-815.

⁵⁴ Rosaire Morin, « La minorité britannique du Québec est-elle maltraitée ? », *L'Action nationale*, vol. 83, no. 8, oct. 1993, p. 1110-1117.

⁵⁵ Rosaire Morin, « C'est moins que Charlottetown », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 1, janv. 1996, p. 4-10.

⁵⁶ Rosaire Morin, « La colombe et son disciple », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 3, mars 1996, p. 4-12.

l'intégration des minorités culturelles. En ce qui concerne les événements politiques, Morin adopte les positions défendues par les milieux nationalistes. Ainsi, il s'insurge contre le rapatriement de la constitution. Sans critiquer directement l'accord du lac Meech, il tente de démontrer ses lacunes. Finalement, il se montre très dur envers les gouvernements centralisateurs de Pierre Elliot Trudeau et de Jean Chrétien.

La question économique est encore un sujet de prédilection de Rosaire Morin. Il continue de dénoncer l'habitude des Québécois à placer leurs épargnes dans des institutions étrangères. Il n'hésite pas à critiquer le gouvernement, même celui du Parti québécois. Par exemple, dans un article paru en 1981, Morin dénonce la timidité du gouvernement qui hésite à prendre des mesures susceptibles de permettre aux francophones de maîtriser au moins 51 % de leur économie⁵⁷. Il en profite aussi pour démontrer que les Québécois subventionnent à hauteur de 70 % les capitaux étrangers qui sont investis dans la province.

Jusqu'en 1996, Morin traite moins d'économie, du moins si l'on se fie à notre échantillon. Ainsi, il ne traite pas de la question du libre-échange, question pourtant très présente dans l'actualité à la fin de la décennie 1980. Cependant, à partir de 1996, le sujet prend une place très importante. Comme il l'avait fait 30 ans plus tôt dans son livre *Réalités et perspectives économiques*, Rosaire Morin démontre que les Québécois placent leurs épargnes dans des banques, des compagnies d'assurances et de fonds mutuels étrangères⁵⁸. Ces compagnies investissent très peu au Québec, et leurs conseils d'administration comptent un très faible pourcentage de francophones. Morin écrira plusieurs autres articles traitant de ce sujet. Ainsi, pour le rédacteur en chef de *L'Action nationale*, la situation n'a guère évolué.

Morin défend aussi les valeurs coopératives et n'hésite pas à critiquer la Fédération des caisses populaires Desjardins lorsqu'elle semble s'éloigner de ces valeurs. Il critique les taux d'intérêt abusifs, qu'il qualifie d'usuriers, que les caisses exigent⁵⁹. Il déplore le fait qu'elles

⁵⁷ Rosaire Morin, « Sommes-nous capables d'utiliser l'épargne des Québécois? », *L'Action nationale*, vol. 71, no. 3, nov. 1981, p. 351-369.

⁵⁸ Rosaire Morin, « Solidarité-Québec », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 5, mai 1996, p. 9-31.

⁵⁹ Rosaire Morin, « La constipation », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 10, déc. 1996, p. 5-12

axent leurs activités sur le profit, oubliant leur mission première. Elles s'éloigneraient de plus en plus des classes modestes, négligeant les besoins sociaux de leur milieu. De plus, Desjardins n'investirait que 24,5% de ses actifs au Québec, achetant 2,98% d'obligations du Québec et 18,65% d'obligations du Canada. Un des derniers articles écrits par Morin traite aussi des coopératives⁶⁰. L'auteur vante d'abord les valeurs coopératives et l'effet bénéfique qu'elles apportent à la collectivité. Puis, il déplore le cloisonnement et le manque de concertation entre les différentes coopératives. Beaucoup d'entre elles, comme les Pêcheurs-Unis, et la Fédération des magasins Coop, sont disparues dans l'indifférence générale. Selon l'auteur, le problème réside dans le fait que très peu de personnes connaissent les principes coopératifs. Il pense que pour aider les autres coopératives, Desjardins doit revenir à ses idéaux d'origines et mieux appuyer la collectivité.

Conclusion

L'engagement nationaliste de Rosaire Morin entre 1970 et 1999 s'inscrit sous le signe de la continuité. Effectivement, à partir de la fin des États généraux, sa pensée semble atteindre une certaine maturité. Il adhère au néonationalisme, bien que certaines nuances s'imposent. Par exemple, si les frontières de la nation se rétrécissent désormais au Québec, celle-ci oscille entre une définition ethnique ou politique, l'intégration des communautés culturelles est souhaitée même si la nation se trouve d'abord définie comme étant Franco-Québécoise. Il se fait plus discret en ce qui concerne le catholicisme, n'abordant jamais le sujet de front. Si la pensée de Morin est arrivée à maturité, elle n'est pas immuable. Ainsi, elle s'adapte à l'évolution politique du Québec et du Canada. À la fin des années 1960, Morin avait ouvert la porte à l'idée d'indépendance, sans y adhérer clairement. Cependant, à la suite de l'élection du Parti québécois, il n'hésite plus à défendre l'idée d'indépendance. Après le référendum de 1980, il se fait un ardent défenseur de la souveraineté dans les pages de *L'Action nationale*. En lien avec cela, et dans la foulée du rapatriement unilatéral de la constitution, il critique les tentatives centralisatrices d'Ottawa.

⁶⁰ Rosaire Morin, « L'Avenir de Desjardins », *L'Action nationale*, vol. 89, no. 4, avril 1999, p. 35-44.

Le type d'engagement de Morin change pendant cette période. D'abord impliqué dans des organisations ayant des visées larges, s'intéressant à la politique, à l'économie et au social, il fait de l'économie son principal champ d'intérêt en devenant directeur général du Conseil d'expansion économique, mais toujours dans une perspective nationaliste. Pour Morin, les francophones doivent prendre leur place dans l'économie, une nation ne peut s'épanouir au point de vue social et politique sans une économie forte. La société entière (l'État, les sociétés publiques, les entreprises privées, les consommateurs, les politiciens) doit travailler au développement économique.

Devenu rédacteur en chef de *L'Action nationale*, Morin élargit ses perspectives. L'économie reste un sujet très important pour lui, cependant il en vient à écrire sur d'autres sujets. Ainsi, la question sociale l'interpelle particulièrement. Il souhaite que la société prenne les mesures nécessaires pour éradiquer la pauvreté. Morin profite de la tribune qui lui est offerte dans *L'Action nationale* pour défendre ses idées. Son engagement dans la revue sera le dernier, le 14 avril 1999, après une vie passée sous le signe du militantisme, Rosaire Morin décède à l'âge de 76 ans.

CONCLUSION

À la suite du décès de Rosaire Morin, tout le milieu nationaliste est en deuil. *L'Action nationale* et *Le Devoir* lui rendent hommage. Le premier ministre Lucien Bouchard se joint au concert d'éloges. Il décrit Rosaire Morin comme un «grand brasseur d'idées, homme d'action et de conviction, [qui] a consacré sa vie à défendre les intérêts du Québec», expliquant que «tout au long de sa vie, il a généreusement partagé ses réflexions et ses analyses sur plusieurs aspects de notre société. La langue, la culture, l'économie et l'identité québécoise ont monopolisé ses énergies, et il nous laisse en héritage de nombreuses publications¹». Rosaire Morin a effectivement été un militant nationaliste très impliqué, de ses premiers discours en 1939 jusqu'à son décès. L'étude de son engagement est donc particulièrement intéressante puisqu'elle permet de rendre compte de son évolution à long terme.

Rosaire Morin commence à militer au début des années 1940. Militant traditionaliste il adhère aux Jeunesses laurentiennes. Devenant, après seulement deux ans, président de l'organisation, poste qu'il occupe jusqu'à sa dissolution en 1950, il organise plusieurs activités pour faire la promotion du nationalisme canadien-français. Il donne une définition culturelle de la nation, un Canadien français ne peut l'être que de souche. Morin associe aussi le nationalisme et la religion, la nation est donc composée de Canadiens français catholiques. Bien qu'étant présente majoritairement au Québec, Morin ne limite pas les frontières de la nation canadienne-française à cette province. Selon lui, les Canadiens français hors-Québec font aussi partie de la nation. Acceptant la communauté politique canadienne, Morin n'en défend pas moins avec ardeur l'autonomie du Québec et les droits des Canadiens français, prônant le strict respect de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Constatant l'infériorité économique des francophones, Rosaire Morin souhaite remédier à la situation par l'éducation, le coopératisme et le principe de l'«achat chez-nous». Comme les autres organisations nationalistes de l'époque, les Jeunesses laurentiennes et Morin prennent

¹ Gouvernement du Québec, le jeudi 15 avril 1999, *Décès de monsieur Rosaire Morin - Message du premier ministre du Québec*, Disponible [en ligne] :< <http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/salle-de-presse/communiqués/1999/avril/1999-04-15a.shtml>> (1^{er} octobre 2007).

position pour différentes causes reflétant leur idéologie. Ainsi, Morin prend part à la campagne contre la conscription, participe aux célébrations de Dollard des Ormeaux, demande l'ouverture d'une ambassade canadienne au Vatican et lance une campagne de relations publiques en faveur de l'adoption du fleurdelisé comme drapeau québécois. La pensée et les activités de Morin, du temps des Jeunesses laurentiennes, reflètent son adhésion au nationalisme canadien-français.

Après s'être consacré à sa vie familiale et professionnelle au cours de la décennie 1950, Rosaire Morin renoue avec le militantisme au début de la décennie suivante. Bien que membre de l'Ordre de Jacques-Cartier depuis la fin des années 1940, Rosaire Morin y avait été très peu actif. La situation change à partir de 1962, Morin commence à militer activement au sein de la société secrète. Celle-ci, prônant encore un nationalisme canadien-français, peine à s'adapter aux changements vécus par la société québécoise. Morin, influencé par le discours néo-nationaliste, met en place un projet de réforme : il souhaite québécoiser et moderniser l'Ordre. Le projet échoue, les dirigeants ontariens de l'organisation préférant la dissoudre plutôt que de la voir leur échapper. Morin fonde donc une nouvelle association, l'Ordre de Jean-Talon, et lui donne l'orientation qu'il voulait donner à l'Ordre de Jacques-Cartier. Cependant, la nouvelle organisation est éphémère, elle est dissoute au bout de deux ans. Au cours des années 1960, Morin joue aussi un grand rôle pendant les États généraux du Canada français; membre de l'exécutif puis vice-président de l'événement, il doit gérer la participation lors des assises, en particulier celle des francophones hors-Québec. Ceux-ci, se voyant, à chaque assise, de plus en plus marginalisés par le nationalisme québécois triomphant en viennent à s'abstenir de participer à l'événement. Morin a tout fait pour éviter cela. Effectivement, tout en considérant que les Québécois sont majoritaires et qu'en conséquence ils doivent avoir une représentation proportionnelle à leur poids démographique, il a tout mis en œuvre pour accommoder et chercher à intégrer les francophones hors-Québec, ce qui lui vaut d'être sévèrement critiqué par les indépendantistes qui exigent l'exclusion des minorités françaises.

Dans le cadre de ses différentes fonctions, Morin adopte et fait la promotion des principales caractéristiques du discours néo-nationaliste. Ainsi, il voit dans l'étatisme la solution à l'infériorité économique des francophones. Tout en restant croyant, il fait de moins en moins référence à la religion, son nationalisme insistant plutôt sur la langue. Finalement, et bien qu'il considère toujours les francophones hors-Québec comme des membres de la nation, Rosaire Morin, s'inspirant de la rhétorique néo-nationaliste, commence à considérer le Québec comme l'État national des Canadiens français, marquant ainsi un recentrage sur le Québec.

Parallèlement à son implication dans les organisations nationalistes pendant la décennie 1960, Morin publie plusieurs textes. Dans le livre *L'Immigration au Canada*, il s'intéresse à des questions qui étaient de plus en plus débattues au Québec, l'immigration et la nécessité d'intégrer les nouveaux arrivants à la communauté francophone. Ce livre est l'occasion pour Morin de faire la promotion de l'intervention de l'État québécois dans le domaine de l'immigration tout en montrant une ouverture vis-à-vis des non Canadiens français. À la suite des discussions amorcées au début des années 1960 sur l'opportunité de réformer la constitution, Rosaire Morin publie deux brochures sur le sujet. Dans *Le statut particulier*, il récuse l'option de statut particulier pour le Québec tandis que dans *Demain, que sera le Québec ?* il prône une consultation citoyenne, sur le modèle des États généraux, qui devrait mener à l'adoption d'une nouvelle constitution, sans toutefois prendre lui-même position par rapport à la forme que devrait prendre cette nouvelle constitution.

À partir de 1966, et plus spécifiquement au cours de la décennie 1970, Rosaire Morin s'intéresse principalement au nationalisme économique, devenant directeur du Conseil d'expansion économique. En s'impliquant dans cet organisme, il désire mettre fin à l'infériorité économique des francophones. S'il souhaite une plus grande intervention de l'État, Morin considère que la société entière doit s'impliquer. En conséquence, la conquête de l'économie par les francophones doit être l'œuvre de tous, des travailleurs, des intellectuels, des entrepreneurs et de l'État. Pendant son passage au Conseil d'expansion économique, Morin prend position sur des questions d'actualités. Par exemple, à la veille du

référendum de 1980, il s'affirme comme indépendantiste, prise de position qu'il n'avait jamais fait auparavant.

En 1981, Rosaire Morin devient rédacteur en chef de *L'Action nationale*. Tout en écrivant plusieurs articles sur la question économique, le champ d'intérêt de Morin s'élargit. Dans un contexte de crise de l'État-providence, il publie de nombreux articles sur la pauvreté, appelant la société à tout mettre en œuvre pour combattre ce fléau. Il s'intéresse aussi aux événements politiques, prenant position contre le rapatriement unilatéral de la constitution, critiquant l'ingérence et les tendances centralisatrices du gouvernement fédéral de même que l'Accord de Charlottetown. Rosaire Morin reste en poste à *L'Action nationale* jusqu'à son décès en 1999.

Manifestement, le cheminement nationaliste de Rosaire Morin observe les tendances analysées par Louis Balthazar et ses collègues. Ainsi, nationaliste canadien-français du temps des Jeunesses laurentiennes, Morin en vient à adopter le discours néo-nationaliste au cours des années 1960. Le changement de nationalisme n'est donc pas nécessairement une question de génération. Effectivement, bien qu'ayant adhéré au nationalisme traditionaliste à l'origine, Morin, alors qu'il est âgé d'une quarantaine d'années, effectue un changement de paradigme nationaliste au cours de la décennie 1960.

De plus, Morin ne se situe jamais en porte-à-faux des grands courants politiques, sociaux et économiques qui ont transformé le Québec. Par exemple, il s'intéresse à la question de l'immigration à la fin des années 1960, alors que celle-ci préoccupe de plus en plus les Québécois. À la même époque, comme la majorité de la population, il en vient à souhaiter une nouvelle constitution pour le Québec. Bien qu'ayant ouvert la porte à l'indépendance auparavant, Morin ne se positionnera en faveur de ce projet qu'à la fin des années 1970, alors que le Parti québécois est à la veille d'organiser un référendum sur la question. Finalement, dans ses articles de *L'Action nationale*, Rosaire Morin, tout en commentant l'actualité politique, s'intéresse beaucoup à la question de la pauvreté, alors que celle-ci est plus

présente à la suite de la crise économique du début des années 1980 et du désengagement de l'État.

Rosaire Morin représente un cas type, l'étude de son engagement pendant ces 60 années d'activité permet d'en savoir plus sur l'évolution du militantisme face aux mutations du nationalisme au Québec. Il serait intéressant que d'autres parcours individuels de militants soient étudiés. L'étude de cheminement de personnes telles que Gérard Turcotte, qui comme Rosaire Morin a commencé à militer dans les Jeunesses laurentiennes pour ensuite s'impliquer à la Fédération des Sociétés Saint-Jean Baptiste, au Mouvement Québec français et au Parti québécois, ou encore Paul-Émile Robert qui, après avoir précédé Morin à la présidence des Jeunesses laurentiennes, devient président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et endosse l'option indépendantiste en 1964². De telles études montreraient que les changements de qu'a connus la société québécoise à partir de 1960 ne sont pas exclusivement le résultat de l'arrivée d'une nouvelle génération. Certains militants dont l'engagement a commencé pendant les années 1940 ont fortement souhaité et encouragé ces changements.

Ce mémoire avait aussi pour objectif de mieux faire connaître Rosaire Morin. Ce dernier a exercé une influence certaine sur le mouvement nationaliste. Écrivant à la suite du décès de son ancien collègue de *L'Action nationale*, Jean-Marc Léger n'est sans doute pas loin de la vérité lorsqu'il dit que Morin « a été un géant du nationalisme canadien-français et québécois contemporain, qu'il concevait comme un instrument de progrès économique et social, d'affirmation et d'émancipation sur tous les plans³».

² David Rajotte, *Les Jeunes Laurentiens Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 2006, p. 194.

³ « Une vie consacrée à la nation », *Le Devoir*, 17 avril 1999, p. A10.

ANNEXE

Articles analysés, publiés dans *L'Action nationale* entre 1981 et 1999.

1999

MORIN, Rosaire, « L'avenir de Desjardins » *L'Action nationale*, vol. 89, no. 4, avril 1999, p. 35-44.

_____. « L'assurance au Québec », *L'Action nationale*, vol. 89, no. 3, mars 1999, p. 18-41

_____. « La Bourse de Montréal, une société filiale torontoise? », *L'Action nationale*, vol. 89, no. 2, févr. 1999, p. 27-47.

_____. « Les fonds mutuels », *L'Action nationale*, vol. 89, no. 1, janv. 1999, p. 15-35.

1996

_____. « La constipation », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 10, déc. 1996, p. 5-12.

_____. « Solidarité-Québec », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 5, mai 1996, p. 3-9.

_____. « La colombe et son disciple », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 3, mars 1996, p. 4-12.

MORIN, Rosaire et al., « Le monde rural », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 2, févr. 1996, p. 165-210.

MORIN, Rosaire, « C'est moins que Charlottetown », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 1, janv. 1996, p. 4-10.

1993

_____. « L'insertion sociale et professionnelle, une utopie? », *L'Action nationale*, vol. 83, no. 9, nov. 1993, p. 1183-1199.

_____. « Un rêve visionnaire? : la solidarité bâtira la prospérité des régions », *L'Action nationale*, vol. 83, no. 8, oct. 1993, p. 1035-1046.

_____. « La minorité britannique du Québec est-elle maltraitée? », *L'Action nationale*, vol. 83, no.8, oct. 1993, p. 1110-1117

1990

_____. « Comment s'en sortir », *L'Action nationale*, vol 80, no. 4, avril 1990, p. 569-610.

_____. « Les États généraux du Canada français » *L'Action nationale*, vol. 80, no. 6, juin 1990, p. 799-815.

_____. « À propos du lac Meech. M. Bourassa, un mauvais négociateur », *L'Action nationale*, vol 80, no. 7, septembre 1990, p. 915-924.

1987

_____. « Que sera l'avenir des jeunes d'aujourd'hui? », *L'Action nationale*, vol 77, no. 4, déc. 1987, p. 369-380.

_____. « Si la jeunesse était une richesse », *L'Action nationale*, vol 77, no. 3, 1987, p. 267-273.

_____. « La formation dispensée aux étudiants universitaires est-elle excellent? », *L'Action nationale*, vol 77, no. 3, nov. 1987, p. 279-285.

_____. « Les gouvernements bâtissent un régime d'entretenus qui conduit au sous-prolétariat », *L'Action nationale*, vol 77, no. 2, oct. 1987, p. 183-189.

_____. « Des milliers de jeunes condamnés au sous-prolétariat », *L'Action nationale*, vol. 77, no. 1, sept. 1987, p. 87-93.

_____. « Hydro-Québec était-elle nécessaire? », *L'Action nationale*, vol. 77, no. 1, sept. 1987, p. 27-33.

_____. « La jeunesse québécoise, un perpétuel recommencement », *L'Action nationale*, vol. 76, no. 9, mai 1987, p. 856-873.

_____. « La prospérité », *L'Action nationale*, vol. 76, no. 8, avril 1987, p. 755-767.

1984

_____. « L'épargne au Québec », *L'Action nationale*, vol. 73, no. 7, mars 1984, p. 625-640.

1981

_____. « Le Québec, une république de bananes? », *L'Action nationale*, vol 71, no. 3, nov. 1981, p. 303-309.

_____. « Sommes-nous capables d'utiliser l'épargne des Québécois? », *L'Action nationale*, vol. 71, no. 3, nov. 1981, p. 851-360.

_____. « Le gouvernement fédéral occupe le territoire québécois », *L'Action nationale*, vol. 71, no. 2, oct. 1981, p. 139-147.

_____. « Québec, mon pays », *L'Action nationale*, vol. 71, no. 2, oct. 1981, p. 107-113.

_____. « Le gouvernement Trudeau est responsable de la plus grande crise économique », *L'Action nationale*, vol 71, no. 1, sept. 1981, p. 9-16.

_____. « Rapatriement de la constitution? Notre opposition au fédéral », *L'Action nationale*, vol. 70, no. 6, fév. 1981, p. 483-494.

BIBLIOGRAPHIE

Sources :

Fonds d'archives

Archives de l'Université de Montréal

- a) Fonds de l'Ordre de Jacques-Cartier (P69)
- b) Fonds du secrétariat général (D35)

Archives nationales du Canada (Ottawa)

- a) Fonds de l'Ordre de Jacques-Cartier (MG 28 I98)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française (Université d'Ottawa)

- a) Fonds de l'Association canadienne-française de l'Ontario (C2)
- b) Fonds de l'Ordre de Jacques-Cartier (C3)

Centre de recherche Lionel Groulx (Montréal)

- a) Fonds Lionel Groulx (P1)
- b) Fonds Rosaire Morin (P16)

Sources imprimées :

États généraux du Canada français – Assises préliminaires, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1967, 128 p.

Les États généraux du Canada français: assises nationales tenues à la Place des Arts de Montréal du 23 au 26 novembre 1967, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1968, 380 p.

Les États généraux. Assises nationales tenues à l'hôtel Reine-Élisabeth du 5 au 9 mars 1969, Montréal, Édition de l'Action nationale, 1969, 649 p.

MORIN, Rosaire, *L'immigration au Canada*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1966, 172 p.

_____. *Réalités et perspectives économiques : faut-il confier à New-York l'avenir des Canadiens français?*, Montréal, Éditions de l'Action Nationale, 1966, 118 p.

_____. *Le statut particulier, une illusion; faut-il confier aux autres l'avenir des Canadiens français?*, s.l., s.n., 1967, 24 p.

_____. *Demain, que sera le Québec? : que puis-je faire pour le Québec*. Québec (Province) : s.n., 1969, 31 p.

Périodiques consultés :

L'Action nationale (1981- 1999)

Directives (1963- 1965)

Le Devoir (1946- 1977)

L'Émérillon (1950- 1965)

La Prospérité (1967- 1977)

La Presse (1950- 1969)

Un peuple parle, Montréal, États généraux du Canada français, 1966, 14 p.

Document électronique :

Gouvernement du Québec, le jeudi 15 avril 1999, *Décès de monsieur Rosaire Morin - Message du premier ministre du Québec*, Disponible [en ligne] : <<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/salle-de-presse/communiqués/1999/avril/1999-04-15a.shtml>>, (1er octobre 2007).

Ouvrages :

Ouvrages généraux

FRENETTE, Yves, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, 210 p.

LINTEAU, Paul-André et al, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, Boréal, 834 p.

ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 127 p.

ROY, Paul-Émile, « Rosaire Morin », *L'Encyclopédie canadienne en ligne*, s.d., Disponible [en ligne] : <<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0009459>> (1^{er} octobre 2007).

Études spécifiques

ALLAIRE, Gratien, «Le triangle Canadien-français au tournant des années 1960. Le Conseil de la vie Française en Amérique, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques-Cartier», *Francophonies d'Amérique*, vol. 17, p. 108-117.

BALTHAZAR, Louis, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, 212 p.

- BELLEROSE, Charles et Jacques BEAUCHEMIN, « Communauté nationale et définition du sujet politique : analyse de deux grandes consultations populaires au Québec 1967-1995 », *Quebec studies*, automne 1999-hiver 2000, no. 28, p. 27-55.
- BIENVENUE, Louise, *Quand la jeunesse entre en scène . l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.
- BOUCHARD, Gérard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal, Boréal, 2001, 503 p.
- BOUVIER, Luc, « Du tricolore canadien au fleurdelisé québécois. Le Carillon et le Carillon Sacré-Cœur », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 6, juin 1996, p. 91- 102.
- BOUVIER, Luc, « Du tricolore canadien au fleurdelisé québécois. Vers le fleurdelisé », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 9, nov. 1996, p. 97- 107.
- BOUVIER, Luc, « Du tricolore canadien au fleurdelisé québécois. Le fleurdelisé », *L'Action nationale*, vol. 86, no. 10, déc. 1996, p. 99- 111.
- CANET, Raphaël, *Nationalismes et société au Québec*, Outremont, Athéna, 2003, 232 p.
- CHOQUETTE, Robert, *La foi gardienne de la langue en Ontario 1900-1950*, Montréal, Bellarmin, 1987, 282 p.
- DION, Léon, *Nationalismes et politique au Québec*. Montréal, Hurtubise HMH, 1975, 177 p.
- ÉPINETTE, Françoise, *La question nationale au Québec*, Paris, PUF, 1998, 126 p.
- GAGNON, Robert, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*, Montréal, Boréal, 1996, 400 p.
- GERVAIS, Gaétan, *Des gens de résolution*. Sudbury. Institut franco-ontarien, 2003, 230 p.
- LALIBERTÉ, G.-Raymond, *Une société secrète · l'Ordre de Jacques Cartier*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983, 395 p.
- LAVERTU, Yves, *L'affaire Bernonville : le Québec face à Pétain et la collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994, 217 p.
- LÉTOURNEAU, Jocelyn, *Que veulent vraiment les Québécois?*, Montréal, Boréal, 2006, 180 p.
- LÉVESQUE, Andrée, *Virage à gauche interdit*, Montréal, Boréal Expres, 1984, 186 p.
- MANN, Susan, *The dream of Nation*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, 344 p.

- MARTEL, Marcel, *Le deuil d'un pays imaginé*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 p.
- MARTEL, Marcel et al., *Les États généraux du Canada français, trente ans après. Actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1998, 422 p.
- PÂQUET, Martin, « Les États généraux du Canada français et l'immigration, novembre 1967 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 10, no. 2, hivers 2002, p. 123-134.
- RAJOTTE, David, *Les Jeunes Laurentiens. Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 2006, 215 p.
- RENAUD, Laurier, *L'histoire d'une jeunesse nationaliste*, Jonquière, Presse collégiale de Jonquière, 1972, 154 p.
- RIOUX, Marcel, *La Question du Québec*, nouv. éd. rev et corr., Montréal, L'Hexagone, 1987, 273 p.
- RYAN, Pascale, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, 111 p.
- RYAN, Pascale, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale 1917-1960*, Montréal, Leméac, 2006, 322 p.
- TOURNON, Jean, « Organiser la représentation d'un groupe ethno-national », dans Marcel Martel et al., *Les États généraux du Canada français, trente ans après. Actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1998, p. 169-209